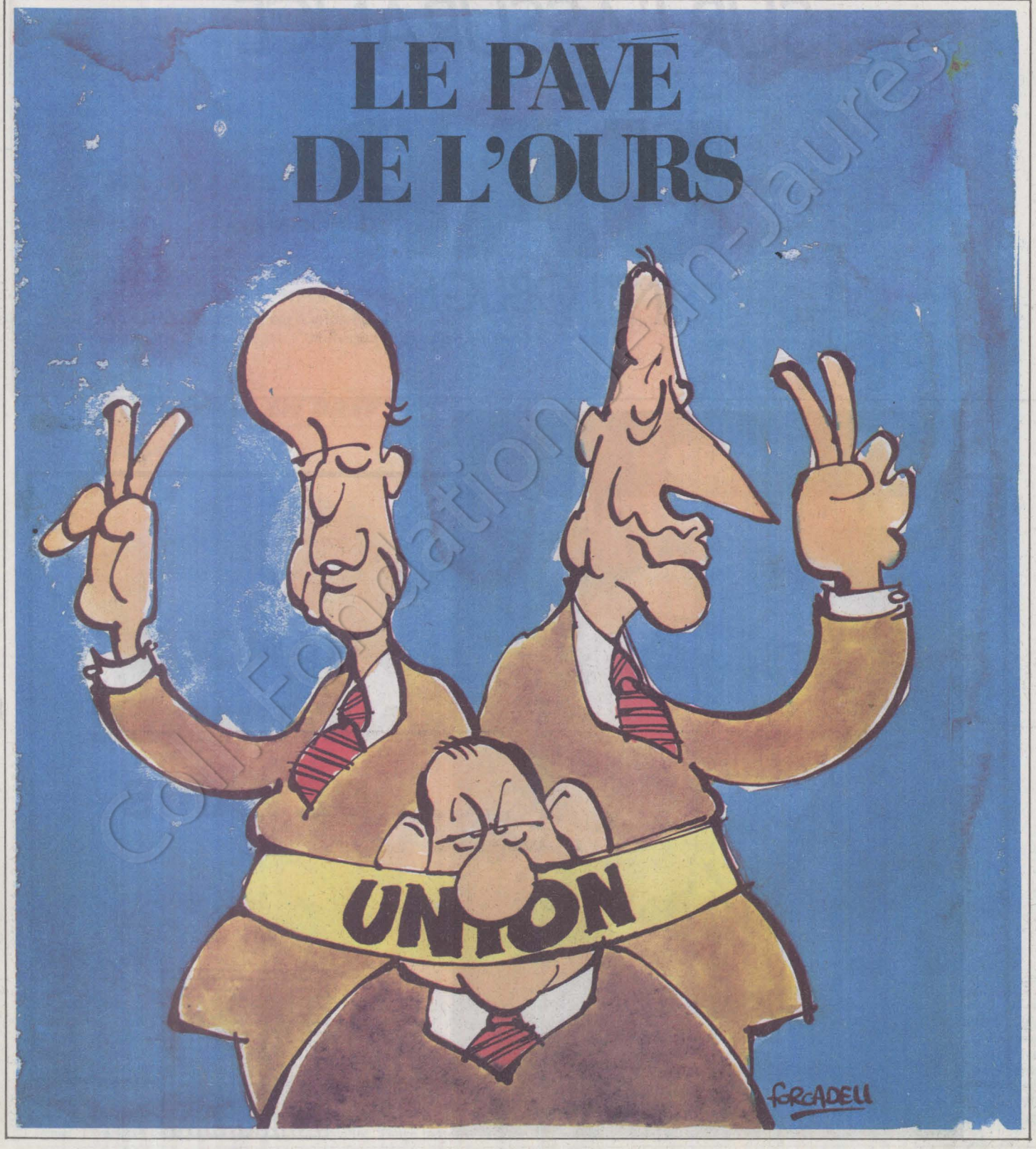
l'unité

L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 634 - 8 F

7 FEVRIER 1986

LE PAVÉ DE L'OURS

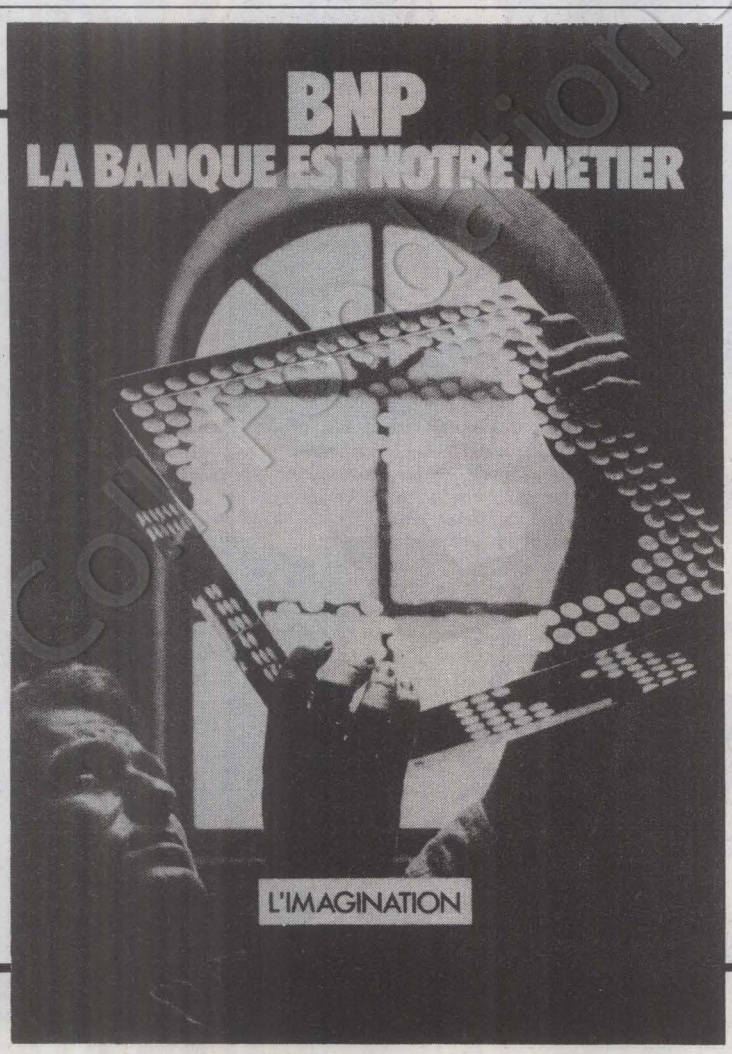


collection Jean-Jaurès

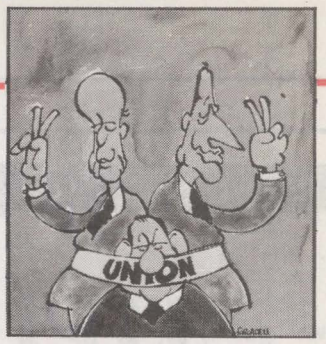
UN NOUVEAU
REGARD
SUR L'ASSURANCE

UAP

N°1 OBLIGE



BANQUE NATIONALE DE PARIS



SOMMAIRE

« L'UNITE »
N° 634

4 CAMPAGNE

Editorial : le seul vote utile, par Claude Estier.
Yvelines-Essonne : une droite, quatre listes et un P.s. regonflé à bloc, par Martine Ducousset.
Fronde à la C.f.d.t., par Claude Jadoul.
Le Creusot : quand le « sale boulot » paie, par Marc Perry.
Bretagne : de plus en plus rose, par Jean-Pierre Bédeï.
Béarn : un pour tous, tous pour un, par Yves Marrec.

12 BONNES FEUILLES

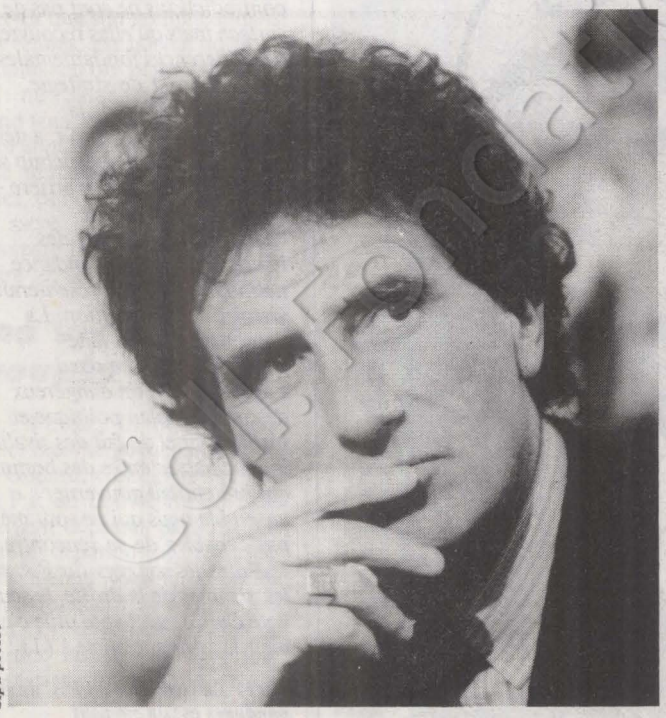
L'histoire de l'I.d.s., par François Mitterrand.

16 MONDE

Haïti : Duvalier se cramponne, par Carlos Ferrari-Lopez.
Grande-Bretagne : la « petite sœur » de Reagan ruine le pays, par Philippe Maquat.

19 ECONOMIE EN BREF

par Stephen Gere.



Sipa-presse

21 MEDIAS

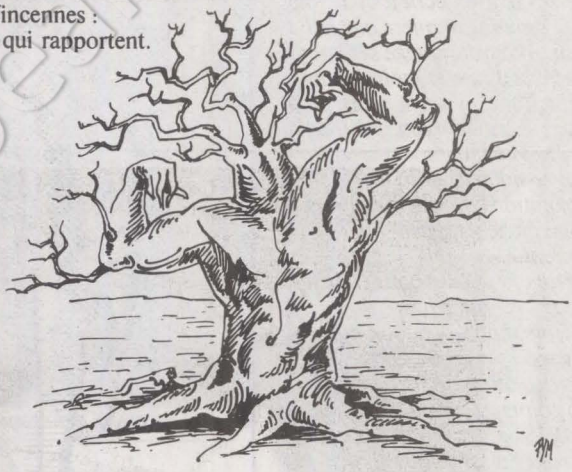
La « 7 » : ce sera la plus belle de toutes les chaînes, par Jean-Paul Liégeois.

22 TELEVISION

par Fabian Gastellier.

24 CIVILISATION

Arbre, mon ami, par Denis Dangaix.
Ame : un nécessaire supplément d'arbre, par Françoise Peuchmaur.
Déforestation : les Attila du monde vivant.
Bois de Vincennes : des trous qui rapportent.



30 MUSEE

Entretien avec Yvonne Deslandres, la « maman » du Musée des Arts de la Mode.
A la gloire du frou-frou, par Fabian Gastellier.

33 DOSSIER

Le socialisme du possible de A à Z.
Culture : l'enfant chérie de la gauche, par Lucien Curzi avec la collaboration de Fabian Gastellier et Frédérique de Gravelaine.

47 JEUX

par Rémy Albert.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

EDITORIAL

Le seul vote utile

PAR CLAUDE ESTIER

QU'ON se le dise : le Parti communiste n'a pas changé de ligne et n'en changera pas. On sait d'ailleurs que ce n'est pas dans ses habitudes ! Tant pis pour la presse qui avait écrit tout au long de la semaine dernière que le P.c. allait porter davantage ses coups contre la droite et moins contre le P.s. Tant pis aussi, hélas, pour Pierre Juquin qui avait annoncé un peu vite qu'une « correction » était en cours et dont les déclarations ont été renvoyées d'une pichenette par Paul Laurent.

Donc, « y'a du tonus chez les cocos » (comme titre « l'Humanité » dans son nouveau langage « branché ») et « l'orientation décidée marque des points » (comme l'affirme Madeleine Vincent qui, elle, en est restée au style d'avant le rapport Khrouchtchev). Aucun sondage, aucun résultat d'élection partielle ne traduit une réelle remontée du P.c. mais, puisqu'on vous le dit, l'orientation est la bonne. Rendez-vous le 16 mars au soir !

Mais, au fait, quelle orientation ? Lors du récent passage de Georges Marchais à « l'Heure de Vérité », on avait cru comprendre que, sans cesser de s'en prendre au gouvernement socialiste, le P.c. voulait rappeler que son premier adversaire c'est la droite. Ce n'est plus tellement sûr à la lecture du rapport de Madeleine Vincent puisqu'elle fait constamment l'amalgame entre la droite et le P.s. accusés ensemble de vouloir « s'installer dans une coopération durable à la direction du pays ». Frappée sans doute d'une étonnante myopie, elle ne voit même dans la plate-forme U.d.f.-R.p.r. « aucune mesure qui entre véritablement en contradiction avec la politique actuelle ». Passons sur cette nouvelle version du « blanc bonnet, bonnet blanc ». Le plus attristant est que ces propos n'aient donné lieu à aucune discussion sérieuse au Comité central dont l'un des membres devait confier à un journaliste qu'il a été « particulièrement consternant ». Ce qui est bien le cas s'il est vrai que la direction se soit opposée à l'introduction dans la résolution finale de l'idée défendue par l'un des participants que le retour de la droite au pouvoir aggraverait la situation.

Ce Comité central n'a donc eu qu'un seul mérite, celui de la clarté. La direction du Parti communiste ne peut supporter l'idée que les socialistes restent au pouvoir. C'est donc bien son comportement qui favorise le retour de la droite et qui autorise à dire et à répéter que le vote pour le P.s. est le seul vote utile et efficace contre celle-ci.



Raymond Barre, vu par Daullé.

CETTE notion de vote utile ne s'adresse pas qu'aux électeurs communistes peu désireux de suivre les contorsions des dirigeants de leur parti. Il devient un sujet de réflexion pour un grand nombre d'autres électeurs flottants, stupéfaits de voir se développer les contradictions au sein de la droite. Le nouveau camouflet que Raymond Barre vient d'infliger à Giscard d'Estaing, lequel, prophète de l'union, n'est même plus en mesure de réunir chez lui ses deux anciens Premiers ministres, souligne, ce que nous n'avons cessé d'écrire ici, que ces contradictions ne sont pas de surface mais qu'elles recouvrent des différences fondamentales de conception et de stratégie.

La publication de la plate-forme U.d.f.-R.p.r. a déjà ouvert les yeux de beaucoup sur l'ampleur du bond en arrière — sur le terrain social et économique, sur ceux des libertés et de l'indépendance nationale — que représenterait la victoire de l'opposition. La démonstration est faite aujourd'hui que ce recul s'aggraverait d'un dangereux désordre au plan politique et institutionnel du fait des rivalités inconciliables entre des hommes qui prétendent gouverner ensemble mais qui ne sont même pas capables de se rencontrer.

Entre les zigzags du P.c. et les zizanies de la droite, le seul vote clair, le seul vote utile c'est bien le vote socialiste ! (1)

(1) La remontée du P.s. dans les sondages est un élément encourageant. Mais les curieuses manipulations auxquelles certains instituts reconnaissent s'être livrés soulignent combien est justifiée la prudence dont nous avons toujours fait preuve ici en cette matière. Pour atteindre les résultats que nous souhaitons il y a encore beaucoup à faire et l'heure n'est pas à relâcher l'effort.

ESSONNE-YVELINES: UNE DROITE, QUATRE LISTES = UN P.S. REGONFLÉ A BLOC

PAR MARTINE DUCOUSSET

LA dame a fait un caprice. Tout bêtement. Comment ? On osait la reléguer en queue de liste, on s'arrangeait pour la priver d'Assemblée nationale, elle si méritante, elle la tombeuse d'un socialiste aux cantonales de 1982 ? Quelle ingratitude ! Puisque personne n'était gentil avec elle, elle ne serait gentille avec personne. Et elle ferait sa propre liste, na ! Rien que pour embêter ceux qui avaient cru bon de la négliger honteusement...

Une banale querelle de chiffonniers ? Pas vraiment. Parce que la dame ne se bat pas toute seule. Et que son complice, dans les Yvelines, est quelqu'un dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne passe pas inaperçu. Quand vous entrez en dissidence avec l'appui de Raymond Barre, ça se remarque. Et ça fait des vagues, ça bouillonne de partout. Un sacré remue-ménage, qui désempare la droite et fait hurler de rire les socialistes du coin.

Une vraie groupie

« A l'U.d.f., ils frisent l'apoplexie, raconte goguenarde Martine Godard, conseillère municipale P.s. de Louveciennes. Déjà largement dépassés par le R.p.r. dans le département, ils espéraient malgré tout faire bonne figure. Conquérir au moins trois sièges. Et voilà que la liste de Christine Boutin est venue tout bouleverser. Ils en sont malades. »

Christine Boutin, celle par qui le scandale arrive. Mariée, trois enfants, journaliste dans un mensuel édité par le Crédit agricole, cette femme de 41 ans a rejoint les rangs du P.r. dès 1981. A cause d'un 10 mai de sinistre mémoire pour elle, un 10 mai qu'elle a vécu comme « la pire des catastrophes ». Longtemps giscardienne, c'est après les municipales de 1983 – où elle se fait devancer, à Rambouillet, par un R.p.r. – qu'elle vire sa cuti. Et devient barriste.

Une vraie groupie. Christine Boutin dénonce avec virulence la « politique politicienne » et reproche à Giscard « une volonté de cohabitation » qui ne « convient pas à son analyse de la Ve République. » Raymond Barre, qui aime qu'on l'aime, et qu'on récite ainsi sans fautes son credo personnel, avait, dès juin dernier, fait savoir aux responsables de l'U.d.f. et du P.r. qu'il faisait du cas de sa fidèle disciple une affaire personnelle.

Patatras ! Les responsables ne l'écoutèrent pas, et offrirent à Christine Boutin une minable 5e place sur la liste conduite par Paul-Louis Tenaillon, président C.d.s. du conseil général des Yvelines. Furieuse d'avoir été scandaleusement mise à l'écart, la groupie du barriste n'eut alors plus qu'une idée en tête : composer sa propre liste. Une liste d'ailleurs bien solide, et qui tient admirablement la route. Avec notamment, aux côtés de Mme Boutin, une personnalité de choix : Robert Delerozoy, maire de Choisel, ancien président de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, actuel président de la chambre régional d'Ile-de-France. Un label de compétence.

Ennuyeuse, cette liste. Mais les pontes de l'U.d.f. eurent beau crier et tempêter, rien n'y fit. Raymond Barre ne céda pas d'un pouce. Et même, il y ajouta la provocation, en venant, le 29 janvier dernier, soutenir sa protégée à Viroflay. Un spectacle qui valait le déplacement : brandissant – sans doute pour la

(suite en page 6)



A.f.p.

Meeting à Viroflay de Raymond Barre venu soutenir Christine Boutin.

Diviseur dans les Yvelines, unitaire dans l'Essonne, Barre joue à « un coup je te vois, un coup je te vois pas ». Ce qui contribue beaucoup à gonfler le moral des candidats socialistes...



A.f.p.

Serge Dassault en campagne.



Pascal Lebrun

Claude Germon.



Gamma

Michel Rocard en campagne à Aurillac avec René Souchon.

(suite de la page 5)

première fois de leur vie – des pancartes hostiles à l'ancien Premier ministre, des manifestants R.p.r. et U.d.f. ont conspué le fauteur de troubles. Accusant le diviseur et réclamant, sur tous les tons, l'union.

Le diviseur buvait du petit-lait. Brocardait ses adversaires : « Il est plus facile de faire des comités d'accueil que des comités de soutien. » Affichait sa condescendance : « Tout cela me laisse dans un état de sérénité totale et de superbe indifférence. » Et se laissait aller à son goût pour les formules choc et toc : « L'union, cette forme particulière de totalitarisme microcosmien. »

Oui, le diviseur était aux anges. Surtout quand Laurent Wetzel, 4e sur la liste U.d.f., est monté à la tribune pour jouer à la victime expiatoire : « Monsieur le Premier ministre, je renonce à ma place de 4e. Je l'offre à Mme Boutin. Je le fais pour vous, Monsieur le Premier ministre, en raison de l'estime que je vous porte. » « Trop tard, a lâché du bout des lèvres un Raymond Barre méprisant. Restez donc à la quatrième place sur la liste à laquelle vous appartenez. Je suis un démocrate et je m'en remets au jugement des Français. » Penaude, l'U.d.f. se tient coite. Mais elle en a gros sur le cœur. D'abord parce qu'elle pensait qu'avec une tête de liste C.d.s. – ce parti ayant toujours été à la pointe du barrisme – elle pouvait prétendre à la bénédiction du député du Rhône. Ensuite parce qu'elle doit compter, dans les Yvelines, avec une autre liste dissidente : celle de Nicolas About, un autre déçu du giscardisme. About qui avait, en 1978, ravi son siège de député à Jacqueline Thome-Patenôtre, et qui, depuis, supporte vraiment très mal de se plier aux ordres des notables versaillais.

Une droite, quatre listes. Le seul à ne pas trop s'en faire, c'est le R.p.r., conduit dans le département par Michel Péricard et Franck Borotra – un jeune loup chiraquien devenu adjoint au maire de Versailles en mars 1983. Le parti gaulliste peut raisonnablement espérer cinq sièges à l'Assemblée nationale, tandis que l'U.d.f., la pauvrette, commence à se faire des cheveux blancs même pour son second de liste, Pierre Lequillet. Les listes About et Boutin vont faire des dégâts, c'est sûr.

A l'extrême droite, le Front national – 14 % aux dernières cantonales – obtiendra vraisemblablement un député. Qui sera Paul Wagner, ami personnel et avocat de Jean-Marie Le Pen. Celui qui permet à l'ancien para – avec la complicité d'une justice parfois curieusement bienveillante – de gagner tous les procès en diffamation qu'il intente. Pour que le F.n. se retrouve Gros-Jean comme devant aux prochaines élections, il faudrait qu'il tombe à moins de 8 %. Ce qui, malheureusement, ne semble pas devoir être le cas.

La gauche ? Un siège sûr pour la communiste Jacky Hoffman. Le P.s., lui, se porte plutôt bien. Un leader incontesté, qui est aussi une « locomotive » Michel Rocard, un gros frémissement dans le département, qui correspond à celui enregistré sur le plan national, et une droite particulièrement divisée. Au départ, les socialistes imaginaient trois sièges. Aujourd'hui, quatre sont tout à fait probables, et cinq, après tout, plausibles. C'est pas dans la poche, mais pour le maire de Conflans-Sainte-Honorine et ceux qui mènent la bataille avec lui, cela n'a rien d'irréaliste.

Tout sauf drôle

Dans les Yvelines, on a le moral. Mais dans l'Essonne aussi. Et on s'y amuse tout autant. L'histoire de l'arroseur arrosé, vous connaissez ? Raymond Barre, dissident fier de l'être à Viroflay, s'est retrouvé le 31 janvier dernier unioniste en diable à Massy. Venu soutenir la liste officielle U.d.f. contre celle présentée par ce trublion de Serge Dassault. Un poème. Ne faites pas dans l'Essonne ce que je m'arroge le droit de faire dans les Yvelines. L'union, c'est notre force, a dit en substance l'ex-ministre de Giscard.

A se rouler par terre. Mais Raymond Barre, soudain si soucieux d'une véritable concorde à droite, avait ses raisons pour dire amen. Le second sur la liste U.d.f. n'est-il pas Pierre-André Wiltzer, son bras droit depuis bien longtemps ? Alors que l'U.d.f. ne peut attendre dans l'Essonne qu'un ou deux sièges, la liste « libérale » de Serge Dassault est un véritable coup de poignard dans le dos. Une liste où figurent en bonne place plusieurs transfuges du C.d.s. terriblement mécontents de n'avoir obtenu que des miettes chez leurs amis officiels.

Une liste, ça va, trois listes, adieu le veau gras. Le R.p.r. – conduit par Jean de Préaumont –, avec environ 26 % des suffrages, devrait obtenir trois sièges. Et donc s'en tirer plutôt bien. Mais pour l'U.d.f., la situation est critique. Deux sièges à tout casser, et peut-être moins. L'angoisse.

« Leur problème, à droite, c'est qu'il ne sont pas mobilisés, observe Jean-Claude Ramos, troisième de la liste P.s. pour les régionales. Leurs candidats sont des parachutés, ils se déchirent tous entre eux, et leurs électeurs ne savent plus à quel saint se vouer. La preuve ? Quand Raymond Barre est venu à Massy l'autre soir, ils avaient prévu 1200 couverts. Ils en ont fait péniblement 300. Nous, on se débrouille quand même nettement mieux. »

Pas de doute. Le banquet organisé samedi 1er février par la fédération de l'Essonne, et au-

quel participait Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, fut une vraie réussite. 1600 convives, une ambiance chaleureuse, et la fanfare des Beaux-Arts pour faire de cette réunion une formidable fête. Comme un écho de ce qui peut se passer le 16 mars prochain. Sans doute quatre sièges pour la liste P.s. conduite par Claude Germont — les quatre députés sortants du département —, et six ou sept élus sur la liste régionale menée par Nicole Morichaud. Pas triomphaliste pour un sou, mais lucide, Jean-Claude Ramos commente : « Le ciment est en train de bien prendre. »

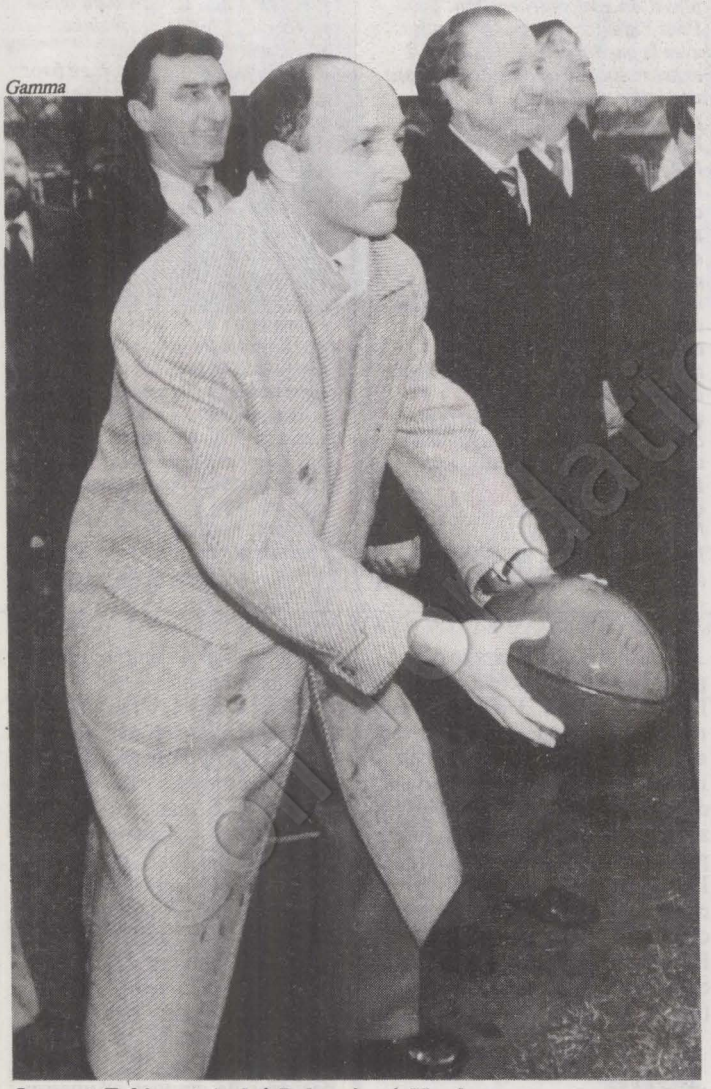
Seul point noir à l'horizon : le probable député F.n. à l'Assemblée nationale. Aux dernières cantonales, le parti de Jean-Marie Le Pen avait obtenu 11 % des suffrages dans l'Essonne. Et 7 % lui suffisent pour avoir un élu. En l'occurrence Michel de Rostolan, ex-militant d'« Occident », actuel dirigeant du C.n.i. Un curieux bonhomme, fils d'officier général, passionné pour la démographie et les questions culturelles. Un admirateur inconditionnel des conservateurs américains : en 1984, il n'avait pas hésité à créer un comité français pour la réélection de Ronald Reagan. Il envisageait de se présenter en Seine-Maritime, Le Pen lui a offert l'Essonne sur un plateau.

Le Front national, c'est tout sauf drôle, mais avec le reste, qu'est-ce qu'on rigole. Barre est passé par ici, il repassera par là. Mais ici il dira blanc, quand là il affirmera noir. L'U.d.f. se sent flouée, le R.p.r. ricane doucement. Le P.c. joue les grands absents, le P.s. se sent regonflé à bloc. Grand-mère, pourquoi riez-vous sous votre moustache ? C'est pour mieux te faire plaisir, mon enfant... ●

BEARN: UN POUR TOUS ET TOUS POUR UN

Constamment sur le terrain, André Labarrère fait passer le message du P.s. au pays des mousquetaires.

Gamma



Laurent Fabius et André Labarrère à Hendaye.

PAR JEAN-YVES MARREC

(de notre envoyé spécial)

ON devrait, à l'attention de la droite, inscrire sur des panneaux d'affichage, à l'entrée de Pau, capitale du Béarn, cité résolument attachée, de par son passé historique, à un sentiment de défense, ces quelques mots : « Au pays des mousquetaires, la gauche ne courbe pas l'échine », qui en disent long sur l'état d'esprit actuel des militants des Pyrénées-Atlantiques, mobilisés pour faire échec, à la coalition R.p.r.-U.d.f. dont l'entente risque de voler en éclats après le 16 mars.

« Le combat sur le terrain est notre meilleur atout, dit Frédéric Houricq, un vieux militant palois de soixante ans du P.s. Nous devons être fiers du bilan législatif du gouvernement de gauche. Durant vingt-trois ans, la droite a montré ses capacités. L'échec a été total. Il a fallu redresser l'économie. Nous nous devons de l'expliquer aux gens. La vie quotidienne n'est pas faite que de promesses. Les réalisations se jugent dans les actes comme la fixation de la retraite à soixante ans. Pourquoi, la droite n'y avait pas pensé plus tôt. C'est une chose concrète ça. Les Béarnais, comme les Français d'ailleurs, en sont de plus en plus conscients, plus l'échéance approche. Nous le constatons chaque jour. Ils sauront réfléchir en mettant leur bulletin dans l'urne. »

Ce travail de fourmi où il faut chaque jour se remettre en question, expliquer à votre auditoire le bien-fondé de la démarche socialiste, commence à porter ses fruits parmi les habitants de Pau dont le maire, André Labarrère, secrétaire d'Etat, chargé des relations avec le Parlement, tête de liste de l'union P.s.-M.r.g. aux législatives et aux régionales, est très apprécié par ses compatriotes.

Labarrère, accompagné de son second J.-P. Destrade également député sortant, ratisse large dans un électorat assez déboussolé par les tergiversations de la droite pour composer

(suite en page 8)

(suite de la page 7)

leurs deux listes, rendues publiques seulement le 27 janvier, et immédiatement remises en cause par l'ami privilégié de Jacques Chirac, l'ex-roi du sifflet au pays du ballon oval : Bernard Marie. Oublié du « festin régional », l'ex-parlementaire R.p.r. réussit un véritable tour de force, avec l'aide de l'état-major parisien du Parti, en se retrouvant en position d'éligible tout comme sa fille Michèle Alliot, secrétaire nationale du mouvement gaulliste, qui brigue l'entrée à l'Assemblée nationale. La famille ! L'ami « Babar », celui qui vous veut du bien, apprécierait ce sacrifice à la cause du « bon peuple » des Pyrénées-Atlantiques.

Le Porthos du coin

Si la population béarnaise, vieillissante, hésite encore à se prononcer sur son vote — elle n'a pas assimilé le nouveau mode de scrutin par rapport à l'ancien —, on trouve dans l'arrière-pays, dans un secteur comme la vallée de Barétous où la petite agriculture est reine, des fiefs où les idées de la gauche du programme commun, sont bien ancrées.

C'est le cas à Arette, petite cité de 1 300 habitants, tristement célèbre par le séisme du 13 août 1967, dont le maire socialiste, l'ex-professeur de mathématiques aujourd'hui à la retraite, Jean-Marie Lonne-Peyret, âgé de 70 ans, gère depuis 1953 avec beaucoup de dynamisme son patrimoine local en faisant face à l'ambition débordante de son voisin du R.p.r., le maire-conseiller général d'Aramits, Louis Althapé, 38 ans, en cinquième position sur la liste de l'opposition aux élections législatives de mars.

« C'est le Porthos du coin, dit le maire d'Arette. Responsable du tourisme départemental au conseil général, il fait preuve d'une grande largesse pour les secteurs politiquement amis. Ici, le travail de la gauche au pouvoir a été bien perçu par les petits agriculteurs. En retour, je pense qu'ils ne seront pas ingrats. Il faut que la majorité actuelle poursuive la gestion du pays. La droite n'a plus rien à prouver. Ses expériences passées ont convaincu les Français de son incapacité à gouverner. Les Béarnais sont, j'ose l'espérer, conscients de cet état de fait. »

La jeunesse, en particulier, abonde dans le sens de l'exposé du premier magistrat d'Arette. Les mesures prises par le gouvernement de gauche en faveur de cette catégorie, la création des T.u.c. par exemple, sont appréciées des jeunes Béarnais rencontrés au cours de notre périple au pays des mousquetaires.

« La droite a critiqué la mesure, dit Michel, 18 ans, qui prépare un concours d'entrée dans l'administration des P.t.t., attablé, devant un verre de bière, en compagnie de Pierrette, 19 ans, et de Thierry, 20 ans, dans la salle du Café des Sports dont le décor évoque la gloire du ballon ovale local, place de la mairie, à Oloron-Sainte-Marie. Aujourd'hui, elle envisage d'élargir la mesure au secteur privé. Il faut être sérieux. Un jour, c'est mauvais parce que le pouvoir est aux mains de la gauche. Demain, l'initiative est bonne parce que la droite envisage de reprendre les affaires du pays. Allez-donc voter pour des gens aussi instables ! En ce qui nous concerne, notre choix est fait. Nous ferons confiance à la majorité actuelle. Elle a marqué par des choses concrètes son passage à la direction de la France. »

Belle carte à jouer

Cet avis est partagé par ses deux camarades, qui soulignent que le système des T.u.c. a permis à des jeunes comme eux sans emploi, à la sortie des études, de faire l'expérience du monde du travail, même si l'emploi proposé n'est pas durable.

L'état d'esprit, on le voit, n'est pas à la résignation dans le Béarn et dans toute la région des Pyrénées-Atlantiques. La gauche, face à une opposition R.p.r.-U.d.f. où l'entente fut longue à se dessiner, a une belle carte à jouer : celle du bilan du gouvernement, un bilan économique très positif. La droite béarnaise le sait et à l'image de Jacques Chirac, venu à Bayonne apporter la bonne parole d'une union de la droite, lézardée par Raymond Barre, ne s'aventure pas dans de grandes promesses.

« Faites-nous confiance, dit-elle, explique avec humour un électeur d'Arudy, Marc Echaniz, employé dans l'agro-alimentaire, la suite sera heureuse. Pour moi, c'est tout vu. Il n'est pas question de se laisser berner de nouveau. J'engage le monde ouvrier à faire comme moi. » ●

FRONDE A LA C.F.D.T

LA C.f.d.t., on le sait, avait décidé de ne pas donner de consigne de vote à l'occasion de l'échéance de mars. Cette décision du Bureau national du 5 décembre 1985 crée manifestement problème au sein de la centrale. Il y a à cela une bonne raison : depuis 1970 et jusqu'aux cantonales de 1982 la C.f.d.t. a invité explicitement ses adhérents à voter à gauche avec, il est vrai, des variantes. Ainsi ce n'est un secret pour personne qu'Edmond Maire ne croyait guère aux chances du candidat Mitterrand à la veille du 10 mai 1981. Mais la C.f.d.t. avait pourtant appelé à voter à gauche.

On conçoit donc fort bien le désarroi des adhérents de la C.f.d.t. à l'approche des législatives. La droite et la gauche seraient-elles à mettre dans le même sac ? Dur, pour une organisation déboussolée au gré des « recentrages » successifs. La décision du Burau national partait d'un point de vue simple. A en croire cette instance, il y aurait de « bonnes choses » dans les programmes respectifs de la droite et de la gauche. Bref la C.f.d.t. pourrait se retrouver partout... Edmond Maire n'affirmait-il pas, au mois de septembre, en petit comité, que « le seul mendésiste aujourd'hui était Raymond Barre » ?

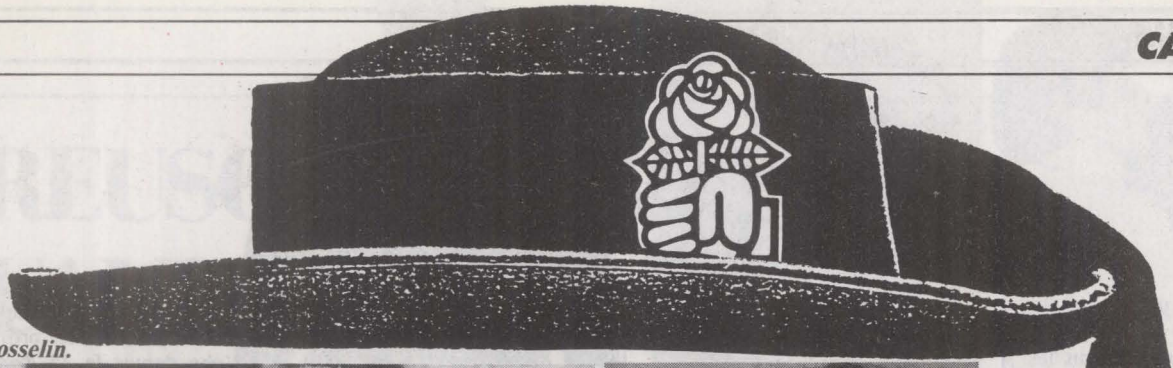
Patatras, la publication de la plate-forme R.p.r.-U.d.f. ouvre les yeux à plus d'un. Et les réactions ne se font pas attendre au sein de la confédération. C'est ainsi que le Sgen/C.f.d.t. appelle à ne pas voter pour les partis de droite. Et le Sgen c'est un peu l'épine dorsale théorique de la centrale. Des gens comme Notat et Troglic, tous deux secrétaires nationaux de la C.f.d.t. sont issus de l'organisation enseignante. C'est pourtant Jean-François Troglic qui s'est fait le plus chaud partisan de la consigne d'abstention devant la presse. Il y a donc bien un hiatus entre la position officielle de la confédération et celle du Sgen.

Cette organisation syndicale n'a-t-elle pas été à la pointe de la mutation de la C.f.t.c. en C.f.d.t. au travers de « Reconstruction » et de son principal inspirateur, Paul Vignaux ? Ce dernier reste, à bien des égards, le maître à penser de plus d'un à la confédération. Or, Paul Vignaux n'est pas d'accord avec la position confédérale. Et il exprime fort bien ce désaccord dans une lettre qu'il a adressée justement à Jean-François Troglic le 18 janvier 1986. Une lettre claire. « Rien, peut-on y lire, dans les considérants de la déclaration du 5 décembre, ni dans les récentes analyses du secteur économique confédéral n'obligeait à taire une préférence syndicale pour la majorité socialiste de l'Assemblée sortante ». Et de souligner en conséquence « un changement d'attitude de la C.f.d.t. ». L'ancien dirigeant du Sgen n'est apparemment pas seul à partager cet avis puisque l'Union régionale des pays de Loire, Hacuitex, la Basse-Normandie, Champagne-Ardennes, Nord-Pas-de-Calais, la Haute-Normandie, les fédérations des transports et de l'équipement, les finances, les banques et les P.t.t. sont hostiles, même avec des nuances entre elles, à la consigne confédérale. Et, pour leur part, les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Bourgogne, Rhône-Alpes et Auvergne, ainsi que la fédération de l'énergie n'ont-elle pas demandé à la confédération de dénoncer la plate-forme R.p.r./U.d.f. ?

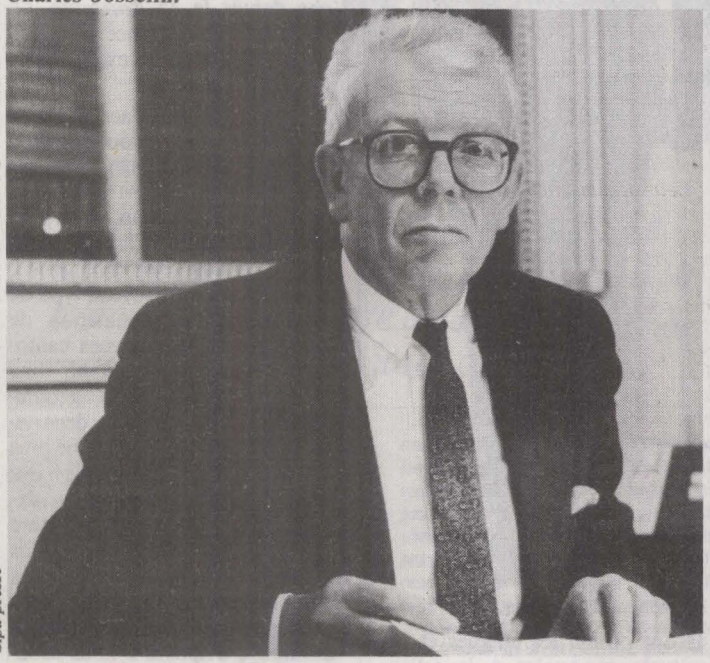
Or cette fronde intervient à un moment délicat. Ainsi, on se souviendra de l'entretien Poher-Maire « couvert » à grand fracas par les médias. Le secrétaire général de la C.f.d.t. espérait obtenir un compromis de la part de la majorité sénatoriale de droite sur le projet d'aménagement du temps de travail. C'était, en quelque sorte, mettre la politique d'abstention de la C.f.d.t. au banc d'essai, via Michel Durafour chargé de cette délicate négociation. Las, les amendements de Jean-Pierre Fourcade ont ruiné l'espoir du dirigeant de la C.f.d.t... N'ont-ils pas totalement dénaturé le projet de Michel Delebarre ?

Ces deux événements — le contenu radical de la plate-forme R.p.r.-U.d.f. et l'attitude de l'opposition au Sénat — augurent mal des espoirs que l'équipe dirigeante de la C.f.d.t. caresse secrètement à l'égard d'une droite « responsable ». La base de la C.f.d.t. l'a bien compris. Il n'y a pas d'autres raisons à sa circonspection, pour ne pas dire plus, vis-à-vis du « motus électoral » officiel de la confédération...

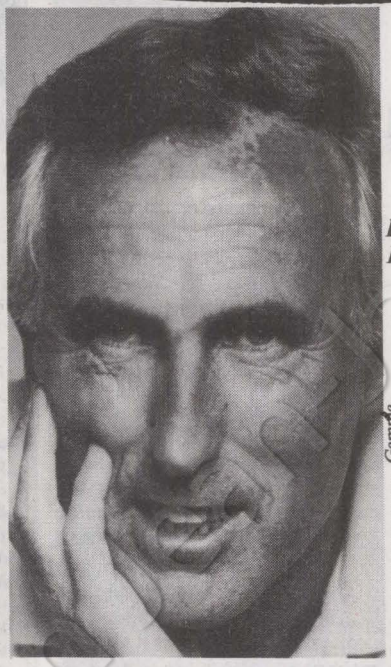
CLAUDE JADOUL



Charles Josselin.



Sipa-presse

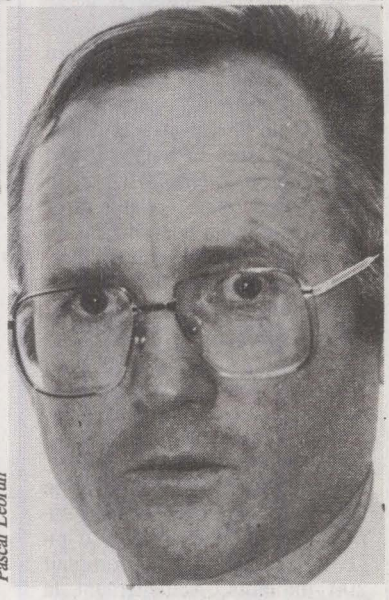


Louis Le Pensec.

PYM

Gamma

Edmond Hervé.



Pascal Lebrun

BRETAGNE : DE PLUS EN PLUS ROSE

Les divisions de la droite, le dépérissement du P.c. et le travail des socialistes locaux pourraient faire surgir le 16 mars une Bretagne un peu plus rose.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

MERCREDI soir, la Bretagne a vécu un des temps forts de la campagne électorale. Lionel Jospin et Michel Rocard étaient réunis pour un meeting commun, sous chapiteau, à Saint-Brieuc. Dans les Côtes-du-Nord, le seul département socialiste d'une région profondément enracinée à droite, le P.s. a fait la démonstration de son unité. Avec force et enthousiasme. Des quatre coins de la Bretagne, militants et sympathisants s'étaient déplacés en masse. L'affiche était alléchante. Jospin, Rocard : deux styles, deux cultures, deux symboles de la diversité du P.s., se retrouvaient au coude à coude, engagés dans une bataille décisive, dans le droit fil de la synthèse de Toulouse. Une unité d'autant plus impressionnante qu'elle contraste avec les profondes divisions de la droite bretonne.

Dans les Côtes-du-Nord, celle-ci présente deux listes. Bertrand Cousin, un fantassin d'Hersant, a complètement manqué son parachutage. Il a pris la tête de la liste officielle R.p.r. mais n'a pu entraîner dans son sillage que des socio-professionnels. Les notables locaux chiraquiens ont refusé de jouer la carte Cousin. Ils ont préféré émigrer sur la liste U.d.f. « Au spectacle de ces divisions, l'électorat des Côtes-du-Nord devrait comprendre que la plate-forme commune R.p.r.-U.d.f. n'est guère crédible », fait remarquer avec sérénité Charles Josselin, secrétaire d'Etat aux Transports et tête de liste des socialistes. « Il n'y a donc pas de majorité de rechange à droite. L'efficacité est bien de notre côté. »

En Ille-et-Vilaine également on ne se fait pas de cadeaux au sein de l'opposition. La droite présente deux listes. Elles sont conduites respectivement par deux anciens ministres de l'Agriculture : Méhaignerie (C.d.s.) et Cointat (R.p.r.). Dans cette région encore imprégnée d'une tradition démocrate-chrétienne, le C.d.s. a pris le dessus sur le R.p.r.

Enfin, dans le Finistère, les dissensions qui ont agité la municipalité de Brest et qui ont abouti au renversement du maire, Berthelot, l'an dernier, ont laissé des traces. Les différentes tendances de la droite continuent à se tirer allègrement dans les pattes. Pour les régionales, Marc Becam (R.p.r.) a monté une liste dissidente qui concurrence directement celle officiellement investie par le R.p.r. et l'U.d.f. et sur laquelle figurent deux de ses adjoints à la mairie de Quimper ! Et dans la foulée, il n'est pas impossible qu'il lance aussi une liste dissidente pour les législatives. Saine ambiance à droite dans le département ! « En fait, ces divisions sont porteuses d'orages au conseil général où se profile la succession du centriste Orvoen », explique Louis Le Pensec, chef de file des socialistes. Le syndrome brestois a contaminé l'ensemble de la droite finistérienne. » A Brest, le remplacement de Berthelot par

(suite en page 10)


Sygma

Pierre Méhaignerie.


Gamma

Raymond Marcellin.

(suite de la page 9)

Kaerbrat n'a pas résolu tous les problèmes. « On assiste à un véritable jeu de massacre entre les différentes tendances de la droite », explique le socialiste Pierre Maille. A tel point qu'à la mairie de Brest, on ne prend plus de décision importante. On expédie les affaires courantes. Je ne sais pas jusqu'à quand on peut continuer comme ça ! »

Dans cette droite bretonne déchirée, seul le Morbihan échappe à ces luttes intestines. Raymond Marcellin, l'homme fort du département et président du conseil régional, réussit à tenir ses troupes.

A gauche, en Bretagne, le salut ne peut venir que du P.s. Le Parti communiste n'obtiendra probablement d'élu aux législatives dans aucun des quatre départements de la région. Pas même dans les Côtes-du-Nord où son implantation, remontant à la Résistance, était relativement importante il y a encore cinq ou six ans. Autant dire que si l'électorat communiste a intérêt à « voter utile » en faveur des socialistes, c'est bien en Bretagne.

Le verrou a sauté

Dans les Côtes-du-Nord, le P.s. s'est progressivement imposé depuis une dizaine d'années. En 1973, il comptait 200 militants. Actuellement la fédération regroupe 1 100 adhérents. En 1981, les socialistes ont raflé les cinq sièges de députés, et Charles Josselin préside le Conseil général depuis 1976. En réalité c'est un peu grâce à lui si les Côtes-du-Nord sont devenues l'« ilot rose » de la région. Débarquant à Dinan en 1973, il a battu, à la surprise générale, René Pleven, figure emblématique du département, tout auréolé de sa fonction de garde des Sceaux. « Ma Victoire a eu un très gros retentissement et a fait sauter le verrou, explique Josselin. A partir du moment où cette partie du département, la plus centriste, basculait, le reste a suivi. » Depuis, cet ancien conventionnel, engagé aux côtés de François Mitterrand dès 1965, et qui a rejoint Michel Rocard en 1979, est devenu le leader incontesté des Côtes-du-Nord.

Aux législatives le P.s. devrait obtenir, à coup sûr, deux sièges sur cinq, voire trois. « Je veux faire de cette campagne une occasion de témoigner de nos possibilités. Avec la décentralisation qui nous responsabilise davantage, l'heure n'est plus à pleurer sans cesse pour recevoir l'argent et nourrir nos enfants. Je voudrais que les gens soient fiers de cette région-là. Et puis, depuis dix ans que nous administrons le conseil régional nous avons fait la preuve de notre compétence », explique Josselin. Mais il compte également s'appuyer sur des considérations d'ordre national, c'est-à-dire sur « les résultats sur lesquels on n'aurait pas parié encore au début de 1985 ».

Insérer le travail local dans le cadre de la politique nationale, c'est également la démarche suivie en Ille-et-Vilaine par Edmond Hervé, ministre de la Santé, et tête de liste des socialistes pour les législatives et les régionales. « Ma campagne est placée sous le signe du dialogue et de la conviction. Je présente le bilan et les projets et je décris les propositions exactes de l'opposition. Dans cette campagne les thèmes locaux ne sont pas séparables des thèmes nationaux. » Un exemple ? L'emploi en Bretagne a bénéficié de la politique menée dans ce domaine par le gouvernement. « Le chômage a baissé dans notre région plus rapidement que dans le reste de la France. Entre octobre 1984 et décembre 1985, il a diminué ici de 7,2 % et en France de 3,5 % », explique Edmond Hervé.

Mais l'influence des orientations gouvernementales s'est fait également sentir en Bretagne dans les secteurs de l'enseignement, de la recherche pour l'agro-alimentaire. Sans oublier des mesures aptes à répondre aux revendications des mouvements régionalistes : « Les socialistes ont fait la décentralisation, ils ont promu les langues et les cultures régionales à la télévision, dans l'enseignement. Les régionalistes doivent se reconnaître dans notre démarche et nos décisions » constate le ministre de la Santé.

Dans cette campagne, Edmond Hervé ne ménage pas ses efforts : « Je suis un militant. » Et le mouvement qui se dessine actuellement au plan national en faveur des socialistes, il le décèle également en Ille-et-Vilaine : « La mobilisation est excellente. La campagne a commencé plus tôt que d'habitude et l'assistance à nos réunions est très importante. Nous nous livrons à un travail d'explication de notre politique et de nos objectifs. » Apparemment ce langage est bien compris : « Dans les visites d'entreprises que nous faisons, l'accueil est excellent, c'est le signe de la reconnaissance de notre compétence et de notre efficacité. » Seule petite ombre au tableau : le conflit au niveau fédéral avec Michel Philipponneau, adjoint au maire de Rennes et Louis Chopier, mécontents de la constitution des listes. Mais l'incident n'a pas entamé la détermination des socialistes locaux qui mènent la campagne en fanfare, au rythme d'une réunion par soir.

Dans le Finistère, les problèmes qui ont surgi entre Louis Le Pensec et Bernard Poignant semblent désormais apaisés. « La fédération est en ordre de marche depuis le 18 décembre, où nous avons commencé une campagne d'affichage » explique Le Pensec.

« Nous mettons l'accent sur le bilan et sur nos propositions à l'échelon national, mais aussi sur les réalités locales, l'agriculture et la pêche, les deux piliers de notre économie. » Dans le Finistère, on a adapté la campagne à la spécificité du nouveau type de scrutin avec la nomination de cinquante et un délégués cantonaux. L'objectif ? Obtenir une meilleure implantation géographique du P.s. dans le département. Et puis une campagne plus ciblée est menée en direction des 8 000 leaders d'opinion du département. Dans le Finistère l'atmosphère semble aussi plus favorable aux socialistes : « Les comportements de gens sont différents à notre égard. Ils sont davantage disposés à nous écouter », constate Le Pensec.

Enfin, dans le Morbihan, le P.s. qui dispose de deux élus : Jean-Yves Le Drion et Jean Giovannelli, s'est fixé comme objectif de les faire réélire. « Même s'il y a une liste régionaliste U.d.b., le gros combat se déroulera entre la droite unie derrière Marcellin et le P.s., constate Norbert Metairie, premier secrétaire fédéral. Nous faisons campagne sur le thème de la poursuite de l'œuvre commencée et nous nous appuyons sur le travail accompli par nos députés ». Ainsi, Giovannelli est intervenu à l'Assemblée sur la retraite à 60 ans pour les agriculteurs et l'enseignement public agricole.

Dans le Morbihan, le P.s. mène une campagne sereine, même si le P.c fait preuve d'un très fort antisocialisme. « Nous visons les indécis qui sont encore très nombreux. Pour l'instant, cela marche, nous sommes satisfaits des réunions que nous avons organisées. Les gens commencent à prendre conscience d'un certain nombre de réalités. »

Et si le 16 mars faisait émerger une nouvelle réalité : une Bretagne un peu plus rose ? Les divisions de la droite, le dépérissement du P.c., et le travail des socialistes locaux concourent à une telle évolution. ●

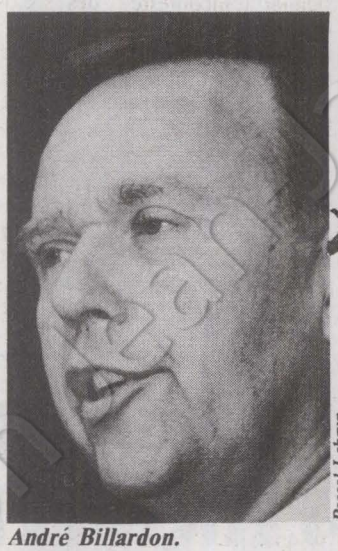
CREUSOT-LOIRE: QUAND LE "SALE BOULOT" PAIE

En Saône-et-Loire où le plan de reconversion du Creusot s'annonce comme un succès, le P.c. continue à se tromper d'adversaire tandis que le P.s. mobilise chaque jour davantage.



Pierre Joxe lors du banquet républicain d'Evry.

Sipa-presse



Pascal Lebrun

André Billardon.

PAR MARC PERRY

(de notre envoyé spécial)

S'IL existe un secteur où la gauche a pris des risques c'est bien dans le secteur industriel. Faire « le sale boulot » n'était pas a priori une image attrayante. Et s'il existe une région où le « sale boulot » signifiait davantage qu'une restructuration financière c'est bien dans le bassin industriel du Creusot où le démantèlement de « Creusot-Loire » aurait pu — tout y concourait — être une catastrophe aussi bien sociale et industrielle que psychologique.

Là, la gauche a fait « le sale boulot » et il est intéressant d'analyser deux ans après la situation de ce complexe industriel où la gauche majoritaire depuis des lustres, s'est engagée et a tenté de résoudre un problème apparemment insoluble : comment reconvertir Creusot-Loire.

Creusot-Loire. Deux mots synonymes d'aristocratie industrielle. C'est au Creusot que la première locomotive française a vu le jour. C'est en 1786 que le site industriel est créé, mais le véritable décollage ne se produit qu'en 1836, lorsque les frères Schneider, Adolphe et Eugène, reprennent l'affaire en main. C'est le début d'une grande saga industrielle, économique et sociale qui rimera avec tout les soubresauts de la croissance française. Creusot-Loire, reine de la sidérurgie (fonte et acier), impératrice de la mécanique lourde, princesse de l'équipement stratégique. Creusot-Loire, plus de 40 000 salariés et bien plus de familles, vivant dans la galaxie Schneider, véritable phalanstère où l'ouvrier s'habillait Schneider, travaillait Schneider, se soignait Schneider, votait Schneider, étudiait Schneider. Une belle mega-industrie que même les Anglais enviaient. Et puis... Tout a une fin. Le colosse a vacillé, querelles d'hommes, de financiers plutôt, virages technologiques très mal, ou pas du tout, négociés, mauvais choix industriels, mauvais investissements, et surtout inconscience de ceux qui croient qu'en économie tout est acquis pour toujours.

L'heure n'était plus à la mécanique lourde ni à la gestion paternaliste. Le glas était sonné du temps de la mono-industrie où tout apport extérieur était méprisé. Et depuis longtemps déjà. Mais personne n'y croyait. Alors la situation a perduré bien au-delà de la dose léthale.

Et comme cela, on arrive en 1984. L'état des lieux est cauchemardesque. Il faut démanteler. Licencier. Restructurer. Dégraisser. Voir plus loin, enfin, tenter quelques chose. Mais Creusot-Loire faisait vivre toute une région. Il revient aux socialistes de faire le boulot qui est encore plus « sale » là qu'ailleurs.

Tout le monde s'y met. Et le 18 octobre 1984, les élus, les syndicats (sauf la C.g.t.) les ministères intéressés, les A.n.p.e. la finance concluent un accord social. 1 300 salariés seront licenciés. C'est dur, mais ça aurait pu être pire. Des solutions sont envisagées. Mieux ! Elles sont étudiées puis mises en pratique, avec l'accord de tous. Un effort de formation sans précédent d'abord. Puis le relais industriel du secteur nationalisé. Framatome, Usinor, et Schneider-Jeumont-Rail s'implantent sur le site de Creusot-Loire. Deux ans après, il ne reste plus « que » 130 salariés au chômage.

Mais au Creusot, on a appris le sens de l'à-propos industriel. La Snecma et sa technologie spatiale va s'installer. Déjà quatre entreprises de micro-informatique ont vu le jour, plus quelques P.m.i. toutes spécialisées dans les créneaux de pointe. Le Creusot renaît de ses cendres. Les Creusotins, et la région tout entière ont eu chaud. Et les élections qui arrivent. Sur le terrain, on s'aperçoit que les Creusotins ont le vague sentiment d'avoir échappé à l'apocalypse. « Depuis septembre les affaires semblent reprendre dans le coin, dit un taxi, je véhicule de plus en plus d'hommes d'affaires. On s'attend a une reprise. Les gens se rendent compte que les socialistes ont fait ce que les autres n'ont pas osé faire. »

L'opposition semble circonspecte. Le démantèlement de Creusot-Loire n'a pas été aussi catastrophique que prévu. Bénéfique plutôt, puisque les mentalités ont changé. Difficile d'exploiter ça...

Les thèmes revanchards sont plutôt inefficaces, manqueraient de panache et seraient plutôt mal vus par une population qui sort à petit pas de l'ornière. Et, faut-il le préciser, ni le R.p.r. ni l'U.d.f. n'ont d'autres solutions. L'opposition, il est vrai, a d'autres chats à fouetter dans ce département. Leurs listes électorales ne sont pas encore établies, ce qui entraîne un retard de campagne difficile désormais à combler. Fin janvier, l'U.d.f. a tout de même réuni 35 personnes à son meeting de lancement de campagne. La veille le P.s. mobilisait 900 militants et sympathisants Un bon départ avant la prochaine venue de Lionel Jospin.

Reste le P.c. Il bénéficie d'un espace de manœuvre réduit. D'un côté, il n'a pas cru au plan de reconversion qui s'annonce comme un succès, la C.g.t. n'ayant pas signé l'accord d'octobre 1984 et, de l'autre, il siège au conseil municipal et prend part aux décisions. Et Dieu sait combien le rôle des élus locaux a été décisif pour le règlement du dossier. Alors, ce n'est pas tant au niveau des élus communistes que le bât blesse mais davantage à celui des cellules qui se montrent pour le moins virulentes. Le Parti socialiste a depuis longtemps formé ses listes, Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur est tête de liste avec, en deuxième position, André Billardon, président du groupe socialiste à l'Assemblée. Reste Jean-Pierre Worms à qui pourrait revenir le troisième siège. Auquel cas, le P.c. pourrait bien ne pas être représenté à l'Assemblée pour la prochaine législature malgré une stratégie qui se veut pugnace mais n'a pas les moyens de ses ambitions. Le P.c. pourrait profiter de la faiblesse locale de l'opposition pour grignoter du terrain sur la portion d'indécis. Mais, pour lors, il semble que seules les voix du P.s. intéressent les communistes. Et comme le dit André Billardon : « Les communistes se contentent d'arroser autour d'eux et se trompent encore d'adversaires. » ●

L'HISTOIRE DE L'I.D.S.

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

L'« INITIATIVE de Défense Stratégique » (I.d.s.) ne date pas d'hier. Ni le débat public à son sujet. C'est le 23 mars 1983, par une déclaration télévisée, que M. Reagan en a lancé l'idée. Dans une lettre qu'il m'avait adressée ce même jour, le président américain m'avait informé de ses intentions : « Nous devons nous efforcer, par tous les moyens possibles, de réduire le niveau des systèmes offensifs... Mes conseillers, notamment le Comité inter-armes des chefs d'état-major, ont recommandé un examen plus approfondi des possibilités inhérentes aux technologies de défense, donnant ainsi à notre peuple, et à tous ceux que protège le parapluie de l'Otan, l'espoir à long terme que nous pourrons un jour assurer notre sécurité sans menacer personne ni aucun territoire », et il avait ajouté : « J'ai, il va sans dire, parfaitement conscience des problèmes que soulève tout effort centré essentiellement sur la défense stratégique. Allons-nous faire de l'Amérique une forteresse ? Avons-nous l'intention de violer d'une manière ou d'une autre le traité A.b.m. ou de ne pas respecter nos engagements envers nos alliés ? Visons-nous une capacité de première frappe ? Toutes ces éventualités n'ont aucun sens. »

Il attendit deux ans avant de donner forme à son projet et de saisir les pays invités à s'y joindre. On en connaît l'économie : un chapelet de satellites tournant autour de la Terre, hors de la couche atmosphérique, surveilleraient notre planète. Munis d'armes adaptées, ils détruiraient en vol les fusées balistiques adverses. Et la philosophie : effacer Hiroshima des consciences, repousser dans la préhistoire le cauchemar de la « destruction mutuelle assurée », soustraire l'espèce humaine aux ravages d'un embrasement sans pareil, tout en assurant la défense du monde libre.

Au début de l'année 1985, M. Reagan me confirma ses

CONTINUITE ET MARQUE PARTICULIERE D'UN REALISTE A PRINCIPES

ON sait qu'en France la politique étrangère n'est jamais l'un des thèmes principaux des campagnes électorales. Il est pourtant fort utile que François Mitterrand ait choisi le moment présent pour publier ses « Réflexions sur la politique extérieure de la France » (1) qui, loin de se limiter à un recueil des vingt-cinq principaux discours qu'il a prononcés dans ce domaine depuis 1981, à Paris ou aux quatre coins du monde, constitue un véritable essai du fait de la longue introduction qu'il a rédigée pour l'occasion « en en arrachant les pages, quart d'heure après quart d'heure à un calendrier serré » et qui nourrit par là-même le débat politique actuel, trop souvent ramené à des « petites phrases », d'un document fondamental.

Interrogé il y a quelques jours sur cet ouvrage par des journalistes diplomatiques, Lionel Jospin soulignait que le président de la République est un « réaliste à principes ». C'est bien ce qui apparaît, en effet, au long de ces pages dont l'un des grands mérites, en dehors de l'exceptionnelle qualité de l'écriture, est de souligner la remarquable cohérence de l'action menée depuis 1981. François Mitterrand ne fait jamais fi des réalités même lorsqu'elles vont à l'encontre de ce qu'il avait souhaité. Comme on dit, il « fait avec » mais sans jamais renoncer aux grands principes qui sous-tendent sa pensée et ses actes. C'est vrai pour les trois grands thèmes qu'il aborde dans cette préface et autour desquels, écrit-il, s'ordonne la politique extérieure de la France : l'indépendance nationale et l'équilibre des blocs militaires dans le monde, la construction de l'Europe, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Exemple le plus frappant, si l'on ose dire : François Mitterrand rappelle qu'il s'est naguère opposé, comme tous les socialistes, à la détention par la France de l'arme atomique. C'était dans les années soixante. Mais quinze ans plus tard, notre système de défense reposant tout entier sur la force de dissuasion, s'en priver revenait à priver le pays des moyens de sa protection et à l'abandonner au bon-vouloir des autres. C'est pourquoi le Parti socialiste a modifié sa position dès 1978 et la force de frappe française est devenue un sujet de consensus. Ce rappel ne suffit pourtant pas à faire des réflexions du président de la République un livre de cohabitation comme certains, qui n'ont que ce mot à la bouche, se sont empressés de l'écrire. Car, s'il montre bien ce qui fait la continuité de la politique étrangère de la France, il met aussi en relief ce qui est dû à la « marque particulière » imprimée depuis 1981, qu'il s'agisse par exemple de la nouvelle approche des relations de la France avec l'Union soviétique (un portrait saisissant de Mikhaïl Gorbatchev est esquissé en quelques lignes), de la construction de l'Europe et de son élargissement, de la capacité nouvelle de la France de parler à tous les pays du Proche-Orient en tenant à tous le même langage ; qu'il s'agisse encore de la volonté de lier le désarmement au développement des pays pauvres et de défendre partout la liberté des peuples contre tous les impérialismes... de l'Afghanistan au Cambodge, du Nicaragua à l'Afrique du Sud.

Cette approche nouvelle se lit aussi dans les rapports entre notre pays et le grand allié américain à propos desquels François Mitterrand s'étonne que certains, à droite, ne les conçoivent que dans une approbation inconditionnelle. Alors qu'il ne voit, lui, pas de contradictions entre le fait qu'il ait plaidé en son temps pour l'installation des fusées Pershing II en Europe et qu'il ait refusé plus tard d'adhérer à l'initiative de défense stratégique du président Reagan. L'indépendance de la France c'est bien la liberté de ses choix.

Sur l'I.d.s. précisément, le président de la République apporte quelques indications inédites qui sont sans doute la meilleure illustration de la façon dont il conçoit ses responsabilités à la tête de l'Etat. Nous en publions ci-contre des extraits qui aident certainement à mieux comprendre un problème dont la complexité permet paradoxalement toutes les simplifications abusives.

CLAUDE ESTIER

(1) Fayard.

intentions. Je reçus, le 27 mars, la visite du secrétaire américain à la Défense, M. Weinberger, chargé de m'apporter les précisions désirables. Mon visiteur insista sur trois points : il s'agissait de recherches, non de fabrication, et encore moins de déploiement ; la nouvelle stratégie serait, par nature et par définition, purement défensive ; l'Europe serait protégée au même titre que les Etats-Unis. Quant à l'invitation, on espérait à Washington une réponse rapide. Dans quel délai ? Le secrétaire à la Défense demeura évasif. Sans doute, devant la réserve irritée des chancelleries européennes, avait-il renoncé aux soixante jours initialement prévus. Une démarche amicale perd ce caractère quand elle cède à l'impatience.

Je donnai ma réponse quelques semaines plus tard. Dans l'après-midi du 2 mai, à l'aéroport de Cologne, un hélicoptère m'embarqua pour me déposer dans le jardin d'un diplomate en poste à Bonn. Ronald Reagan m'y attendait, entouré de ses principaux collaborateurs. Le sommet annuel des sept pays les plus industrialisés s'ouvrait une heure après dans cette ville. Nous n'avions pas de temps à perdre. Politesses faites, mon interlocuteur attaqua d'emblée le sujet difficile : l'Initiative de Défense Stratégique. La question n'était pas inscrite à l'ordre du jour de la Conférence, mais elle occupait toutes les conversations et remplissait les colonnes des journaux. On savait que de président des Etats-unis souhaitait obtenir rapidement l'accord de ses partenaires. On savait aussi que cinq d'entre eux opineraient et que la France se montrerait rétive. Il m'exposa méthodiquement ses arguments et prêta à sa conviction les accents chaleureux et la sincérité qui font le charme de sa personne. Ronald Reagan respecte, dans le dialogue, ceux qu'il entend séduire. On peut ne pas aimer sa politique, on ne peut refuser à l'homme les égards qu'il prodigue. J'ai eu avec lui, et j'en aurai d'autres, de rudes joutes. J'aurais préféré parfois baisser la garde pour lui être agréable. Mais ce n'est pas de cette manière qu'on règle les affaires du monde et qu'on traite avec les empires. Il développa à son tour l'argumentation de Caspar Weinberger et souligna que la France et ses industries tireraient avantage des offres de sous-traitance que les Etats-Unis ne manqueraient pas de leur soumettre. Je tiquai sur l'expression « sous-traitance », qui, il est vrai, n'a pas en langue anglaise une signification aussi désagréable que dans la nôtre. J'observai d'abord que la France ne consentirait pas à souscrire à quelque accord que ce fût, notamment dans l'ordre militaire, sans avoir part à la décision, que le rôle d'exécutant qui nous était dévolu suffisait à justifier mon refus. Puis je sortis de ce discours pour discuter le bien-fondé de la stratégie au terme de laquelle on voyait poindre la « guerre des étoiles ». J'en contestai l'opportunité alors que les négociateurs américains et russes venaient de convenir d'en débattre à Genève ; j'en contestai le fond : la défense spatiale ne pouvant avant un demi-siècle, pour le moins, se substituer au nucléaire, que deviendrait l'Europe entre-temps ? Pourquoi sortir d'un équilibre qui garantit la paix depuis quarante ans ?

Nous étions pressés, je l'ai dit. Ronald Reagan fit encore valoir l'urgence et la nécessité qu'il y avait à accélérer les recherches en raison de l'avance soviétique dans la connaissance des armes balistiques anti-missiles et anti-satellites, connaissance qui, selon lui, plaçait les Russes en situation de frapper les premiers sans craindre de représailles sérieuses. Nous nous séparâmes après avoir parlé, autre affaire délicate, de la convocation éventuelle d'une conférence commerciale (le G.a.t.t.) pour 1986, et nous partîmes pour le palais Schaumburg rejoindre le Chancelier allemand, notre hôte.

Cette conversation convainquit sans doute nos amis américains de la résolution de la France de ne pas s'engager dans l'I.d.s. Il n'en fut plus question entre nous.

Je veux maintenant approfondir pour mes lecteurs les raisons, esquissées lors de

(suite en page 14)



(suite de la page 13)

mon entretien avec Ronald Reagan, qui m'ont conduit à éluder sa proposition et à prendre pour la France le risque d'un isolement qui impressionnera l'opinion française chaque fois qu'elle apprendra l'adhésion de tel ou tel de nos alliés, y compris les plus proches, et qui obligera, dans un premier temps, notre pays à tenir la route par les moyens du bord. Viendra ensuite le moment où, l'un après l'autre, les disciples de la doctrine américaine, les enthousiastes et les tièdes, apercevront qu'au prix de quelques bonnes affaires, ils n'auront accès ni à la stratégie militaire, ni à la stratégie industrielle, ni au choix du plus, ni au choix du moins, et qu'ils n'auront aucune marge d'appréciation autonome sur la marche des pièces, grosses ou petites, de l'échiquier « guerre des étoiles ». Certes, je comprends que les puissances qui ne possèdent pas l'arme nucléaire fassent l'impasse et veuillent accéder au plus tôt aux normes nouvelles de la stratégie mondiale. Mais je crains, d'une part, que l'Europe ne pâtisse de l'évasion outre-Atlantique des savants, des techniciens et des crédits qu'il serait préférable de mobiliser pour une autre ambition, ensuite que l'I.d.s. ne réalise ce que ni les campagnes isolationnistes aux Etats-Unis, ni les invites soviétiques n'ont obtenu depuis la guerre mondiale : le découplage ou la séparation en deux systèmes de défense, inégalement protégés, de l'Amérique et de l'Europe.

Je ne critique pas ceux qui voient plus loin que le siècle. Le prochain transformera l'espace en boulevard. De cela, on peut être aussi sûr que le sont les visionnaires assez raisonnables pour commander dès maintenant la maquette de l'île et du vaisseau célestes d'où s'étendra l'empire des hommes. Mais la guerre pouvait attendre qu'on essayât la paix.

Après avoir évoqué les arguments des experts pour et contre l'I.d.s., François Mitterrand livre trois réflexions.

Une première réflexion s'impose : l'Initiative de Défense



François Mitterrand et Ronald Reagan, le 2 mai 1985, à Bonn.

Stratégique, visée lointaine, provoquera, dans l'immédiat, une réaction soviétique contraire au but souhaité. En effet, la seule perspective d'une défense spatiale antibalistique américaine rend plus aléatoire l'éventualité d'une réduction des armements offensifs soviétiques, les Russes sachant qu'ils ne pourront annihiler le « couvercle » placé au-dessus de leurs têtes qu'en le saturant, c'est-à-dire en multipliant missiles stratégiques et armes anti-satellites. La limitation du mirvage à 10 têtes, qui fit l'objet de la négociation Salt 2, est d'ores et déjà condamnée. De même que la première vague des A.b.m., dans les années soixante, a provoqué la multiplication des têtes nucléaires portées par chaque missile, personne n'arrêtera la seconde. L'expérience montre que spéculer sur la résignation soviétique à s'installer dans une situation de faiblesse, n'est pas la meilleure façon de contribuer à la détente.

Deuxième réflexion : apres avoir examiné le dossier de ce que le grand public connaît sous le nom de « guerre des étoiles », consulté les meilleurs experts et garde mes compatriotes contre enregistré les avis les plus contrastés, je dois mettre en les espérances infondées. Nous vivons en Europe. Or, l'Europe est ce qu'il y a dans le monde de plus exposé, de plus vulnérable aux dérapages, aux vertiges de l'irrémédiable. Il y a quelque contradiction, côté américain, à appeler plusieurs pays européens à déployer sur leur sol des missiles nucléaires tout en jetant le doute sur l'utilité, voire sur la moralité de ce type d'armement. Dans l'hypothèse — à imprévisible échéance — d'une défense anti-balistique efficace, et à supposer qu'elle puisse être étendue à l'Europe, comment cette dernière pourra-t-elle neutraliser, sans moyens de représailles nucléaires, la menace aérienne des missiles de croisière et de portée intermédiaire, la menace chimique et, aussi bien, une agression conventionnelle ? Pour échapper à la pression d'une Union soviétique surarmée, l'Europe dépendra plus que jamais d'une Amérique surdéfendue. Ce n'est pas le destin que je souhaite pour elle.

Troisième réflexion : nulle technique ne délivrera l'homme de sa responsabilité en lui offrant la paix en cadeau. A chaque époque, les divers systèmes d'armes se combinent entre eux, sur un point d'équilibre difficile à prévoir. A peine un système nouveau apparaît-il à l'horizon que prophètes et profanes en font une panacée et sonnent le glas des bâtiments de surface pour cause de sous-marins, des chars d'assaut pour cause d'armes anti-chars, des avions pour cause de missiles, et ainsi de suite. Or, l'âge nucléaire fonde la sécurité de tous sur le risque encouru par chacun. Une fausse impression de sécurité donnerait le sentiment que ce risque n'existe plus. Abandonner les principes et les moyens de la dissuasion reviendrait à échanger l'impossibilité de la guerre mondiale, pratiquement démontrée, contre la possibilité théorique de « guerres limitées », comme les appellent ceux qui n'auraient pas à les livrer sur leur propre sol. On ne rendra pas la sécurité à la Terre en étendant le champ de bataille à l'espace, et rien ne nous dispensera de veiller sur nos chemins de ronde. Au demeurant, tout indique que nous allons vers un monde non pas débarrassé de l'arme nucléaire, mais où des armes nouvelles compléteront, en une combinaison originale, les armes actuelles et futures. J'observe à cet égard que les Etats-Unis continuent de donner la priorité, dans leurs programmes militaires comme dans leur budget de recherche, au renforcement de leurs moyens nucléaires offensifs (MX, Trident II, etc.) ; que les sous-marins lanceurs d'engins stratégiques qu'ils mettent en chantier sont destinés à être déployés bien au-delà de l'an 2000. On doit donc s'attendre, en dépit des vœux de Ronald Reagan, certainement sincère dans son désir d'écarter le spectre de l'abomination, mais comme le prévoit déjà la machine militaro-administrative, à ce que l'I.d.s., loin d'éliminer le danger nucléaire, ne serve qu'à le renforcer tout en le déséquilibrant...

Je pourrais me réjouir de voir nos alliés dominer le champ d'une compétition dont l'un des enjeux est notre liberté. Si je m'en inquiète, c'est que je crois, de toute ma conviction, que la paix tient à l'équilibre des forces dans le monde, à l'équilibre des forces en Europe. ●

LE FINANCIER SECRET DE l'unité RÉVÈLE



Apres la grande campagne que nous avons lancée avec le Congrès de Toulouse et qui nous a valu plusieurs milliers d'abonnements nouveaux, l'année 1986 commence sous le signe d'une nouvelle bataille pour « l'Unité », étroitement liée à celle des élections du 16 mars.

Face à la grande presse, dont la plupart des titres — quotidiens et hebdomadaires — mènent un combat permanent contre les idées et l'action du Parti socialiste, « l'Unité » est un instrument indispensable de notre combat. Mais il faut lui donner encore plus de forces, c'est-à-dire plus de moyens. C'est possible si chacun d'entre vous se mobilise en faisant connaître « l'Unité » autour de lui et en recrutant de nouveaux abonnés.

Pour cette bataille, « l'Unité » a besoin de vous comme vous avez besoin de « l'Unité ». Alors dès aujourd'hui, avec nous, mobilisez-vous pour la grande bataille de mars et pour que vive la presse socialiste.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (210 F)***

★ ***abonnement d'un an (310 F)***

★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date

Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

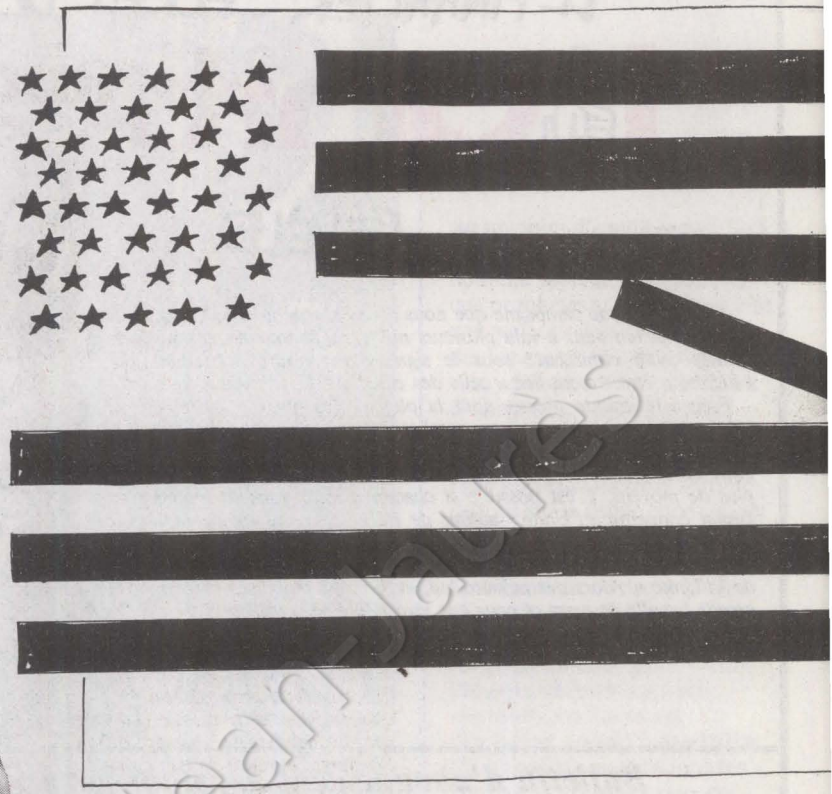
UN certain nombre de journaux dont « Libération » et « le Monde » ont fait état après « le Canard enchaîné » — qui a repris lui-même les éléments d'un article publié il y a plusieurs semaines par « Minute » — des accusations portées par un industriel du Nord contre « l'Unité ». La présentation tendancieuse des faits contenue dans ces articles est évidemment de nature à nuire à notre journal. Mais désireux de n'engager aucune polémique, tout en informant complètement nos lecteurs, je les prie de trouver ci-dessous le texte de la réponse que j'ai adressée d'une part au « Monde », qui l'a publiée sans commentaire, d'autre part, au « Canard enchaîné » qui l'a également publiée mais en croyant devoir l'assortir de nouveaux chiffres totalement erronés quant au montant des contrats de publicité conclus entre l'industriel en question et notre journal.

« LE Canard enchaîné » du 29 janvier 1986 a cru devoir, dans un article non signé, donner un large écho aux accusations portées par un industriel du Nord, M.J.-P. Mailliez, contre le journal « l'Unité » dont je suis depuis quatorze ans le directeur. Je pourrais relever que « le Canard » ne parle jamais de « l'Unité » que pour lui être désagréable mais cette lettre, que je vous demande de publier intégralement en vertu de mon droit de réponse, a surtout pour but de faire savoir à vos lecteurs que votre article, fondé uniquement sur les déclarations que vous a faites M. Mailliez — les mêmes, vous le reconnaissez, que celles publiées il y a plusieurs semaines déjà dans « Minute » —, reproduit des indications totalement fantaisistes à la fois quant aux montants et quant à la nature des versements effectués par celui-ci à « l'Unité ». « Le Canard » oublie, en particulier, de dire que ces versements correspondaient à des contrats de publicité signés en bonne et due forme, pour sa société, par M. Mailliez, de son propre gré et sans qu'il s'agisse d'une quelconque contrepartie pour l'aide qu'il a reçue des pouvoirs publics et dont plus de la moitié — c'est dit dans votre article — remonte à avant 1981 ! Ces contrats, qui étaient étalés sur trois ans, ont été régulièrement exécutés, avec parution aux dates demandées comme le montrent les pièces justificatives dont je dispose. Le premier date de novembre 1983 alors que M. Mailliez souligne lui-même que je ne l'ai rencontré pour la première fois qu'en janvier 1985.

Quant aux « interventions » — vous en rajoutez en utilisant le pluriel — au sujet de l'ordre national du Mérite, la vérité est beaucoup plus simple : l'intéressé avait été proposé, par son comité d'entreprise, je crois, pour cet ordre et la lettre de moi dont il fait état lui indique seulement que je me suis enquis, une fois et une seule, auprès du ministre de savoir quel était l'état d'avancement de son dossier pour cette décoration que je n'avais évidemment aucun pouvoir de lui faire attribuer, et qu'il n'a d'ailleurs pas obtenue pour des raisons qui me sont inconnues.

C.E.

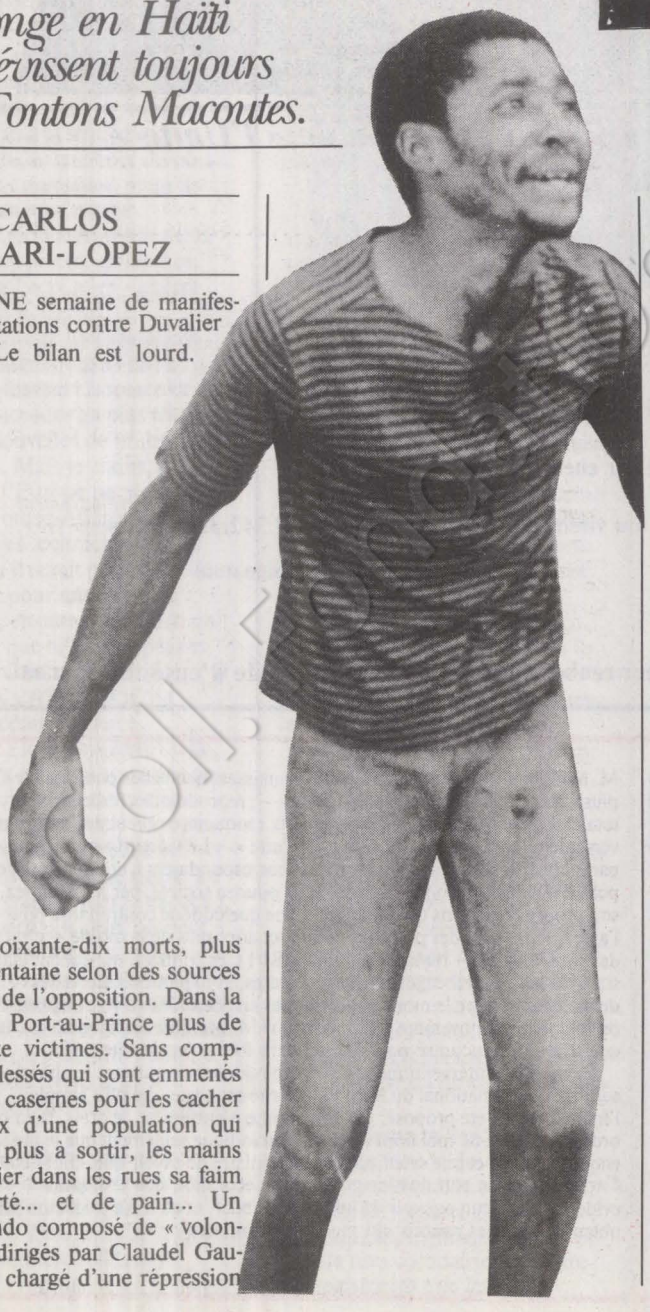
HAÏTI: DUVALIER SE CRAMPONNE



Pendant que les Américains cherchent un successeur à Baby Doc, la liste des morts s'allonge en Haïti où sévissent toujours les Tontons Macoutes.

PAR CARLOS FERRARI-LOPEZ

UNE semaine de manifestations contre Duvalier Le bilan est lourd.



Au moins soixante-dix morts, plus d'une centaine selon des sources proches de l'opposition. Dans la capitale, Port-au-Prince plus de cinquante victimes. Sans compter les blessés qui sont emmenés dans ces casernes pour les cacher aux yeux d'une population qui n'hésite plus à sortir, les mains nues, crier dans les rues sa faim de liberté... et de pain... Un commando composé de « volontaires » dirigés par Claudel Gauthier est chargé d'une répression plus sélective. Ce groupe cherche et fait disparaître les personnes qui dans les différents quartiers de la capitale sont dénoncées par les « tonton-macoutes ».

Après la rocambolesque affaire du faux départ du tyran, le couvre-feu a été décrété à Cap-Haïtien, la deuxième ville d'Haïti, et l'état de siège instauré dans l'ensemble du pays. Jean-Claude Duvalier, poussé par son entourage, semble décidé à tenir encore quelque temps. Combien de jours ? combien de mois ? Personne ne peut aujourd'hui avancer une réponse précise. Mais la question embarrasse fort les autorités américaines, qui savent que, même si le dictateur arrive à calmer les ardeurs de ses compatriotes, il ne peut s'agir que d'un répit. Le régime est pourri et sa chute, demain, dans deux mois, ne fait aucun doute.

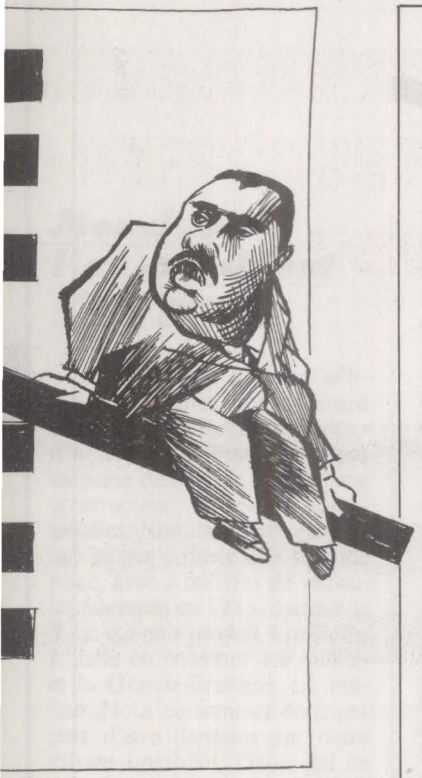
Pris de court par une crise qui a accéléré son évolution depuis trois mois, les Américains n'ont aujourd'hui aucune solution de rechange susceptible de les satisfaire tout en évitant le pire. Et le pire pour la Maison-Blanche serait justement que les Haïtiens arrivent à trouver une issue à une dictature qui ne serait pas chaperonnée par les Etats-Unis.

Sale temps pour les dictateurs. Duvalier à Haïti, Marcos aux Philippines, deux amis de Washington qui posent actuellement de graves problèmes à leur ancien tuteur. A quelques kilomètres de Cuba, au beau milieu de cette mer des Caraïbes qui est la Méditerranée américaine, Haïti ne peut pas être lâchée par Reagan. Duvalier oui. L'allié devenu un fardeau encombrant doit se rendre à l'évidence : Les Etats-Unis lui cherchent un successeur. Il n'y a pas d'amour qui dure cent ans !

Nous l'avions signalé en décembre dernier *(voir « l'Unité » n° 627)*, de nombreux dirigeants haïtiens d'opposition avaient été « sondés » par le Département d'Etat ou par des parlementaires américains. Ces contacts avaient eu lieu avec des hommes politiques exilés en Amérique du Nord ou en Europe. C'est que Duvalier, avec l'appui et les conseils du clan Bennett, avait depuis le début de son règne fait le vide politique autour de son palais. Toute activité politique publique était interdite et le peu de politiciens d'opposition restant au pays devaient soit subir la persécution du régime, soit mener une politique faite d'arrangements, toujours provisoires, avec la dictature. La clandestinité ou l'exil.

Voilà pourquoi l'Eglise catholique est devenue une force d'opposition, composite il est vrai, plusieurs tendances coexistent en son sein. Et voilà pourquoi aussi, Washington éprouve les plus grandes difficultés à trouver des interlocuteurs sur place pouvant diriger « en douceur » la fin de la dictature. Peu de représentativité aussi pour

Coll. Fonds Jean Jaurès



les quelques dirigeants restés au pays, sans la possibilité de faire du prosélytisme. Un véritable cul-de-sac pour l'administration américaine. Il reste que quelques anciens ministres de Duvalier entrés « en opposition » à la faveur de l'une des innombrables luttes de factions qui ont agité périodiquement le pouvoir pourraient aujourd'hui prétendre recueillir les fruits de leur tout récent anti-duvaliérisme. Solution toutefois improbable dans la mesure où ces néo-opposants ont trempé dans les multiples affaires de corruption, malversations des fonds publiques et autres scandales qui ont contribué à ruiner l'économie haïtienne. Certains de ces anciens ministres ne sont pas en odeur de sainteté à Washington, l'argent envolé provenait souvent, trop souvent, du fonds d'aide américain. Mais improbable ne veut pas dire impossible.

Les Duvalier-Bennet préparent leur retrait. A tout hasard. La famille au pouvoir et ses acolytes ont accumulé suffisamment de capitaux à l'étranger, ils n'auraient pas de soucis à se faire pour leur avenir... économique au moins. Dans les villes, Paris, New-York, Montréal, où pourrait atterrir le clan Duvalier, des avocats et des hommes d'affaires essaient de préparer le terrain. A tout hasard. Il n'empêche que des hôtes si encombrants vont avoir du mal à trouver un pays accueillant. ●

Grande-Bretagne : La petite sœur de Ronald Reagan ruine le pays

PAR PHILIPPE MAQUAT

3,4 MILLIONS de chômeurs en janvier, soit 134 600 de plus en un mois ! Décidément rien ne va plus en Grande-Bretagne, patrie, depuis l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979, du libéralisme économique et du monétarisme, cette théorie élaborée par l'économiste de Chicago Milton Friedman, et reprise à leur compte par les conservateurs en Grande-Bretagne. Selon Friedman les interventions de l'Etat dans l'économie et au niveau de la protection sociale doivent être l'exception, le salaire étant par ailleurs un prix comme un autre susceptible de baisser ou d'augmenter selon la loi de l'offre et de la demande. En conséquence, si le chômage s'accroît c'est que les salaires sont trop élevés. Que pensent aujourd'hui les salariés britanniques de ces théories qui inspirent si fortement la droite française dans l'hypothèse d'une victoire aux législatives ? Sans doute pas que du bien, si l'on se réfère à l'effondrement de la cote de popularité de Margaret Thatcher, à ce jour désavouée par l'opinion publique britannique et contestée au sein même de son parti. Stuart Holland, député travailliste de Londres, et ministre de la Coopération dans le cabinet « fantôme » de l'opposition, évoque dans l'entretien qu'il a accordé à « l'Unité » l'échec du libéralisme économique pour la Grande-Bretagne mais aussi les effets désastreux pour les Conservateurs de l'affaire des hélicoptères Westland. « Le masque est tombé », dit-il.

« L'UNITE » : Concrètement qu'est-ce que cela peut changer pour le gouvernement en place ?

– STUART HOLLAND : Il est probable, que Margaret Thatcher se maintiendra, mais désormais elle ne peut plus être garante de la victoire des conservateurs aux prochaines élections. De plus, en dépit du soutien que lui a apporté son parti aux Communes (le 27 janvier dernier), la position du Premier ministre a profondément changé : elle ne pourra plus désormais imposer sa volonté personnelle à ses ministres comme elle le faisait auparavant. Elle ne peut pas, en effet, prendre le risque d'une nouvelle démission dans les dix-huit mois qui nous séparent encore des élections. Cela confortera les plus timorés de ses ministres et ceux aussi qui veulent renouer le dialogue avec les syndicats, et ne sont pas opposés à une participation intelligente de l'Etat dans l'économie.

– La situation économique de la Grande-Bretagne n'est effectivement pas brillante. Et sans vouloir faire preuve de manichéisme, on peut dire, malgré tout, que le libéralisme a échoué sur bien des points...

– Les chiffres et la situation de la Grande-Bretagne le prouvent. Comme vient à nouveau de le prouver son attitude dans l'affaire Westland, Margaret Thatcher s'est toujours considérée comme la petite sœur de Ronald Reagan. Si bien qu'au niveau économique, l'emploi a été sacrifié sur l'autel du monétarisme, une théorie en ruine actuellement dans notre pays.

– Et apparemment ruineuse pour la Grande-Bretagne...

– Effectivement, puisque nous comptons actuellement 3,2 millions de chômeurs (en fait 3,4 millions selon les dernières statistiques) officiellement enregistrés. Mais en réalité il y en a plus de 4 millions. Seul le niveau de vie de quelques privilégiés s'est élevé depuis 1979. L'indice de la production industrielle, malgré une remontée à partir de 1981, est inférieur de 10 % à ce qu'il était en 1979. Quant aux syndicats, Margaret Thatcher refuse de les recevoir au 10, Downing Street *(résidence du Premier ministre britannique)* et, en conséquence, de leur octroyer le rôle légitime qui doit être le leur dans les négociations sur les salaires, sur les prix. Ce qui va donc totalement à l'encontre de la politique que les Travaillistes avaient mise sur pied dès 1974 à partir du National Economic Développment Office (1). Mais c'est aussi l'ordre public qui s'est considérablement détérioré avec une recrudescence de la délinquance dans les grands centres urbains et avec la multiplication des émeutes raciales ces derniers mois. On n'avait jamais vu un tel désordre en Grande-Bretagne. En outre, à partir de mars prochain les autorités métropolitaines disparaîtront.

– Plus précisément de quoi s'agit-il ?

– D'autorités élues, à majorité travailliste qui, pour les régions de Londres, Birmingham, Liverpool, Sheffield, etc. jouaient, depuis cent ans, un rôle important dans des domaines touchant au logement, aux transports, à la santé, à la protection sociale. Leurs pouvoirs vont être dévolus à des autorités mineures ce qui privera 11 millions d'électeurs de leur droit de vote. Margaret Thatcher centralise les pouvoirs à son profit.

– Quel crédit peut-on accorder au succès remporté par les Conservateurs sur l'inflation, qui est tout de même descendue à 5,5 %, alors qu'elle frôlait les 30 % il y a dix ans ?

– Vous ne pouvez pas remercier un médecin d'avoir fait tomber la température en tuant le malade. Or c'est ce qu'ont fait les Conservateurs en asphyxiant complètement l'industrie britannique qui a connu un gigantesque recul. C'est le résultat du « laissez faire ».

– Et l'effondrement du prix du pétrole n'arrange rien...

– Bien sûr, les Conservateurs n'ont pas su profiter de cette chance que représentait pour nous le pétrole de la mer du Nord. Or, aujourd'hui, la chute des prix n'est même pas compensée par une hausse des revenus industriels. Cela remet donc completement en question les promesses de Margaret Thatcher, et notamment celle d'alléger les impôts.

– Des élections auraient lieu aujourd'hui que se passerait-il ?

– Il nous manquerait six sièges pour obtenir la majorité absolue, mais malgré tout, cela ne nous empêcherait pas de former un gouvernement. Neil Kinnock (le chef de file des Travaillistes) est plébiscité par 40 % des Anglais.

(Propos recueillis par Philippe MAQUAT)

(1) S'appuyant sur les travaux de cet organisme d'Etat, les Travaillistes se sont efforcés d'associer patronat, syndicats et pouvoirs publics sur des projets à moyen terme de développement, d'investissement et sur la politique salariale.

sepur

69, RUE DES FRÈRES LUMIÈRE

Z.I. DES CHANOUX

93330 NEUILLY SUR MARNE

☎ 43.00.15.22 & 64.40

SOCIÉTÉ D'ENTRETIEN ET DE PROPRETÉ URBAINE

ENLÈVEMENT D'ORDURES MÉNAGÈRES
DE GRAVOIS ET DE DÉTRITUS
PAR BACS MULTIBENNES

NETTOIEMENT MURS ET ÉDIFICES
PAR PROJECTION (EAU CHAUDE
ET FROIDE, SABLE)

NETTOIEMENT DE VOIES
PUBLIQUES ET PRIVÉES
ASSAINISSEMENT

HYGIÈNE PUBLIQUE
BALAYAGE DE CHAUSSÉES
ET AUTOROUTES PAR ASPIRATION

018756

Coll. Fondation Jean-Jaurès

PAR STEPHEN GERE

Monsieur l'ex-président s'est planté

Contrairement à ce qu'affirmait l'autre soir Valéry Giscard d'Estaing à l'« Heure de Vérité » d'Antenne 2, la France n'est pas en passe de devenir le quatrième constructeur européen d'automobiles. Non, la France est plus que jamais arrimée à la seconde place, avec 3 millions de véhicules fabriqués en 1985, derrière la R.f.a. qui en a produit 4 millions. L'Italie en construit 1,6 million et la Grande-Bretagne 1,1 million. Nous ne sommes donc pas près d'être dépassés par notre suivant immédiat, l'Italie qui ne pèse même pas, avec l'Angleterre, le poids de l'industrie automobile française. Une industrie qui serait d'ailleurs convalescente, selon les deux groupes eux-mêmes, qui, après le lancement de la 309 pour Peugeot et de la R 21 pour Renault, présentent aujourd'hui une gamme complète. Une fois de plus l'ancien président s'est fichu dedans. Il a d'ailleurs fixé le même soir le prix de la demi-baguette parisienne à 3,75 F, ce qui montre que V.G.E. ne fait pas souvent les commissions et qu'il est toujours fâché avec les chiffres.

Le prix de la droite

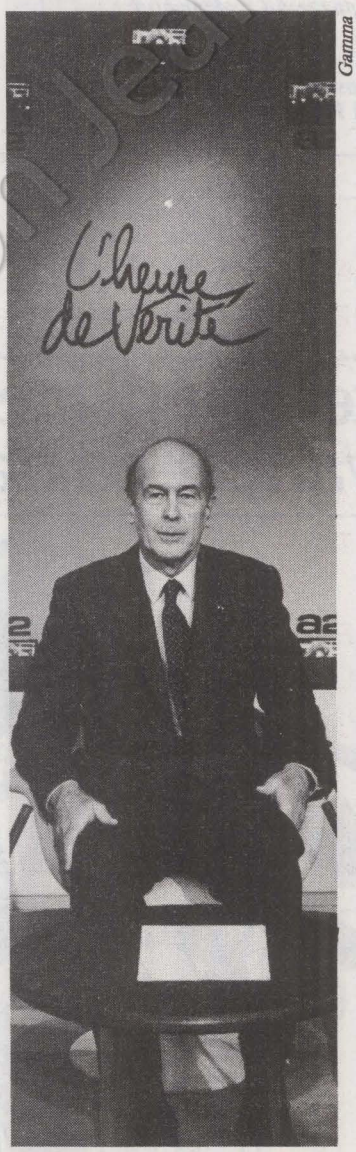
Le programme économique et social de l'opposition, si elle revient au pouvoir, risque de coûter une petite fortune au budget de l'Etat. Selon les experts du gouvernement, la plate-forme pour gouverner coûtera 70 milliards de francs (presque autant que le chômage !) en 1988 (soit 1,7 % du P.i.b. et 7 % du budget). En fin de législature, la facture s'élèvera à 260 milliards de francs. Ainsi, si la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes (pour ne pas désespérer Passy...) ne coûte que 5,6 milliards au budget, le total des exonérations fiscales accordées à des particuliers coûtera, lui, 40 milliards. La diminution de la taxe professionnelle représentera, pour sa part, un manque à gagner de l'ordre de 65 milliards de francs... Dans une première estimation, les services d'Henri Emmanuelli avaient chiffré le coût de cette plaisanterie à 264 milliards de francs. Les autres estimations ne sont pas tombées très loin de ce premier chiffre.

Eurêka continue de faire recette

La prochaine réunion des dix-sept pays (plus la Commission européenne) qui participent, via leurs entreprises, au programme d'Europe technologique, doit en principe se tenir à Londres, en mai ou en juin prochain. C'est l'occasion pour les participants de retenir un certain nombre de projets concrets, soutenus par deux (au moins) ou plusieurs firmes. On sait déjà que quatorze projets seront avalisés à Londres. Onze (ou douze) d'entre eux intéressent des Français. On trouve de tout : un projet pour l'identification automatique de l'origine des bruits dans les automobiles et les camions, un projet pour faire passer la production de logiciels au stade industriel, un autre pour mettre au point les robots de la troisième génération, ou encore la création d'une « entreprise européenne nouvelle de micro-ordinateurs ». Leur coût ? De 10 à 750 millions de francs, pour un total de l'ordre de 4 milliards. L'idée de François Mitterrand poursuit son bonhomme de chemin.

Pour ne pas désespérer Passy

Les grands prêtres du libéralisme ont dû sérieusement être déçus par la publication de la plate-forme électorale du R.P.R. et de l'U.D.F. Pas de révolution libérale (ouf pour la France !) en vue, mais seulement un timide programme de dénationalisation, très en recul, lui aussi, sur ce qui était annoncé. En revanche, on commence à voir quelles « réformes » intéressent le plus la droite en cas de retour du pouvoir. Il y a l'impôt sur le revenu, dont la tranche supérieure sera ramenée de 65 % à 50 %. Il y a surtout la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes — là-dessus, la droite tiendra bon — qui, en satisfaisant les 100 000 contribuables qui disposent d'un patrimoine supérieur à 3,5 millions de francs (ça fait soixante-treize années de Smic !), représentera un manque à gagner de 5,6 milliards de francs pour l'Etat. Mais qu'on se rassure, l'U.D.F. et le R.P.R. ont déjà trouvé des remplaçants aux « grands fortunés » pour boucher le trou laissé par leur exonération dans les caisses de l'Etat. Il s'agit des titulaires de livrets de caisse d'épargne (livret A et livret bleu) dont les intérêts perçus (c'est du 6 %) seront désormais imposés. On imagine que cette « libéralisation » d'une mesure anti-économique va créer beaucoup d'emplois et rendre la confiance. Libérons-nous de nos chaînes, annonce une affiche du C.N.I.P. : avec l'U.D.F. et le R.P.R., la liberté est en marche.



Valéry Giscard d'Estaing à « l'Heure de vérité ».

Elf Aquitaine et Total en grande forme

Les bénéfices d'Elf Aquitaine ont chuté de 20 % en 1985 ! Mais rassurez-vous, ils s'élèvent encore à 5,2 milliards de francs et la compagnie nationale (eh ! oui !) n'aura pas de mal à se situer, cette année encore, en première position des entreprises françaises qui font des bénéfices. Les raisons de cette légère baisse du bénéfice net consolidé du géant du pétrole ? D'abord, le règlement, avec la Générale Occidentale de Jimmy Goldsmith d'un litige au Guatemala qui a coûté 85 millions de dollars plus divers frais (en tout, pas loin du milliard de francs) à Elf. Ensuite, la reconduction du prélèvement exceptionnel de 900 millions de francs par le fisc, qui a été provisionné en 1985 pour être prélevé en 1986. Malgré ses 20 milliards de marge brute d'autofinancement et ses 180 milliards de chiffre d'affaires, Elf redoute 1986, comme l'a laissé entendre son président, Michel Pecqueur : il a d'ailleurs formé des vœux, estimant que « nous en avions tous besoin dans l'année agitée que nous allons vivre ». Une crainte que partage son « collègue » François-Xavier Ortoli, dont la société, Total, « a poursuivi et accentué en 1985 son redressement ». Le bénéfice de la « vieille dame d'Auteuil » a atteint 1,5 milliard de francs, contre 1,3 l'an dernier. Sa M.b.a. s'élève à 9 milliards et son chiffre d'affaires devrait peser une dizaine de milliards de moins que celui d'Elf. Les deux sœurs françaises de l'or noir ne sont pas ennemies, elles viennent de s'associer (avec B.P.) pour chercher du pétrole... à Paris.

GRAND BANQUET DES SOCIALISTES de l'ILE-de-FRANCE POUR LA VICTOIRE EN 1986

Chapiteau : Héliport de Paris
Lundi 24 février 20 h 30

NOM .....

Prénom .....

Adresse .....

Nombre d'invitations .....

Frais de participation 120 F x .....

J'ajoute – éventuellement – une contribution pour les frais d'organisation de cette manifestation. Chèque à l'ordre de J.B. CURIAL.

Adresser ce bon accompagné du règlement à :
J.-B. Curial - P.S. 7 bis, Place du Palais Bourbon 75007 PARIS - Tél. 47.53.07.07
Dès réception, nous vous ferons parvenir votre invitation qui sera obligatoirement exigée à l'entrée.

U.

NOTRE FAMILLE DE FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

UN INVESTISSEMENT SUR MESURE

HERVET OBLIGATIONS FRANÇAISES	placement diversifié en obligations françaises.	HERVET INVESTISSEMENT	diversifié - croissance.
HERVET OBLI-CROISSANCE	id. ci-dessus mais sans revenu.	HERVET PLACEMENT	diversifié - rendement et valorisation.
PLACEMENT ASSOCIATIF	placement en obligations françaises pour les organismes à but non lucratif.	HERVET 5000	spécialisé en actions françaises MONORY / Compte Épargne Actions.
HERVET COURT TERME HERVET COURT TERME N° 2	placement en obligations françaises pour l'épargne à court terme des particuliers et des entreprises.	HERVET TECHNOLOGIES	valeurs technologies tous pays.
		HERVET PACIFIQUE	valeurs des pays de la couronne du Pacifique.
		HERVET OBLIGATIONS INTERNATIONALES	principalement obligations en devises.

VOTRE GESTIONNAIRE VOUS PROPOSERA UN PANACHAGE DE CES DIFFÉRENTS FONDS ADAPTÉ A VOTRE CAS PERSONNEL

GROUPE HERVET

127, avenue Charles-de-Gaulle 92201 Neuilly-sur-Seine Cedex Tél. : 758.94.02

UN DIMANCHE A L'OPERA

JOURNEE DE GALA AU BENEFICE DE LA PREVENTION DU SIDA ET DE L'AIDE AUX MALADES

9 février 1986
de 15 à 24 heures

Réservations Fnac, Opéra et par correspondance au Comité d'Organisation du Gala
1, rue Paul Baudry, 75008 Paris - Tél. (1) 45.62.56.98

Rester sur place quand on peut avancer, ça n'a pas de sens.



CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens près de chez vous.

Coll. Fondation Jean Jaurès

LA "7" CE SERA LA PLUS BELLE !

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

Les archives, les documentaires, le patrimoine, le spectacle vivant, la création contemporaine, le cinéma d'hier et d'aujourd'hui : quel feu d'artifice en perspective. Vivement la « 7 », chaîne culturelle de service public !

L'AUTRE semaine, dans les colonnes de « l'Evénement du Jeudi », Françoise Sagan s'amusait comme une folle. Elle proposait à l'opinion française un test politique en onze questions ; un test pince-sans-rire où elle tournait en dérision les outrances quotidiennes de « l'Humanité » et de la presse Hersant. La dixième question était ainsi rédigée : « Si vous aviez le choix entre cinq chaînes de télévision, penseriez-vous que c'est : a) une insulte à la Constitution ; b) une attaque contre notre culture ; c) un agrément supplémentaire ? » Dites-moi quelle réponse vous cochez, je vous dirai quel journal vous lisez... Vous pouvez proposer ce petit jeu autour de vous. Mais il vous faudra auparavant légèrement modifier le contenu de votre question ; désormais, il vous faudra dire : « Si vous avez le choix entre *sept* chaînes de télévision... »

La « 7 » sera une chaîne de service public. Elle sera culturelle et diffusera ses programmes à l'échelle européenne dès que le satellite T.d.f.1 sera opérationnel (à la fin de 1986 ou au début de 1987). A cours terme, la « 7 » fonctionnera « en préfiguration » sur le canal d'une des chaînes existantes du service public... à des heures où l'antenne n'est pas occupée. Pour son année de lancement la nouvelle chaîne culturelle disposera d'une première dotation budgétaire de 300 millions de francs. Cette somme ne représente même pas un huitième du budget d'Antenne 2 pour 1986...

L'annonce de la naissance de la « 7 » ne saurait surprendre. Personne, dans ce cas, ne peut parler de précipitation. Le projet a été longuement discuté. Le 14 mai 1985, quelques jours avant la remise du rapport Bredin au Premier ministre, le président de la République évoque devant l'ensemble des professeurs du Collège de France « la création d'une chaîne de télévision éducative et culturelle ». Et François Mitterrand de préciser : « A la veille de l'ouverture de nouveaux canaux de télévision (...) il serait d'utilité publique de prévoir l'occupation d'un de ces canaux par une telle chaîne, éducative et culturelle. »

Au moment où le président de la République parlait, Pierre Desgraupes « planchait » : après avoir quitté la présidence d'Antenne 2, en décembre 1984, il avait été chargé par Georges Fillioud d'établir un rapport sur la création d'une « chaîne culturelle » dont les images couvriraient tout l'Ouest européen : vingt pays et quatre cents millions de téléspectateurs potentiels. La « mission Desgraupes » débouchera sur un projet rendu public le 10 juillet 1985. Et on découvrira alors que Pierre Desgraupes a en fait concocté une quatrième chaîne « généraliste » à rajouter à T.f.1, Antenne 2 et F.r.3. Pour la grille des programmes, il prévoit : 23 % de fiction, 6 % de théâtre, 11 % de musique, 20 % de variétés, 10 % d'émissions pour la jeunesse, 8 % de documentaires, 6 % de sports et 12 % d'informations. Dans des proportions différentes, le menu propose les mêmes plats que les chaînes déjà existantes du service public...

« Chaîne culturelle », le projet Desgraupes ? En septembre 1985, l'intéressé apportera quelques précisions de vocabulaire : « Une chaîne culturelle – je dirais plutôt haut de gamme (...) Culturelle, dans mon esprit, ne veut pas dire scolaire, ennuyeux, contraignant. Ce n'est pas Shakespeare et Molière tous les soirs, ni de la culture dite « à message ». Par culturelle j'entends plutôt de haute qualité. » Haut de gamme, haute qualité : bref, Desgraupes se situait délibérément sur le même terrain que T.f.1, Antenne 2 et F.r.3., mais en visant à faire « mieux ». De fait, il se plaçait en situation de concurrence directe avec les autres chaînes de service public... au risque de les affaiblir au moment où elles auraient par ailleurs à relever le défi des télévisions privées. Sans compter le coût annuel d'une telle entreprise ; près d'un milliard et demi de francs à trouver dans les caisses de l'Etat, donc dans la poche du contribuable. Desgraupes avait beau parler de mécénat et de financement international, c'est bien sur les fonds publics français qu'il comptait pour lancer la chaîne.



Fallait-il suivre aveuglément et inconditionnellement le schéma Desgraupes ? N'y avait-il pas une autre solution, plus économique et plus ciblée ? Nommée p.-d.g. de F.r.3 par la Haute-Autorité, Janine Langlois-Glandier reçoit en outre, le 3 décembre 1985, une lettre de Georges Fillioud qui la charge de prévoir et d'organiser la préfiguration de la chaîne culturelle sur l'antenne de F.r.3. Officiellement, Janine Langlois-Glandier prend donc le bébé en charge et s'attelle à la mise en place des structures nécessaires. Officiellement seulement, car, dans la réalité, personne ne voit rien venir. Il est manifeste qu'elle temporise pour la chaîne culturelle comme elle temporise pour la nouvelle grille de programmes de F.r.3 ; comme si elle attendait le résultat des élections législatives pour donner la couleur appropriée à ses programmes... Elle l'a d'ailleurs publiquement et maladroitement avoué : « De toute manière, avec les obligations télévisuelles de la campagne électorale, tout projet devra attendre avant d'être fixé. »

C'est que F.r.3 ne va pas bien du tout : à part quelques soubresauts comme « Disney-Channel » ou « Thalassa », toute la presse spécialisée dans les médias a pu constater l'« électro-encéphalogramme plat » de la troisième chaîne. Aggravé d'une grosse hémorragie : entre octobre 1984 et octobre 1985, F.r.3 a perdu 3,5 millions de téléspectateurs. Janine Langlois-Glandier est

(suite en page 22)

(suite de la page 21)

prête à tout pour arrêter le désastre : elle a demandé à la Haute-Autorité de pouvoir débuter la soirée sur F.r.3 au moment précis ou démarrent les journaux de T.f.1, Antenne 2, donc de pouvoir diffuser des films dès 20 heures ! Par ailleurs, 300 millions de francs de plus ne seraient pas mal venus dans l'escarcelle de F.r.3 : un bon morceau de beurre de création sur les épinards de la gestion !

On comprend mieux pourquoi Janine Langlois-Glandier ne s'est pas empressée de mettre en place des structures pour la « 7 » : elle rêvait de transformer la chaîne culturelle en simple unité de programme de F.r.3 ; et, logiquement, elle faisait tout pour que la « 7 » naisse sans statut autonome. Audacieux ! Mais risqué. Dans cette affaire, Janine Langlois-Glandier s'est révélée piètre manœuvrière : à tout vouloir elle a (provisoirement ?) tout perdu. Pendant qu'elle faisait du sur-place, pendant qu'elle couvait une hypothèse de travail au-dessus de ses moyens, un autre projet a avancé. Un projet dont F.r.3 n'aura la préfiguration que si Janine Langlois-Glandier se fait un peu moins « vorace ». Sinon, il y a d'autres chaînes qui seront ravies d'héberger la « 7 » pendant quelques mois...

« L'autre projet », plus raisonnable financièrement, plus ciblé, plus excitant qu'une énième chaîne généraliste, c'est Bernard Faivre d'Arcier qui l'a élaboré. Ancien haut-fonctionnaire du ministère de la Culture, ancien directeur du Festival d'Avignon, actuel conseiller culturel du Premier ministre « B.F.A. » nage dans la culture comme un poisson dans l'eau. Avec Pierre Desgraupes la chaîne culturelle avait des allures de revanche : il voulait y faire exactement le contraire (la qualité) de ce qu'il avait fait à Antenne 2 (l'audience). Avec Bernard Faivre d'Arcier, la « 7 » aura la limpidité des penchants naturels : il y fera ce qu'il a toujours aimé faire, ce qu'il a déjà souvent fait, en Avignon ou ailleurs. Avec des créateurs, pas avec des marchands de soupe.

La « 7 » sera une télévision de service public ; avec à sa tête, d'un côté, un conseil de surveillance de douze membres qui assurera un magistère moral et un contrôle financier a posteriori et, d'autre part, un directoire de deux ou trois personnes qui constituera l'exécutif de la chaîne. Le président du directoire, le patron sur le terrain, sera celui qui a donné son profil et son sens au projet final : Bernard Faivre d'Arcier. La « 7 » aura un cahier des charges et des obligations équivalentes à ceux qui régissent déjà la télévision de service public, notamment par rapport au cinéma. La « 7 » pourra faire appel et à la publicité et au parrainage mais aucun message publicitaire ne viendra couper les programmes.



Sipa-presse

Janine Langlois-Glandier.



Pascal Lebrun

Bernard Faivre d'Arcier.

De dimension européenne

Originalité : la « 7 » sera, à l'échelle européenne, à la fois une télévision et une radio. Télévision d'abord trois heures par jour en soirée, puis au moins six heures. Et radio le reste du temps. Radio en modulation de fréquence et son numérique. Radio avec images : de la vidéo en boucle en lieu et place de la mire habituelle. La « 7 » ressemblera plus à la chaîne anglaise « Channel 4 » qu'à France-Culture (créneau trop étroit).

La dimension européenne ne sera pas un gadget mais une réalité : d'une part, chaque programme « images », diffusé par le satellite, pourra être sonorisé ou doublé simultanément en quatre langues ; d'autre part, en semaine, l'essentiel de la grille diffusera des coproductions européennes ou vivra autour d'échanges avec d'autres chaînes d'Europe ; également, chaque semaine, la « 7 » diffusera un magazine européen d'informations culturelles ; enfin, chaque jour, par l'intermédiaire du Carrefour de la communication installé à la Défense, la « 7 » a l'intention de se et de nous brancher sur les télés du monde entier.

Chaque soir de la semaine, donc, il y aura cinéclub et téléclub européen au menu. Chaque soir le patrimoine sera à l'honneur. Complémentairement, le week-end, toute la place sera laissée aux programmes originaux, à la création à laquelle sera affecté l'essentiel du budget. La création, cela veut dire : pour un tiers, des œuvres de fiction maison (en faisant appel aux talents en herbe) ; pour un autre tiers, des documentaires de création (genre pratiquement abandonné à la télévision française depuis la mort de l'O.r.t.f.) ; pour le dernier tiers, recréation de spectacles vivants (théâtre, danse, opéra, etc.) et non simplement fade enregistrement (genre « Au théâtre ce soir »).

Les archives, les documentaires, le patrimoine, le spectacle vivant, la création contemporaine, le cinéma d'hier et d'aujourd'hui : quel feu d'artifice en perspective ! Qui dit mieux ? Que rêver de plus ? Aucun doute : la « 7 », ce sera la plus belle des télévisions ! Ce sera le pied !

Il y a quelques mois, pestant contre les télévisions commerciales italiennes qui, à coup de saucissonnage, venaient de lui massacrer « Huit et demi », Federico Fellini proposait ce qu'il appelait la « seule innovation technique désormais utile à la télévision » : « Faire en sorte que chaque chaîne ne diffuse des émissions qu'un jour par semaine, deux à la rigueur. Histoire de rendre l'image rare et de la revaloriser. » La « 7 » risque de réconcilier nombre de « déçus de la télévision » avec leur petit écran : chaque image y sera rare, précieuse, valorisante et valorisée.

La « 7 » ? Elle n'est pas encore arrivée qu'on en redemande déjà ! ●

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 7 FEVRIER

T.f.1 « le Vignoble des maudits », série de Sandro Bolchi. Première partie - 21 h 45.

Le clan des Siciliens, version familiale dans les années 20. Avec la Massari. On a tout dit...

A.2 « Un seul être vous manque -n° 2 », série de Jacques Doniol-Valcroze. Première partie - 20 h 35.

Souvenirs, souvenirs. En 1984, on avait laissé Juliette en plein désarroi : miné par la jalousie de ses mouflets, son Roméo s'était barré en Arabie Saoudite. Mais dans l'Orient désert, son ennui devint pesant et en cet hiver 1986, le revoilà. Retrouvailles, déchirures... Sortez vos Kleenex, vous en reprendrez bien pour quatre heures. Avec Catherine Spaack et Didier Flamand.

Ciné-club : « l'Ombre des doutes », d'Alfred Hitchcock - 22 h 55.

Soupçons, soupçons... Pour la nièce qui en savait trop, pas de grand alibi qui tienne. L'oncle qu'elle chérit tant n'a rien d'un faux coupable. Complot de famille ? Pas vraiment. Mais du grand vertige, et en V.o.

F.r.3 « A nous les beaux dimanches », série de Robert Mazoyer. Première partie - 20 h 35.

1930-1938. Décidément, les années grises sont à la mode. Est-ce dû au cinquantenaire du Front Popu ? Robert Mazoyer, le spécialiste de la saga (« Au plaisir de Dieu » c'est lui) se penche ici sur le passé troublé de la France. Famille bourgeoise contre famille prolo. Les amours des uns, les blessures des autres et Paris qui s'enflamme : 6 février 1934, juin 1936, rumeurs de guerre. Une chronologie politique impeccable des événements de fiction plausibles : on marche, c'est sympa, ça fonctionne. Anne Parillaud, un peu gnan, est quand même meilleure que dans son spot « woolite » et puis on va enfin découvrir Jean Lescot dans le rôle d'Antoine Larcher. Un comédien vrai comme on en fait peu.

« Face à la trois », émission proposée par André Campana, Geneviève Guicheney, Michel Naudy et Michel Tardieu. Invité : Pierre Bérégovoy - 21 h 30.

SAMEDI 8 FEVRIER

T.f.1 « la Méthode rose », téléfilm de Claude de Givray - 20 h 35.

Un couturier poursuivi par le fisc se sépare de sa Bentley. En redécouvrant les joies du métro, il fait connaissance avec une superbe Antillaise et perd successivement ses préjugés machistes et racistes. Comme quoi les transports en commun mènent à tout à condition de ne pas en sortir. Avec Jean-Pierre Cas-

LE POINT DE VUE DE MAURICE BAQUET

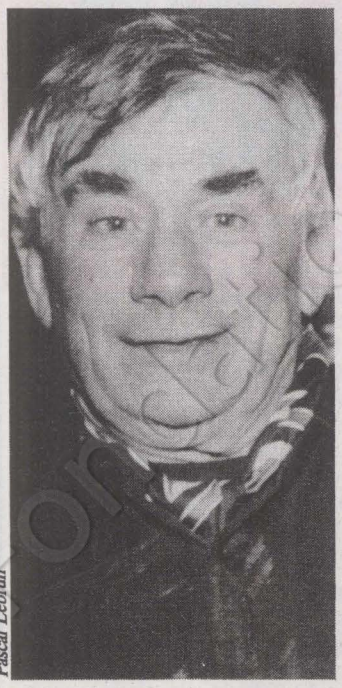
« L'été 36, j'ai joué du Bach à la Samaritaine ».

Y'avait d'la joie ? Certes, et comment ! Demandez donc un peu aux acteurs de l'époque, à ceux qui ont vécu le Front Populaire comme une aube qui se levait enfin après tant et tant de nuits... Maurice Baquet fut l'un d'eux. Avec son violoncelle, déjà, et son âme de poète. Embarqué dans la grande aventure du « Groupe Octobre », au sein des baladins qui faisaient les clowns dans la joie des lendemains qui se mettaient soudain à chanter. Cinquante ans plus tard, Maurice Baquet frétille encore lorsque l'on branche sa mémoire et ses souvenirs sur ces temps-là. Cinquante ans après, il vous raconte tout ça au présent de l'indicatif.

MAURICE BAQUET : L'Eté 36, tu parles ! C'est comme si j'y étais encore. Intact. Pour moi, l'explosion a démarré en 1934, quand j'ai obtenu mon prix de violoncelle. J'habitais non loin du quartier Latin et, chaque jour, je me déplaçais à bicyclette avec mon instrument en passant devant le Flore, le Panthéon. Un soir, on a sonné à ma porte : c'était Jacques Prévert, accompagné de Marcel Duhamel et Yves Allégret. « On vous observe depuis un bout de temps, m'ont-ils dit. Est-ce que vous accepteriez de rejoindre notre groupe ? » Le groupe c'était « Octobre ». Une bande de bateleurs engagés où l'on côtoyait Raymond Bussières, Paul Vaillant-Couturier ; où l'on croisait Desnos, Blin, Picasso, Calder... Evidemment, j'ai sauté sur l'occasion.

– Vous sentiez déjà un peu de 36 dans l'air de 34 ?

– Comme un parfum, oui ; les prémices du changement. Moi je venais d'une famille de rad-socs, alors je trouvais l'atmosphère plutôt encourageante. Et l'ambiance du groupe plutôt sympathique. Mais quand 36 est réellement arrivé, ç'a été comme un raz de marée. La fête. Mais la fête ancrée dans un mouvement de fond capital, qui m'est très vite apparu comme irréversible. Un élan qui provenait de l'intérieur même de la terre. Les mômes qui découvraient la mer. Quand on raconte ça aujourd'hui, c'est affreux ce qu'on fait cliché. Pourtant on l'a vécu tel quel : une masse énorme d'individus qui découvraient soudain la face cachée du monde ; des hommes qui passaient du néant à l'existence. Et nous, les baladins, nous nous sommes mis à parler les yeux dans les yeux avec ces gens.


Pascal Lebrun

– Ça se passait comment ?

– On allait sur place. Raymond Bussières improvisait dans les usines occupées, on disait du Prévert – parfois des textes très violents – au pied des piquets de grève. J'ai joué du Bach à la Samaritaine. Une fois, à Saint-Cyr, on a défilé poing levé devant tous les élèves, en chantant. Le lendemain, on faisait l'objet d'une interpellation à la Chambre. Ça se passait ainsi : dans la fraternité. Et moi je croyais que c'était parti pour durer toujours.

– Vous étiez conscients de ce qui se passait dans le monde ?

– Non. A part Prévert qui avait déjà écrit des sketches contre Hitler et qui nous mettait en garde chaque jour, personne dans le groupe ne saisissait vraiment le sens des événements. Bien sûr, la guerre d'Espagne était une obsession permanente, nous y avons d'ailleurs perdu deux de nos machinistes, mais pour être totalement honnête je dois avouer qu'en ce qui me concerne, j'ai survolé le débat. Parfois je le regrette... Encore que mourir à la guerre, c'est pas que je trouve ça con, mais... pas loin ! C'est Prévert qui nous le serinait quotidiennement : « Si tu veux être heureux, sois-le. »

– Et lorsque cela s'est cassé ?

– Terrible. Mais tout cela a été si beau, si fort. Une victoire pour toujours acquise. On ne peut plus comprendre ça à présent : qu'on ait pu remettre en cause le destin de l'homme dans l'allégresse !

(Propos recueillis par Fabian Gastellier).

sel. Mais, sur Musique, dès 20 h, « l'Or du Rhin » de Wagner en différé du Théâtre des Champs-Elysées. Marek Janowski dirige, Herman Becht est Alberich, Waltraud Meier est Fricka et Peter Schreier, Loge. Hourrah !

DIMANCHE 9 FEVRIER

T.f.1 « le Coup de sirocco », d'Alexandre Arcady - 20 h 35.

La déprime des pieds-noirs dans la tourmente de la guerre d'Algérie. Roger Hanin, pour la première fois en V.o.

A.2 « Maigret se trompe », téléfilm de Stéphane Bertin - 20 h 35.

Errare humanum est. Mais sur Musique, dès 20 h, la suite du Ring : « Walküre » avec Teresa Zylis-Gara en Sieglinde et Ute Vinzing en Brünnhilde. Qu'est-ce que vous voulez, y'a plus de chanteurs wagnériens et on ne peut pas toujours demander à Gwyneth John d'avoir le don d'ubiquité...

F.r.3 « l'Effet France », série de trois émissions. Deuxième émission : « Quinze jours en Europe », réalisation de Jean Baronnet - 20 h 35.

Cinéma de minuit : « Carnet de bal », de Julien Duvivier - 22 h 30.

Une veuve flippe sur son adolescence et se met à chercher tous les flirts de ses seize ans. Avec Marie Bell, Françoise Rosay et Pierre Blanchard.

LUNDI 10 FEVRIER

T.f.1 « le Pigeon », de Mario Monicelli - 20 h 35.

Fric-frac nase pour gangsters nuls. Une réussite totale dont Mario Monicelli prépare activement la suite.

A.2 « A l'est d'Eden », série de Harvey Hart. Première partie - 20 h 35.

Steinbeck + Kazan + James Dean = parcours obligé du cinéphile. D'où question : avait-on besoin d'un remake qui, certes, met en scène l'intégral du roman, mais ne pourra rien contre nos souvenirs ? Réponse dès ce soir en compagnie de la pulpeuse Jane Seymour.

F.r.3 « le Chômeur de Clochemerle », de Jean Boyer - 20 h 35.

Pour téléspectateurs assurés tous risques et très atteints.

MARDI 11 FEVRIER

T.f.1 « Samantha », téléfilm de Victor Vicas - 20 h 35.

Pierre Mondy - sorte de prototype cinématographique du Français moyen - tombe amoureux d'une dingue capable du pire et du meilleur. Rediffusion.

« Les Battants, histoires d'entreprendre », série proposée par Loly Clerc et Isabelle Walter. Troisième émission : « le Futur en germe » et « Parlez robots ! », réalisations de Jean-Claude Giudicelli - 22 h 10.

Au menu de la soirée : une nouvelle race de créateurs, à la fois industriels et chercheurs, spécialisés dans la microbiologie de l'environnement et une entreprise grenobloise qui fait dans l'intelligence artificielle. Quatrième émission mercredi 12 à 21 h 40.

A.2 « Entrée des artistes », de Marc Allégret - 20 h 35.

Futurs cabots contre cabot confirmé. Avec Louis Jouvet et Bernard Blier bébé. Ou presque.

F.r.3 « les Géants de l'Ouest », d'Andrew V. Mc Laglen - 20 h 35.

Le Joneu Wayneu de la semaineu.

MERCREDI 12 FEVRIER

T.f.1 « Grand hôtel », série de Jean Kerchbron. Deuxième épisode - 20 h 40.

A.2 « le Grand Echiquier », émission de Jacques Chancel. Invité : Vladimir Ashkenazy - 20 h 35.

Pianiste et chef d'orchestre. Avec en plus bien du charme. Autour de lui : Yves Montand, Maxime Chostakovitch (le fils de son père) et Martial Solal.

F.r.3 « la Palombière », de Jean-Pierre Denis - 23 h.

Amours douloureuses et vol de palombes. Avec Jean-Claude Bourbault et Christine Millet.

JEUDI 13 FEVRIER

T.f.1 « Partis de campagne » : invités Pierre Bérégovoy et René Monory - 20 h 35.

« Le Maître du jeu », série de Kevin Connor. Deuxième partie - 21 h 50.

A.2 « l'Eté 36 », d'Yves Robert d'après le roman de Bertrand Poirot-Delpech. Deuxième et dernière partie - 20 h 35. (Voir aussi l'entretien avec Maurice Baquet).

F.r.3 « Quoi de neuf ? », magazine de Claude Glayman. I.d.f. - 18 h 34.

Trois écrivains sur un plateau : Robert Sabatier (« David et Olivier », éditions Albin Michel), Hervé Claude (« l'Enfant à l'oreille cassée », Editions Ramsay) et Gérard Boutet (« Brigands et sorcières d'autrefois » et « les Gagne-Petits : petits métiers et gestes oubliés », Editions Jean-Cyrille Godefroy).

F.r.3 « la Femme de sa vie », téléfilm de Michel Favart - 20 h 35.

Comment la lecture de votre horoscope peut vous conduire à l'idée fixe. Avec Emmanuelle Béart.



ARBRE MON AMI

PAR DENIS DANGAIX

LE 6 mai 1984, à l'occasion des rencontres idéologiques et européennes de Mont-Dauphin (Hautes-Alpes), le président de la République, François Mitterrand délivrait un message appuyé aux participants. « L'Europe, disait-il, doit définir d'urgence un plan d'action pour la forêt d'Europe mais aussi pour la forêt des pays pauvres du Sud. » Et il annonçait son intention de proposer à tous ses partenaires une conférence mondiale sur ces problèmes. Deux ans après, c'est chose faite. « Silva », terme générique de la première Conférence internationale sur l'arbre et la forêt voit le jour.

Les 5, 6 et 7 février, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne à Paris, plus de 90 représentants de gouvernements ont participé, d'une manière active, à cette manifestation, disons-le, d'une saveur particulière. « Silva » c'est un cri d'alarme pour une action de solidarité. Un constat général sur l'avenir et la protection de l'arbre. Un appel solennel pour sa préservation. Plus qu'un colloque traditionnel ou qu'une conférence « commune », l'objectif espéré du gouvernement français est de faire de « Silva » un acte politique au plein sens du mot.

Les quarante-sept pays africains (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée...) victimes ici, de la déforestation intensive, là de conditions climatiques extrêmes, épuisés pour la plupart par une misère économique endémique, espèrent des pays riches que ceux-ci prennent conscience que la solidarité passe aussi par l'environnement. Et dans cet environnement quoi de plus symbolique que l'arbre ?

La richesse des débats, la diversité des cas et des solutions devraient faire de « Silva » un moment fort de l'action en faveur de l'environnement. Ne nous y trompons pas, toutes les organisations internationales, non gouvernementales ni écologiques, sont à l'écoute. La France a le mérite de créer l'événement, nous reviendrons sur les conclusions dans le prochain numéro. ●

Commission nationale des archives

LES ATTILA DU MONDE VIVANT A L'ŒUVRE

PAR DENIS DANGAIX

Pression des hommes, commercialisation des bois, élevage... La boulimie des riches entraîne une déforestation tragique. Les Amis de la Terre appellent à la « Solidarité - Forêt ».

ABSURDE ! Stupide !... Au fou. Qu'est-ce donc que cette civilisation qui continue délibérément d'ignorer les caractéristiques multiples d'un monde végétal ? Comment sont donc faites nos sociétés qui pratiquent une action de destruction avec la plus grande des légèretés ? Nous déforestons. Un mot à la mode, un acte terrible. Celui d'abattre résolument la forêt là où elle se trouve, là où elle pousse, là où elle rapporte. L'association internationale « Les Amis de la Terre », en marge de la Conférence mondiale sur l'arbre a tenu colloque, lundi et mardi dernier. Ces questions ont été soulevées.

Déforestez, il en restera bien quelque chose. 11 millions d'hectares de forêts disparaissent chaque année, soit quasiment le parc forestier français (13,7 millions d'hectares). Pression des habitants ici – crise du bois de feu en zones tropicales sèches – exploitation commerciale intensive là, l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Asie perdent peu à peu leurs...racines. En Europe, au Canada, en Amérique du Nord, les populations assistent au dépérissement des parcs forestiers. 3,7 millions d'hectares atteints en Allemagne, 21,5 % des résineux dépouillés du quart de leurs feuilles dans l'Est de la France, la pollution atmosphérique acidifie le ciel et ronge les troncs. La Suède avait déjà connu la mort biologique des lacs... la forêt allait suivre. Boulimie des riches, les « photo-oxydants », ces agents polluants, proviennent de nos industries fumantes, de la fée Electricité, du Dieu Pétrole. Boulimie des riches.

Là-bas, le marché des bois tropicaux ignore, balaye les considérations écologiques. Boulimie des riches. On transforme la forêt en pâturage, on détruit l'arbre pour cultiver du bœuf, on tue les équilibres naturels pour la « culture du Mac-Do ». Misère des pauvres. Le bois pour la cuisine et le chauffage, l'habitat forestier ne sont pas remplaçables.

Plus la civilisation avance, plus la forêt recule. Plus cette civilisation avance et plus on entre dans un processus de création de réserves « écologico-tribales » (2) ; les Indiens du Brésil, par exemple, comme ceux du Venezuela ou de l'Equateur « s'enfermant dans les éco-systèmes restants ». Dure est la déforestation. Encore plus dur en est le constat.

L'or vert est plus fort que le naturel. Le teck, l'ébène, l'acajou, le méranti...Ils rapportent chaque année un total de 7 milliards de dollars. Et la demande continue d'être plus forte que l'offre. Le Japon est le premier importateur au monde avec 37 % de la demande. Suivent l'Europe (28 %) et les Etats-Unis (9 %). Et la France « conséquence de son passé colonial (3) est le principal importateur au sein de la Communauté européenne, 1,7 million de m^3, chiffre 1982 ». Malgré la crise, malgré l'énorme déficit de notre balance commerciale du poste « Filière-bois » (14,6 milliards en 1984), le bois tropical est utilisé, chez nous, dans le contre-plaqué (38 %), la menuiserie industrielle (22 %), la menuiserie du bâtiment en général (21 %), l'ameublement et la construction navale (19 %). Et que prévoient les divers indicateurs ? D'une part, la raréfaction prévue au niveau de l'offre et, d'autre part, l'écart qui devrait croître entre l'offre et la demande risquent d'induire de fortes hausses de prix. La crise, quoi !

Mais la déforestation ce n'est pas encore cela. Ce n'est pas non plus l'agriculture ou les récoltes du bois de feu. C'est avant tout l'élevage. « En Amérique centrale (4), 25 % des forêts ont été détruites depuis 1960 pour produire de la viande de bœuf dont 85 % à 95 % vont vers les Etats-Unis ». Superbe illustration de cette boulimie des riches. 38 % de la déforestation au Brésil sont dépendants de l'élevage. Les multinationales de l'agro-alimentaire, mais aussi des entreprises diverses (telles Wolkswagen en Allemagne, Liquigas en Italie...) construisent des empires financiers dévastateurs. Les plans « Hamburger », comme le dernier en date en Amazonie, en sont l'illustration. Une région de la forêt amazonienne, vaste comme un département français. On coupe les arbres, on y met des bovins. On fait un ranch. Le « Christalino », le ranch de Wolkswagen (5) renferme 45 000 bovins. Le parc s'étend sur 140 000 hectares... Que dire ? Il ne faut pas plus de trois ou quatre ans pour « défertiliser » la région. Plus d'herbes, plus d'arbres, plus de substances nutritives. Herbicides, pesticides, fongicides... La voie est ouverte.

(suite en page 26)

Elagage - massacre à Paris.

Viva



Le désert avance toujours dans le Sahel.



Gamma

(suite de la page 25)

L'association « les Amis de la Terre » lance un appel à la solidarité. Et propose aux participants de la Conférence mondiale sur l'arbre un plan calqué sur celui intitulé « Solidarité-Eau. » Ce programme (6), concocté par la mission Environnement-Développement du cabinet d'Huguette Bouchardeau, mis en place à la fin de l'année dernière, vise à construire un réseau d'aide entre le tiers monde et l'Europe. La Cee ayant approuvé cette proposition française. « Faisons la même chose indiquent les Amis de la Terre ! Que des associations du Nord prennent en charge, parrainent des projets de reforestation proposés par les paysans du Sud. » La déforestation doit être à l'ordre du jour de toutes les instances internationales. 66 pays, dont la France, en juin 1985 à Genève, ont tenu la première réunion de l'Organisation internationale des bois tropicaux. Un accord est intervenu entre pays producteurs et pays consommateurs sur : « la gestion rationnelle de la ressource et sur les régénérations naturelles. » Mais aucun accord sur le nom du directeur de l'Organisation ! Alors ? ●

(1) titre emprunté aux brochures des « Amis de la Terre. »

(2) in « Protection de la nature-histoire et idéologie. » Ed. L'Harmattan. Page 222. Un splendide bouquin...

(3) « La Croix » 21/7/83

(4) « La Baleine », journal des Amis de la Terre, n° 72, page 9.

(5) idem,

(6) « L'Unité », N° 631, du 17 janvier 1986.

La forêt française en chiffres

Elle couvre 13,7 millions d'hectares, soit près du quart du territoire métropolitain. Il faut y ajouter 1 à 2 millions d'hectares de bosquets, arbres épars, plantations d'alignement. La France possède ainsi la plus grande surface boisée (en régression constante jusqu'au début du XIXe siècle et en hausse depuis 1947) des pays de la C.e.e.

Les peuplements forestiers sont composés pour un tiers de chênes, pour un tiers de conifères (pin feuillues (hêtre, charme...) et pourun tiers de conifères (pin maritime, pin sylvestre, sapin, épicéa)... Sans compter des types de peuplements variés (40 % de futaies, 30 % de taillis sous futaie et 30 % de taillis peu productifs). Sa répartition géographique est inégale (maximum dans le département des Landes avec 63 % d'espaces boisés, moins de 10 % dans le Nord, 4 % dans la Manche).

L'Etat est propriétaire de 2 500 forêts, totalisant un patrimoine de 1,4 million d'hectares boisés. Les collectivités locales possèdent 14 000 forêts, gérées aussi par l'Office national des forêts. Les propriétaires privés (plus de 3 millions) détiennent environ trois quarts de la forêt française.

La sylviculture, l'exploitation forestière, les industries de première et de deuxième transformation du bois font travailler plus de 600 000 personnes dans 80 000 entreprises. La commercialisation des produits est répartie pour les trois cinquièmes par la récolte du bois en forêt, un cinquième par la récupération de la matière et un cinquième par le commerce extérieur. Le déficit du commerce extérieur a atteint 14,6 milliards en 1984 dont notamment :

- ***bois d'œuvre tropicaux : 2,1 ;***
- ***sciage conifères : 1,8 ;***
- ***pâtes à papier : 5,3 ;***
- ***papiers et cartons : 2,5 ;***
- ***ameublement : 4,2.***

Un franc de bois sur pied génère 1,5 franc de bois exploité, 4 francs de produits semi-finis et 15 francs de produits finis.

Sources : ministère de l'Agriculture ; direction des Forêts. Tél. 16 (1) 45.55.95.50.

Ame : nécessaire supplément d'arbre

PAR PASCALE PEUCHMAUR

L'arbre qui part du plus profond des entrailles de la terre pour aller jusqu'au ciel incarne un puissant symbolisme. Une psychanalyste, Françoise Peuchmaur nous le montre brièvement.

UN colloque de Florac en mai 1985 sur l'histoire et l'idéologie de la nature relançait le questionnement qu'Emile Legrand, ethnologue, résumait dans cette provocation : « Il n'y a pas de nature sans Etat. » Il s'agissait de dissiper l'illusion d'une nature originelle et vierge en rappelant que, bien au contraire, la plupart des lieux honorés pour leur authenticité « sauvage » ne sont souvent que des créations humaines assez réussies pour paraître naturelles.

Ne sommes-nous pas renvoyés dans ce questionnement à toute la gestion des mythes fondateurs auxquels l'homme s'est trouvé confronté de tout temps. Et de l'articulation posée entre fantasme individuel et mythe collectif ; de l'un à l'autre, l'homme n'a de cesse de trouver sa place. Je citerai un passage de l'œuvre de Karl Abraham, analyste contemporain de Freud : « Au cours de la période préhistorique, un peuple élabore ses désirs en constructions fantasmatiques qui parviennent à la période historique sous forme de mythes. De même, l'homme crée au cours de sa période préhistorique les fantasmes issus de ses désirs qui persistent dans les rêves de la période historique. Ainsi, le mythe est le vestige de la vie psychique infantile d'un peuple et le rêve est le mythe de l'individu. »

Un mythe, de même qu'un fantasme, est toujours porteur des éléments ambivalents des désirs. Il se trouve que l'arbre occupe une place tout à fait prégnante dans ses élaborations psychiques donnant lieu à des constructions multiples : des dédales de l'arbre généalogique aux éléments mythiques associant connaissance, fertilité, immortalité et forces du mal.

L'arbre généalogique qui vient tisser les mailles de nos origines. Rêts de l'arbre initial dans lesquels chaque être est pris, enserré comme dans une toile d'araignée ; dont il s'agit de se défaire. Quelle fracture, à partir de quelle fracture quant à ses origines va-t-il être possible de trouver cette place, au détour de tous ces liens de filiation. Racines entremêlées aux tréfonds de la terre, de l'histoire généalogique pour advenir à sa propre racine, au faîte de l'arbre !

Cet arbre qui part du plus profond des entrailles pour aller jusqu'au ciel. Souvenir d'un arbre mythique à la fois arbre de vie, arbre du monde et arbre chamanique. L'arbre de la connaissance sur lequel repose la plus grande partie des récits mythiques des cosmogonies racontant la création du monde.

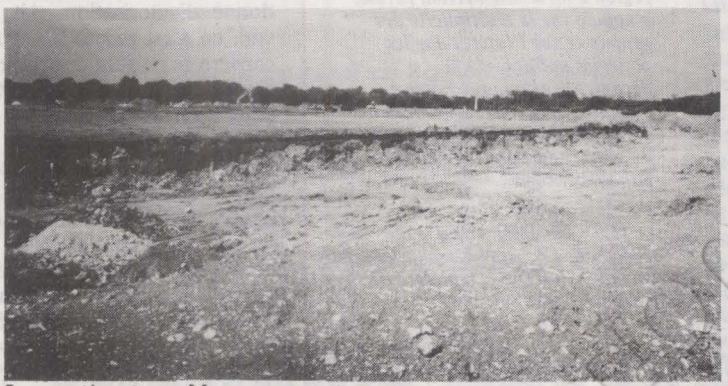
Se dépouillant pour renaître cycliquement, l'arbre symbolise pour les anciens la vie inépuisable que dispensent la terre, l'eau et le soleil, le cosmos vivant qui sans cesse régénère. Plongeant ses racines dans le monde d'en bas, s'en nourrissant, il rend néanmoins hommage à la lumière et au ciel vers lesquels il tend par ses branches et ses feuilles. C'est l'échelle menant de la terre au ciel, la croix en tant qu'image de Renaissance, d'axe du monde portant comme fruit le Sauveur.

Mais l'accès à la sagesse ou à l'immortalité n'est pas une donnée qui va de soi. Aussi, les fruits de ces arbres sont-ils toujours défendus par des monstres à figures diverses contre lesquels l'homme a à s'opposer. Cet acccès aux questions éternelles de l'Homme ne va pas sans adversité. Seules la connaissance et la domination des forces de la nature, symbolisées par des animaux hybrides, peuvent permettre d'accéder à ses fruits « magiques », images de la connaissance suprême qui ouvre la porte de l'immortalité.

Ces quelques réflexions à propos de l'arbre pour ne pas oublier qu'un peuple projette ses fantasmes au ciel ; qu'il est le centre des mythes, qu'en eux il vit l'accomplissement de ses désirs.

BOIS DE VINCENNES : DES TROUS QUI RAPPORTENT

Un petit hectare dans le bois de Vincennes financé par une vingtaine d'hectares de trous. Des trous qui rapportent des sous. Et qui comblent d'autres trous tout en encourageant la race chevaline et la construction...



La carrière de sablon.



PYM

PAR DENIS DANGAIX

« PROMENONS-NOUS dans les bois pendant que Jacquou n'y est pas. Découvrons dans ces bois que l'arbre n'est pas roi. » On trouve de tout dans les espaces forestiers de la capitale. Des ouvrages, des vestiges, des trous, des dalles, du béton, des infrastructures dont l'esthétisme n'a rien à voir avec le bocage traditionnel. Surprise. La masse verte, chlorophyllée, reconnue comme périmètre de détente et de plein air, en vue aérienne, ressemble plus à une tonsure de moine qu'à une touffe de végétation bien plantée.

Vincennes, Boulogne, les fleurons écologiques de la première ville de France, propriétés administratives de la municipalité sont truffées de coins bâtis, d'aires ravagées, de carrières exploitées transformant la surface floristique en terrain de manœuvre. Les bois sont les royaumes de la concession privée. Des terrains exploités pour profit du sport, des loisirs et de quelques mercantilismes bien ordonnés. Le bois, espace naturel, peut-être : espace rentable surtout. Vincennes par exemple. Neuf cent quatre vingt quinze hectares en plein sud-sud-est de Paris... Sur le papier. Car le massif forestier proprement dit n'est que de trois cent soixante hectares, y compris les enclos de reboisement indispensables à sa survie (une centaine d'hectares environ). Le reste, quasiment les deux-tiers, appartient à la civilisation. Vincennes, à propos duquel Lucien Joffre, conseiller de Paris, au nom de l'intergroupe « Paris-Avenir » (U.d.f.) à la séance du conseil du 18 juin 1976 interrogeait le préfet de l'époque en souhaitant « que soit portée à la connaissance de notre Assemblée la liste intégrale des concessions accordées ». « Ce travail, disait-il, ne sera pas inutile. Il renseignera l'Assemblée sur le nombre très important de ces concessions et peut-être d'ailleurs, ajoutait-il, aurons-nous quelques surprises ». Il y a dix ans de cela et la question est toujours d'actualité.

Vincennes, l'hippodrome, la Foire du trône, les restes militaires, les parkings, le centre hippique international et sa carrière. Vincennes, ses routes, ses équipements, ses structures d'accueil... Vincennes ou l'écologie bien asphaltée. Que penserait Napolélon III de l'état de santé de son don ?

Il l'avait affecté aux Parisiens comme lieu de promenade « à perpétuité ». On ne devait pas y toucher. La vocation forestière était son seul devenir. Et comme tel, le bois était (est toujours) domaine réservé. Il y a eu l'armée et ses conceptions territoriales. Il y a la Ville et sa gestion particulière où la rentabilité ne s'embarrasse pas de qualité de vie.

Le 28 novembre 1983, à la séance du conseil municipal, étaient approuvées en commission à l'unanimité et sans débats les modalités d'attribution d'un marché de travaux d'aménagement d'une carrière hippique sur la plaine Saint-Hubert au beau milieu du bois de Vincennes. Autorisation était donc faite à Jacques Chirac de souscrire audit marché.

La Ville de Paris possède, en effet, route de la Pyramide, en face de l'Insep, un ancien terrain militaire d'environ un hectare. Pour satisfaire aux besoins des adeptes de l'équitation — seulement cinq clubs pour 3 000 à 4 000 membres — la Ville imagine un montage non dénué d'intérêts. Par référence

(suite en page 28)

(suite de la page 27)

PJEV-83. 55- D1749 (excusez le style administratif) daté du 23 novembre 1983, voici ce que Jean Tiberi, pour le maire de Paris notifiait. (...) : « Les travaux à entreprendre comprendront la démolition des dalles et anciennes chaussées existantes *(des vestiges militaires N.d.l.r.)*, puis le nivellement du terrain qui sera recouvert de plusieurs couches végétales. Des travaux d'assainissement, d'adduction d'eau et pose de canalisation pour permettre l'arrosage sont prévus, ainsi que la construction de gradins destinés à accueillir le public. L'ensemble de ces travaux a été estimé à 2 600 000 F T.t.c. pour la solution de base (gradins en maçonnerie) et 2 800 000 F. T.t.c. si l'on retient la variante (gradin en bois) – (*solution retenue N.d.l.r.*).

Pour éviter l'évacuation aux décharges publiques, les produits de démolition seront enfouis sur place à environ deux mètres de profondeur. Pour ce faire il est proposé d'autoriser l'entreprise adjucataire à récupérer le sablon du sous-sol. La quantité étant estimée à 200 000 m³ à 11,50 F. le m³ T.t.c. Cela représente une recette potentielle de 2 300 000 F. T.t.c. (...) La dépense réelle pour la Ville qui s'élève donc à un montant estimé à 300 000 F T.t.c. ou 500 000 F. T.t.c. suivant la solution choisies sera financée par imputation sur le programme des grosses réparations 1984 chapitre 909 (...) »

C'était donc une bonne affaire qui semblait baigner dans une atmosphère saine, rentable, sociale...et tout, et tout. Le 21 octobre 1985, soit deux ans après, la carrière hippique se retrouve à l'ordre du jour du conseil municipal. Un autre avenant (1), toujours adopté en commission à l'unanimité, est signé par le maire de Paris. Il y est précisé : « (...) pour éviter l'évacuation aux décharges publiques, il était prévu d'enfouir sur place les produits de démolition en autorisant pour ce faire l'entreprise attributaire (*les établissements Gourdet N.d.l.r.*) à récupérer le sablon du sous-sol. Les quelques 200 000 m³ (...) ont rapporté à la ville une recette de 3 558 000 F. T.t.c. soit un montant de 15 F le m³. (...) Or, continue le texte, dans le cadre de la poursuite de l'aménagement paysager de la plaine Saint-Hubert prévu au budget de la Ville et qui donne lieu à des travaux supplémentaires de démolition, de nivellement du terrain, il est proposé d'autoriser l'entreprise Gourdet à extraire 100 000 m³ de sablon supplémentaire (...). Ainsi le montant prévu au marché pour la récupération des matériaux se trouve porté de 3 558 000 F. T.t.c. à 5 337 00 F. T.t.c. ce qui nécessite la conclusion d'un avenant ».

L'infrastructure hippique d'un hectare se trouve donc financièrement comblée par des extractions de sablon portant sur une superficie d'une vingtaine d'hectares. 20 hectares de trous qui rapportent des sous qui comblent d'autres trous, voici une certaine rationalité qu'il convient de souligner. Et comme ces trous sont au milieu du bois, pas de malaise. Ces 20 hectares d'extraction de sablon, de la terre végétale par excellence (donc exit la surface forestière), sont rebouchés par des matériaux incultivables... Voici la leçon de chose à la manière corrézienne du maire de Paris. Mieux ! Qu'apprend-on lors de la séance des 16 et 17 décembre 1985 ? (2).

Et d'une : « La carrière a été inaugurée le 5 octobre dernier. » Soit un mois et demi avant l'avenant qui, rappelons-le, prévoyait 100 000 m³ de plus de sablon. Et de deux : « (...) les dépenses se sont montées à 2 114 700 F. T.t.c. ; (celles-ci) ont été largement compensées par la vente à l'entreprise ayant effectué les travaux de 300 000m³ de sablon extrait du sous-sol pour une valeur de 5 337 000 F. T.t.c. » Et de trois : « Cette matière impropre à la plantation d'arbres et d'arbustres étant très appréciée pour la confection du béton. » Et de quatre : « L'exploitation de la carrière est donnée à l'association « Plaine Saint Hubert » regroupant les différents clubs hippiques pour une durée de douze ans pour une relance symbolique de 100 F. par an.

Quand René Souchon dynamise le rural

« La France rurale n'est pas ce lieu d'ordre, de paix, d'inertie, de silence vaguement plaintif que certains se plaisent à évoquer avec nostalgie ou condescendance. Elle est animée d'un formidable désir de vie, elle bouillonne d'idées et de projets. » Le défi rural. L'autodéveloppement, comme l'appelle René Souchon dans son livre (1) n'est pas une suite de modèles à la sauce constat. Il sort de ses expériences un foisonnement d'alternatives basées sur des évidences. Enrayer la dévitalisation, voilà l'objectif visé. Et pour cela, la nécessité fait loi. René Souchon, à la lumière de son expérience d'abord d'élu dans une région à forte domination rurale, s'appuie sur la multiplicité des projets et sur l'intérêt que les pouvoirs publics, via la décentralisation, ont à être à l'écoute. Le « Défi rural », un livre qui s'efforce de puiser aux sources du socialisme pour dynamiser le milieu concerné.

(1) « Le Défi rural » de René Souchon. Ed. Agri Nathan International. Préface Danielle Mitterrand.

Les Russes privés de bois

On a eu chaud. Sans la perspicacité du maire U.d.f. du seixième arrondissement, Georges Mesmin, une concession de 4 000 m² aurait été cédée aux Soviétiques dans le bois de Boulogne. Vous imaginez le scandale... Des rouges dans le bois. Sans sa vigilance ils auraient annexé une parcelle de verdure attenante à l'ambassade. Les habitants du quartier, furieux qu'on les prive de ce bout de jardin ont protesté. Mesmin a relayé. Et Jacques Chirac, à qui on peut faire confiance en matière d'autorisation de concession, a dit : « Niet ». Merci, monsieur le Maire. On a eu chaud.

Le sablon c'est du béton

Et toc. C'était l'histoire d'une gestion simple et rationnelle. D'une vision à court terme, et d'une mentalité particulière. Le bénéfice financier pour la Ville est supérieur à 2 millions de francs. Le bénéfice écologique est néant. Le sablon, cette « matière impropre », c'est du béton pour les finances. L'arbre, cet empêcheur de recette, passe après. Pour réaliser cette (bonne) opération, la Ville a superbement ignoré le décret N° 79-1108 du 20 décembre 1979 relatif aux autorisations des carrières. Il est pourtant précisé dans son article premier que « ne sont pas soumises à l'enquête publique prévue à l'article 106 du code minier les demandes d'autorisation d'ouverture de carrières à ciel ouvert qui portent sur une surface inférieure ou égale à 5 hectares et dont la production annuelle maximale prévue ne dépasse pas 150 000 tonnes. » Eh bien, la Drir, (Direction régionale de l'industrie et de la recherche), organisme dépendant de la préfecture, n'a pas donné d'autorisation. Ah...c'est vrai, ce n'est pas tout à fait une carrière ce ne sont que des trous. Des petits trous, sur 20 hectares, pour avoir extrait 300 000 m³.

La carrière est inaugurée, mais les trous subsistent. L'association « Sauvons le bois de Vincennes » (3) s'inquiète. « Quelles seront, demande-t-elle à la Ville de Paris, les incidences de ces produits de comblement sur le milieu naturel : perméabilité des sols, drainage des sous-sols, choix des espèces et des espaces prévus en reboisement ?... » « Assez du bois-terrain de marchandage, dit-elle, préservons le caractère forestier. »

Le 2 décembre 1980, le maire de Vincennes, l'U.d.f. Clouet, signait une tribune dans le journal « le Monde. » Il espérait que l'Etat puisse avoir la responsabilité du bois de Vincennes. « Les villes limitrophes, expliquait-il, pourraient espérer participer enfin aux décisions intéressant l'avenir de la vieille forêt. » Qu'en pense aujourd'hui le maire de Paris ? ●

(1) PJEV-85-86...D 1855)

(2) Objet : Approbation d'une convention concédant à l'association « Plaine Saint-Hubert » la gestion de la carrière hippique aménagée sur la plaine Saint-Hubert au bois de Vincennes.

(3) « Sauvons le bois de Vincennes » ; 2, rue Georges Huchon, 94300 Vincennes.

NB. Dans le numéro de Janvier de « Ville de Paris », cet excellent instrument de propagande de « not' bon maire », il y est dit p.49 qu'« une gigantesque opération de reboisement dans le bois de Vincennes, (allée Royale) » était en train de s'effectuer. Ça porte sur 15 hectares. 15 hectares sur 995, il en faudrait des arbres.

LES ENTRETIENS DU JEUDI

de 19 h à 21 h
Salle Marie-Thérèse Eyquem
10, rue de Solférino - 75007 Paris

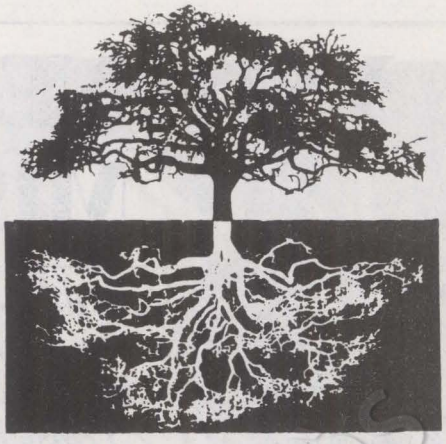
6 Février :
Edwige Avice, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense.

20 février :
Hubert Vedrine, conseiller à la présidence de la République pour les Relations internationales ;
Claude Bartolone, député de Seine-Saint-Denis.

27 février :
Jean Auroux, ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports.

6 mars :
Georges Sarre, secrétaire national aux Relations extérieures.

13 mars :
Claude Germon, député-maire de Massy ;
Daniel Vaillant, secrétaire national adjoint aux Fédérations et au Contentieux.



SANS **ARBRES**, À LA VILLE COMME EN CAMPAGNE, IL MANQUERAIT QUELQUE CHOSE À NOS **PAYSAGES :**

C'est un **PATRIMOINE** QU'IL FAUT PRESERVER, ENTRETENIR, GERER ET RENOUVELER.

ET L'AVENIR DE L'ARBRE PASSE PAR UN **ELAGAGE SOUCIEUX DU PAYSAGE.**

Mission du Paysage,
Ministère de l'Environnement.

Donnons des oreilles à la terre.

Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.



CNT
Caisse Nationale des Télécommunications

ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

20, av. Rapp 75341 Paris Cedex 07 - Tél. : (1) 705.94.39.

YVONNE DESLANDRES, MISS MODE

PAR FABIAN GASTELLIER

Véritable maman du musée des Arts de la Mode, l'ex-chartiste Yvonne Deslandres traque la nippe depuis 25 ans. Elle raconte ici le chiffon, sa passion.

YVONNE DESLANDRES défie le temps. Le temps de la mode, tout d'abord, qui est celui des modes, éphémère et fugitif, qu'elle s'est efforcée de reconquérir, de maîtriser afin d'en faire un additif de poids et de choix à l'histoire de notre civilisation : l'homme, sa vie, son œuvre vues à travers son costume.

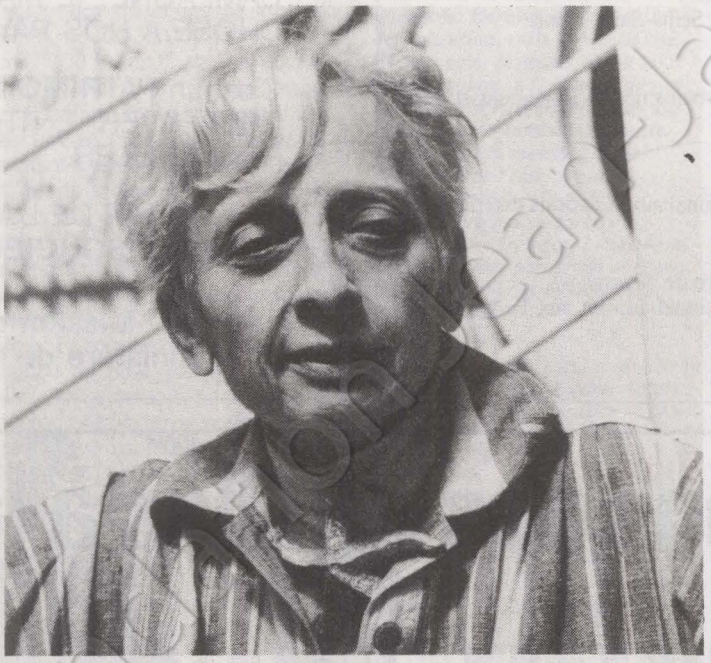
Du XVIIIe siècle à nos jours, le vêtement est la passion coupable et avouée de cette ancienne chartiste aujourd'hui « déléguée générale » de l'Ufac et véritable maman du musée des Arts de la Mode. Sans elle, point de froufrous au pavillon de Marsan. C'est sa collection – impressionnante – qui constitue la moelle épinière du lieu. Plus encore : c'est sa ténacité, sa quête obstinée des trésors cachés au creux des armoires, sa volonté de donner un jour un toit aux habits du passé qui en ont permis la réalisation.

Depuis vingt-cinq ans, Yvonne Deslandres chasse les fringues. Sans répit, elle poursuit les élégantes, recueille les jupes, capes, souliers, gants, éventails ou chapeaux qu'on veut bien lui léguer. Et on n'arrête pas de lui en léguer : impossible de résister à tant de passion, de fougue et de charme mêlés...

Clouée au lit par un méchant accident (le comble pour cette marathonienne de la nippe), Yvonne Deslandres a l'œil et le verbe alertes à défaut du pied. Et pour peu qu'on la branche couture, elle s'enflamme en cinq minutes. Au cœur de ce faubourg Saint-Germain qu'elle habite, surgissent soudain les fantômes de Paul Poiret, Madeleine Vionnet, Worth, Fath. Comme aurait dit l'autre : Yvonne Deslandres ou le temps retrouvé.

« L'UNITE » : On vous appelle la « mémoire de la mode »...

YVONNE DESLANDRES : Mon enfance, ma formation professionnelle m'avaient programmée pour faire carrière dans les musées. Autant dire pour jouer un rôle de second ordre. Parce qu'une femme, à l'époque... Et voilà qu'un beau jour je rencontre monsieur Boucher, alors conservateur du musée Carnavalet, obsédé par l'histoire du costume et désolé du peu de cas que les musées nationaux faisaient de la mode. Ca été le coup de foudre. Je ne vous dis pas pour le monsieur : pour la cause ! Et je me suis retrouvée embarquée dans l'aventure. A notre première exposition, en 1951, je n'étais encore que la timide qui portait les épingles, mais au fond de moi j'étais convaincue.



– De l'importance méconnue de la mode ?

– La mode, ce n'est pas tant le côté chichis-tralala des conversations mondaines, c'est aussi et surtout une trace de civilisation. Cela, on voulait bien à la rigueur l'admettre pour le costume régional – le genre : montre-moi tes sabots, je te dirai qui tu es – mais pas pour le costume civil. C'est grotesque. L'histoire de l'homme des villes et de l'homme des champs passe par son plumage ! Aujourd'hui, on commence à le comprendre. La preuve : l'université découvre une nouvelle race de thésards, ceux qui planchent sur les civilisations racontées par le costume. La mode est née en France et en Italie à la fin du XIVe siècle. C'est une manifestation de l'esprit de la Renaissance que ce soin apporté soudain à l'apparence. A la même époque, les colons abandonnent le Groenland et, donc, coupent les ponts. Or les vêtements des autochtones du Groenland vont régulièrement changer de forme et d'aspect environ cinq années après la France et l'Italie. En allant, en gros, dans le même sens. C'est pas extraordinaire, ça ? Ca ne vous donne pas envie de vous pencher sur la question ?

– Que les étudiants s'y mettent prouve une évolution des mentalités. La remise en question de l'Histoire telle que l'a envisagée un Fernand Braudel a dû y contribuer.

– Certainement. Les hommes participent des mouvements de l'Histoire. C'est en cela qu'il existe une réelle philosophie de la mode. Malheureusement, jusqu'à ce jour elle n'a été écrite que par des gens ne connaissant rien au vêtement, aux tissus.

– Oui mais se passionner pour cela, on vous dira que c'est futile.

– Et blablabla... Mode = superficialité, c'est un préjugé navrant du XIXe siècle. Le code Napoléon a renvoyé la femme au foyer en lui serinant que, puisqu'elle était idiote et inutile, elle n'avait qu'à tuer le temps en devenant coquette. Cela étant, les hommes de l'époque, eux, ne trouvaient pas frivole de se préoccuper de leur tenue et de se promener vêtus de bleu ciel.

– On vous dira aussi que l'histoire de la mode, c'est l'histoire de l'argent.

– Vous avez fini de me démoraliser ? On dit tant d'âneries ! Apprenez qu'à la Renaissance, les serviteurs des cardinaux recevaient douze vêtements par an qu'ils se dépêchaient de redistribuer. Vous imaginez un peu le mouvement, le voyage à travers la société d'un seul de ces vêtements ?

– Mais, en définitive, est-ce que ça existe encore la mode ?

– Ah ça, on me disait sur tous les tons « ma pauvre, un musée ! Mais la Haute-Couture n'est plus ce qu'elle était ».. Et on prenait un air apitoyé devant la vieille gâteuse... Et alors ? le fourmillement actuel des créateurs, c'est passionnant, c'est très positif ! On multiplie les images au lieu de s'identifier uniquement à LA femme par excellence, à savoir la cliente des grands couturiers. Parce qu'avant les années 60, c'était elle qui menait la danse des envies et des reconnaissances. Lors du baby-boom, la société a subi un bouleversement profond. Tous ces gosses, tout à coup, c'était un nouveau style de vie. Et les mômes, eux, ont senti ce changement. Ils n'ont plus eu envie de la garderobe de maman, l'inévitable tailleur Chanel. Ils se sont tournés vers les Etats-Unis. Le jean, une mode facile, pauvre et androgyne : on sautait dans le blouson du copain. Toutes les femmes ont ressenti le port du pantalon comme une revanche sur une injustice séculaire. Et c'est Courrèges qui a pigé ça, l'émancipation féminine, et qui en a fait une mode.

– Et l'élégance là-dedans ?

– Ma pauvre ! C'est quelque



Le tandem : jupes-culottes des élégantes vélocipédistes. Pascal Lebrun



Robe drapée de Madeleine Vionnet. Pascal Lebrun



Pascal Lebrun

Belle époque.



Costumes d'hommes et d'enfants du XVIIIe siècle.

chose qui n'existe plus. C'était l'appanage des femmes oisives. Parce qu'il faut du temps pour accorder votre rouge à lèvres à vos gants, à vos souliers... Et puis il n'y a pas d'élégance sans chapeau. Or, petit a : la vie moderne ne permet plus le port du chapeau et petit b : un beau chapeau doit avoir été coupé sur votre tête et cela reviendrait infiniment trop cher. Mais inutile de pleurer : la mode ne peut aller contre

(suite en page 32)

(suite de la page 31)

son temps, les couturiers sont condamnés à réussir tout de suite alors on s'adapte. Je me rappelle un jour où j'ai larmoyé sur la fermeture d'une maison de couture d'une exceptionnelle qualité. Le patron est venu et m'a dit : « Eh oui, je fabriquais les plus belles diligences de Paris. Mais hélas, on ne voyage plus en diligence... »

– Mais vous en conviendrez : les créateurs qui pullulent à la petite semaine, ce n'est pas la mode...

– Si, c'est la mode. Justement. En revanche, ce n'est pas l'histoire du costume. La mode, c'est une nécessité économique des pays riches où la consommation est rapide. D'où, sans arrêt, des nouveautés pour une clientèle qui blémit à l'idée de n'être plus « dans le coup ». Le costume, c'est quelque chose de révolutionnaire or personne depuis Courrèges n'a fait de vraie révolution. Le costume appartient à l'histoire. C'est le temps qui, en définitive, juge et conserve.

– Vous continuez pourtant votre chasse aux habits ?

– Plus que jamais. En ce moment je suis à la recherche d'un manteau-paysage, une invention de la maison Dorothée bis dans les années 70. On n'en retrouve aucun et ils n'ont plus les laines pour en refaire. Vous ne pouvez pas lancer un appel par hasard ?

– Certainement...

– Et puis, je suis à l'affût de tout ce qui se fait, partout. Evidemment, je suis à genoux devant Issey Miyake, le seul authentique génie de ces temps ; l'homme qui a bousculé la monotonie du traditionnel costume européen. Mais je vous livre un scoop : mon cœur bat aussi pour Johnny Hallyday. Je l'observe depuis ses débuts et l'évolution de sa tenue vestimentaire m'intéresse diablement. Ce type, il a permis aux Français de s'évader de leurs trois-pièces-flanelle. Ce mec est géant ; J'irais bien lui quémander quelques frusques. Vous avez son adresse ?

A LA GLOIRE DU FROU-FROU

Là, un gant raconte une vie, ici un jupon trousse une société, plus de 4 000 m² sont dédiés au frisson du plissé soleil, au masochisme du vertugadin et au vertige de la petite robe noire : la mode entre au musée du Louvre.

PAR FABIAN GASTELLIER

C'EST le couronnement de l'ourlet, le sacre de la dentelle : la mode vient d'entrer au musée. Très officiellement et cérémonieusement, dans la cohabitation vestimentaire amusée du strict ministériel (encore fortement majoritaire) et du destructuré artiste, le Tout Paris et le Tout Chiffon ont fêté l'événement sous les combles du pavillon de Marsan lifté par Daniel Kahane et Jacques Grange. Cinq étages d'expositions (soit plus de 2 000 m² à visiter de haut en bas), deux centres de documentation, une bibliothèque, un laboratoire de restauration, d'importantes réserves et un sous-sol destiné à abriter le futur Institut de la Mode : au total plus de 4 000 m² dédiés au frisson du plissé-soleil, au masochisme du vertugadin et au vertige de la petite robe noire.

Trop vaste ? Certainement pas. Un peut trop réduit, même, car aussi impressionnant soit-il, l'espace est ici compté et ne pourra guère être agrandi. Il faudra faire avec. Et Dieu sait si les idées ne manquent pas...

Tout d'abord, éviter de métamorphoser le musée des Arts de la Mode en un lieu mort et figé dans le drapé des collections. Il est urgent que les objets inanimés aient, ici, une âme. C'est pourquoi, en plus d'un fonds permanent, sorte de gimmick du costume, les expositions seront multiples, nombreuses et variées : expositions annuelles thématiques ou d'actualité se relaieront donc, agrémentées de spectacles audiovisuels, de débats et de rencontres tous azimuts entre professionnels du taffetas et industriels. Car on a tendance à trop l'oublier : la mode est l'un des secteurs les plus florissants de la vie économique française. 31,4 milliards de francs de chiffre d'affaires à l'exportation pour 1984, ça ne se traite pas par-dessus la jambe.

D'où, également, la nécessité d'encourager la vocation de ceux qui rêvent de manier l'aiguille afin de ne plus seulement vivre sur le patrimoine et les acquis du présent immédiat, mais aussi de prévoir la relève. C'est la mission de l'Institut français de la Mode, qui ouvrira ses ateliers début 1987 et permettra la formation des créateurs de demain (les élèves sont pour la plupart issus de grandes écoles type H.e.c. ou Arts Déco) en leur offrant la possibilité non négligeable d'étudier les travaux des créateurs d'hier.

Et ils auront de quoi faire avec la conjugaison des collections de l'Union française du Costume (U.f.a.c. : 9 000 tenues complètes et quelques 32 000 accessoires allant du XVIIIe siècle à nos jours, le trésor d'Yvonne Deslandres) et des sections textile et costume de l'Union des Arts décoratifs (U.a.d. : 15 000 échantillons de textile, 1 500 costumes, 7 000 accessoires, 10 000 photographies, etc., l'ensemble veillé par Nadine Gasc). Dans les merveilles de l'U.f.a.c., on chuchotte même que se trouvent quelques perles tels le chapeau historiquement cabossé du président Loubet lors de l'Affaire Dreyfus, la robe de mariée de B.B. (on ne précise pas de quel mariage), un costume signé Dali ou bien encore une jaquette créée par Jacques Douvet pour Cléo de Mérode (58 cm de tour de taille, ma gaine me tue).

Pour l'heure, le musée à démarré avec un somptueux rêve en trois actes : « Moments de mode », mis en espace par Alfredo Arias, qui nous promène d'un pourpoint Louis XIII jusqu'à la veste-frac d'Elsa Schiaparelli (1950), en passant par les bonnets de la Révolution, les derrières retroussés des tenues de « visite » du XIXe ou les nonchalances garçonnes des années-charleston, divinement réinventées dans un wagon de l'Orient Express. Ici, un gant raconte une vie ; un jupon, une société. Et qu'on ne nous dise pas que le musée Galliéra, sous l'égide de la Ville de Paris, suffisait à l'histoire du vêtement : on n'aura jamais assez de lieux pour ressuciter les satins et les moires des civilisations disparues.

Gamma



Le président et Madame Mitterrand inaugurant le Musée des Arts de la mode.

BILAN D'UNE LÉGISLATURE

CINQ ANS DE SOCIALISME DU POSSIBLE DE A à Z

IV. CULTURE

L'ENFANT CHERIE DE LA GAUCHE

par Lucien CURZI

ACCROCHEE pareille à une broche sur le complet empesé de l'Etat, la culture avec minuscule se posait « avant » comme un luxe difficile pour complaire aux états d'âme d'un pouvoir étatique satisfait de lui-même. Depuis, les temps ont changé puisqu'elle est devenue, en à peine cinq ans, un moyen, prioritaire entre tous, de sauver et d'interroger le passé, de relier hier à aujourd'hui, de connaître et donner à voir le présent, d'ouvrir enfin toutes grandes les écluses du savoir, de l'émotion et de l'action à tous ceux déjà motivés qui y aspirent, mais aussi aux autres, nombreux, qui jusque-là n'ont pu s'asseoir à la table du banquet.

La culture étouffait, dans son étroit domaine cerclé par une vaste friche. Il manquait, et la volonté politique et l'imagination pour qu'elle puisse s'assurer, comme maintenant, un espace matériel, sensoriel et humain privilégié.

L'intelligence, travaillée par le désintéressement, eux-mêmes soutenus par de puissants moyens pouvaient, seuls, et sur le long terme, la sortir du ghetto où elle était reléguée. Le partage des prérogatives entre, d'une part l'Etat mécène principal, les acteurs de la sauvegarde et de la recherche qui défrichent, aident et stimulent et de l'autre les autorités régionales et le mouvement associatif, a facilité des rapprochements, instauré ou restauré les termes de la confiance, sinon accru l'initiative locale. Et l'esprit d'innovation, croisé au besoin de coopération, se sont imposés au bénéfice de tous.

Or, le bilan de cet immense effort en faveur de la responsabilité, qu'elle soit personnelle ou collective, est si probant, si manifeste, que personne ne se risque à le contester. Aucune force politique, hormis la gauche, n'a été à même, il est vrai, de valoriser à ce point les choses de la création, pour les placer dans leur vrai éclairage au service des hommes ; aucun ministre de la Culture, avant Jack Lang, n'a été comme lui à la hauteur d'une tâche multiforme, dans la mesure où opiniâtreté, argent et mobilité, ne lui ont pas fait défaut.

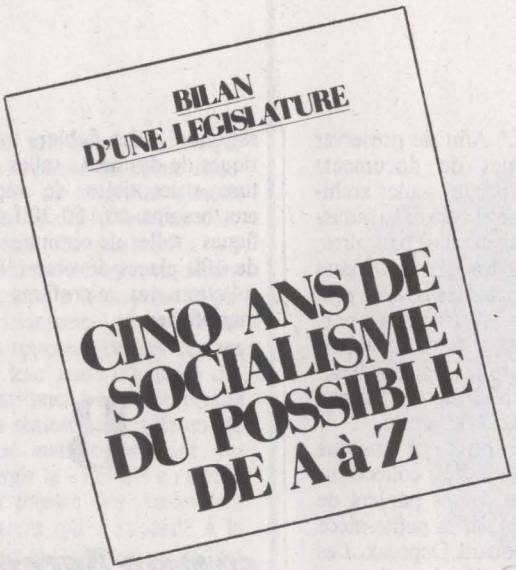
Tout, naguère, s'enfonçait dans la routine, qui lasse la volonté et sclérose la décision. Tout accusait un consternant retard, un retard préjudiciable aux citoyens, surtout aux populations des zones rurales, aux personnels de la culture, au patrimoine, à la caisse de l'Etat, aussi à l'image de nos habitudes que nous renvoyait le monde. Il fallait donc adapter les outils propres à pouvoir le rattraper, mais aussi investir sans tergiverser, tant en idées qu'en effectifs, et en programmes.

De cette mission, la gauche s'est acquittée avec honneur si elle a agi, souvent, dans la discrétion. Elle l'a conduite avec conviction, esprit de suite, souplesse et générosité, s'attachant patiemment à négocier, à décentraliser, à encourager et à diffuser. Jamais encore la Culture n'avait connu un tel essor puisque sa part représente dans l'exercice en cours — et malgré la restriction des dépenses de l'Etat — 0,96 % de son budget général (0,47 % auparavant). Jamais encore, dispensée dans la gratuité, mais avec lucidité, elle ne s'était accompagnée d'une telle volonté à s'inscrire au vif des réalités contemporaines : dans la dynamique réelle de l'essor économique et social.

Beaucoup devait être tiré du médiocre, presque tout attendait d'être créé. Un choix modeste, parmi les milliers d'actes recensés, actions entreprises et poursuivies avec ténacité depuis 1981, a été esquissé ci-dessous. Il propose des faits, repères sûrs et suffisamment éloquents au reste, pour satisfaire aux exigences de la démonstration. Si les ressources n'ont pas manqué pour délivrer la Culture de son isolement, l'esprit insufflé par une politique fondée sur une alliance entre l'ancien et les nécessités du jour, le nouveau et le risque a été, et demeure, l'élément décisif pour raffermir et accélérer la mutation en cours.

(suite en page 34)

Fondation Jean-Jaurès



IV. CULTURE

L'ENFANT CHERIE DE LA GAUCHE

par Lucien CURZI

ACCROCHEE pareille à une broche sur le complet empesé de l'Etat, la culture avec minuscule se posait « avant » comme un luxe difficile pour complaire aux états d'âme d'un pouvoir étatique satisfait de lui-même. Depuis, les temps ont changé puisqu'elle est devenue, en à peine cinq ans, un moyen, prioritaire entre tous, de sauver et d'interroger le passé, de relier hier à aujourd'hui, de connaître et donner à voir le présent, d'ouvrir enfin toutes grandes les écluses du savoir, de l'émotion et de l'action à tous ceux déjà motivés qui y aspirent, mais aussi aux autres, nombreux, qui jusque-là n'ont pu s'asseoir à la table du banquet.

La culture étouffait, dans son étroit domaine cerclé par une vaste friche. Il manquait, et la volonté politique et l'imagination pour qu'elle puisse s'assurer, comme maintenant, un espace matériel, sensoriel et humain privilégié.

L'intelligence, travaillée par le désintéressement, eux-mêmes soutenus par de puissants moyens pouvaient, seuls, et sur le long terme, la sortir du ghetto où elle était reléguée. Le partage des prérogatives entre, d'une part l'Etat mécène principal, les acteurs de la sauvegarde et de la recherche qui défrichent, aident et stimulent et de l'autre les autorités régionales et le mouvement associatif, a facilité des rapprochements, instauré ou restauré les termes de la confiance, sinon accru l'initiative locale. Et l'esprit d'innovation, croisé au besoin de coopération, se sont imposés au bénéfice de tous.

Or, le bilan de cet immense effort en faveur de la responsabilité, qu'elle soit personnelle ou collective, est si probant, si manifeste, que personne ne se risque à le contester. Aucune force politique, hormis la gauche, n'a été à même, il est vrai, de valoriser à ce point les choses de la création, pour les placer dans leur vrai éclairage au service des hommes ; aucun ministre de la Culture, avant Jack Lang, n'a été comme lui à la hauteur d'une tâche multiforme, dans la mesure où opiniâtreté, argent et mobilité, ne lui ont pas fait défaut.

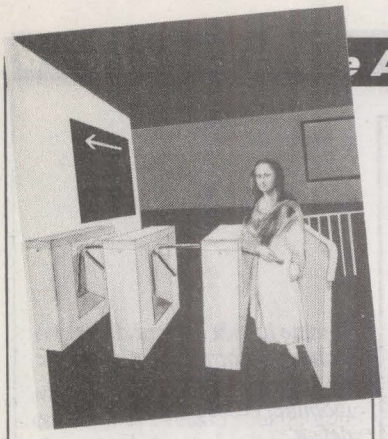
Tout, naguère, s'enfonçait dans la routine, qui lasse la volonté et sclérose la décision. Tout accusait un consternant retard, un retard préjudiciable aux citoyens, surtout aux populations des zones rurales, aux personnels de la culture, au patrimoine, à la caisse de l'Etat, aussi à l'image de nos habitudes que nous renvoyait le monde. Il fallait donc adapter les outils propres à pouvoir le rattraper, mais aussi investir sans tergiverser, tant en idées qu'en effectifs, et en programmes.

De cette mission, la gauche s'est acquittée avec honneur si elle a agi, souvent, dans la discrétion. Elle l'a conduite avec conviction, esprit de suite, souplesse et générosité, s'attachant patiemment à négocier, à décentraliser, à encourager et à diffuser. Jamais encore la Culture n'avait connu un tel essor puisque sa part représente dans l'exercice en cours — et malgré la restriction des dépenses de l'Etat — 0,96 % de son budget général (0,47 % auparavant). Jamais encore, dispensée dans la gratuité, mais avec lucidité, elle ne s'était accompagnée d'une telle volonté à s'inscrire au vif des réalités contemporaines : dans la dynamique réelle de l'essor économique et social.

Beaucoup devait être tiré du médiocre, presque tout attendait d'être créé. Un choix modeste, parmi les milliers d'actes recensés, actions entreprises et poursuivies avec ténacité depuis 1981, a été esquissé ci-dessous. Il propose des faits, repères sûrs et suffisamment éloquents au reste, pour satisfaire aux exigences de la démonstration. Si les ressources n'ont pas manqué pour délivrer la Culture de son isolement, l'esprit insufflé par une politique fondée sur une alliance entre l'ancien et les nécessités du jour, le nouveau et le risque a été, et demeure, l'élément décisif pour raffermir et accélérer la mutation en cours.

(suite en page 34)

Fondation Jean-Jaurès



(suite de la page 33)

A

comme Auteurs

Ils ne cessaient de se plaindre. Les voici bien plus écoutés qu'avant. En effet, l'aide à la création s'est considérablement accrue, passant de 23,92 M.f. entre 1977 et 1981 à 79,05 M.f. entre 1982 et 1986. Et l'auteur a quelque peu changé de statut : le voici à présent coproducteur. Il peut, s'il le désire, proposer lui-même son texte, sans projet de réalisation immédiate, à la Commission d'aide à la création dramatique. Si son texte est retenu, cet auteur se voit récompensé par une prime de 3000 francs et une subvention est mise deux années durant à sa disposition, subvention dont 90 % pourront être versés, sur sa demande, au metteur en scène ou bien à la compagnie qui s'engagera à monter sa pièce. En outre, une aide spécifique (de 3 M.f. en 1985) est attribuée au « Jardin d'hiver » de Lucien Attoun, véritable laboratoire de recherche d'auteurs où se lisent en moyenne 500 manuscrits par an pour en monter quelques-uns de façon succincte. Enfin, le nouveau cahier des charges des C.d.n. prévoit un quota d'œuvres contemporaines françaises à respecter chaque saison.

comme Archives

Mémoires de la nation, les archives de France sont placées sous la tutelle du ministère de la Culture. Ses trois mille kilomètres de rayonnage ont été mieux ouverts aux chercheurs. Les efforts ont tendu à mieux canaliser et abriter le flot continu des archives nouvelles. A ces fins, le budget a été doublé, passant entre 1981 et 1985, de 73,2 M.f. à 144,5 M.f.* Afin de préserver ces montagnes de documents représentées par les seules archives du monde du travail (industrielles, commerciales, bancaires, syndicales et associatives), cinq dépôts déconcentrés ont été prévus. Le premier ouvrira ses portes fin 1986 à Roubaix, dans l'ancienne usine des établissements Motte-Bossut, château d'industrie du XIXe siècle.

Plusieurs dons ont marqué l'enrichissement des collections publiques, citons les papiers de Jaurès donnés par sa petite-nièce et ceux d'Edouard Depreux. Les Archives du Nord ont reçu 200 plaques de verre photographique témoignant des rues, monuments et manifestations de Lille et de sa création avant 1914.

comme Acquisitions

Le montant des crédits consacrés à l'achat de documents exceptionnels a fait un bond remarquable : de 0,13 M.f. à 9,02 M.f. Ont pu être achetés en particulier : les archives du grand imprimeur Firmin-Didot, des correspondances comme celles de Fersen à Marie-Antoinette, de Turenne à Condé, trois journaux de navigation de Lapérouse, 24 cartons de papiers ayant appartenu au conventionnel Brissot, ses correspondances avec Danton, Robespierre, Sieyès.

comme Accueil et recherche

Pour répondre à la demande accrue de chercheurs de plus de 80 pays, il a été décidé de créer un Centre d'Accueil et de Recherche des Archives Nationales (Caran) dans la partie nord-est du quadrilatère formé par les Hôtels de Soubise et Rohan à Paris. Confiée à l'architecte Stanislas Fiszer, l'édifice sera achevé fin 1987. Il offrira d'indispensables équipements : salle des inventaires où sera regroupée la totalité des instruments de recherche et où sera possible l'interrogation directe « en conversationnel » des fichiers informatiques de données : salles de lecture susceptibles de répondre aux besoins de 150-300 scientifiques ; salles de séminaire ; salle de 100 places dévolue à la consultation des microfilms et des microfiches.

B

comme Bureau contemporain

Suscité par la Délégation nationale des Arts Plastiques, un concours international de mobilier de bureau a permis de dégager dix prototypes mis au point grâce à une collaboration designers-industriels. De son côté, l'atelier de recherche et de création du Mobilier national a réalisé, lui aussi, des prototypes de chantiers en association avec cinq créateurs : Haminsky pour un guéridon-sculpture, Pierre Paulin pour un mobilier de bureau de prestige, Patrick Rubin pour la création du mobilier du petit salon du ministre de la Cuture, Philippe Stark s'occupant d'un complément de mobilier pour l'Elysée, J.-M. Wilmotte créant un mobilier pour le salon d'attente du ministre de la Culture et la création du mobilier de bureau de l'ambassade de France à Washington.

comme Bande dessinée

Trente étudiants sur un cycle de trois ans suivent les cours d'un atelier-école de Bande dessinée créé à la rentrée 1983-1984 à Angoulême. L'enseignement est dispensé par des professionnels, scénaristes et dessinateurs, dans les matières suivantes : dessin-bande dessinée, illustration-graphisme-scénario, techniques d'impression, sémiologie, histoire du roman et du récit. Cet atelier, financé à hauteur de 1,2 M.f. est chargé d'expérimenter les nouvelles techniques vidéo et de travailler sur une palette spécifique aux info-graphistes.

comme Bibliothèque Nationale

L'effort consenti a permis à la vieille dame de la rue de Richelieu de se relancer dans l'accueil unique du dépôt légal et de s'ouvrir mieux à la demande du public. Pour assurer la survie des livres et périodiques menacés de tomber en poussière à cause de l'acidité des papiers, un plan de sauvegarde permet : leur microfilmage (1 million de pièces à ce jour au seul département des Estampes) ; l'installation, avec l'aide de la Datar, d'une station de désacidification de masse qui, dès fin 1986, traitera 300 volumes par jour ; le développement du centre de Provins pour le traitement et la reproduction de la presse de province (sous forme de microfilms), et du centre de Sablé pour la conservation et la reproduction du livre (sous forme de microfiches monovues).

Afin de rattraper un considérable retard en matière de catalogage, l'informatique, inexistante jusqu'en 1981 à la B.n. y est entrée de plain-pied avec le choix du système G.e.a.c. pour créer une base bibliographique générale qui doit contenir à terme les notices de tous les documents reçus par dépôt légal, achats, dons, échanges. Au démarrage, la base contiendra 400 mille notices. En complément, la B.n. se dote d'un Centre de reproduction de qualité, qui permettra l'accès rapide au document souhaité, l'original étant, lui, à l'abri. C'est ainsi qu'a été entreprise, et accélérée, la réhabilitation, puis l'aménagement de l'immeuble de la rue Vivienne, où sont installés les services informatique, d'entrées et de catalogage automatisé des livres et périodiques. Deux périodes à retenir sur l'évolution des crédits, qui ont autorisé cette sortie de tunnel : de 1977-1981 à 1982-1986 (**), leur volume de fonctionnement est passé de

192,69 M.f. à 384,20 M.f. ; celui de l'équipement de 87,04 à 372,34 M.f.

C comme Commande publique

Stimulation sans précédent, au niveau budgétaire, de la commande d'œuvres à des sculpteurs. En 1983, le fonds spécial avait dégagé 5 M.f., en 1984 9 M.f., l'an passé 24 M.f. A cette enveloppe consacrée en hommages à Léon Blum, Jaurès, Rimbaud, Jean Moulin, etc., il faut ajouter 40 M.f. pour la commande publique d'œuvres d'art dans les monuments historiques appartenant à l'Etat. En outre, la règle du 1 % jouant pour les grands travaux, une cagnotte de 50 M.f. est prévue pour la décoration du Parc de la Villette et pour les niches du Grand Louvre. Au total, 200 monuments ont pris place ou sont en voie d'être installés dans les espaces publics auxquels ils apportent un enrichissement visuel et formel.

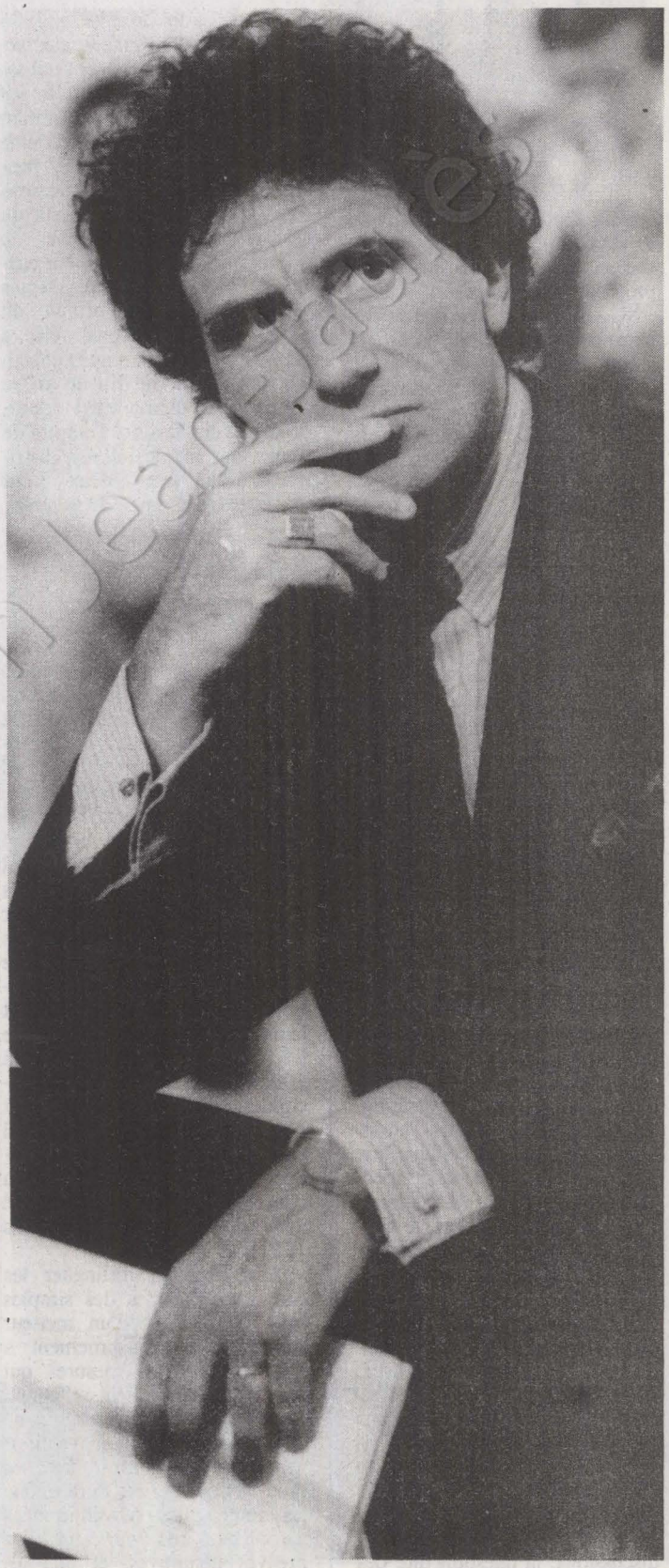
comme Centres dramatiques nationaux

Principalement implantés en région parisienne et en province, ils ont largement fait leurs preuves (en 1981-1982, ils avaient touché plus d'un million de spectateurs, une augmentation de 15 % par rapport à 1980-1981). Pour permettre la continuité de leur rayonnement spécifique, un effort considérable a été entrepris en leur faveur (88 % d'augmentation des crédits dès 1982). Cette restauration des moyens s'est accompagnée de la mise en œuvre de nombreuses réformes, principalement à l'intérieur du cahier des charges où l'on a, dès 1982 mis l'accent sur la nécessité de confier une mise en scène par an à un metteur en scène indépendant et de respecter chaque saison un quota d'œuvres contemporaines françaises. En outre, et pour éviter que la décentralisation ne soit trop saisie par le « parisianisme », une limitation des tournées de ces centres hors de leur zone d'activité devrait contribuer à leur recentrage sur leurs régions. Par ailleurs, de nouvelles institutions sont venues élargir la « famille » : tels le nouveau théâtre des Amandiers de Nanterre qui a succédé à la maison de la culture et à l'ancien C.d.n. ou bien le théâtre de Gennevilliers et le théâtre du Campagnol (Châtenay-Malabry et Antony) devenus C.d.n. Tels, encore, le T.n.p. de Villeurbanne, le théâtre national de Marseille et le théâtre national de la Salamandre à Lille, tous trois pratiquement devenus « théâtres nationaux de région » de par leur importance. On ajoutera encore à cette liste non exhaustive la naissance d'une nouvelle génération d'établissements aux structures plus souples que les C.d.n. et qui se sont implantés au cœur des villes petites et moyennes : le théâtre Paul Scarron du Mans, le théâtre des Fédérés de Montluçon, le théâtre des Deux-Rives de Rouen, la Compagnie Dominique Houdart d'Epinal, le théâtre quotidien de Lorient, le théâtre régional de Poitou-Charentes de Poitiers, la Compagnie Pierre Santini de Champigny-sur-Marne, la Compagnie du Chapeau Rouge d'Amiens et le théâtre de la Soif nouvelle de Fort-de-France en Martinique. Du côté des particularités, on relèvera aussi la nomination de Jérôme Savary, démissionnaire de son poste à la tête du C.d.n. de Montpellier, à la direction du théâtre du Huitième à Lyon, qui sera régi par un nouveau statut, différent de celui des C.d.n. Savary chouchou ?

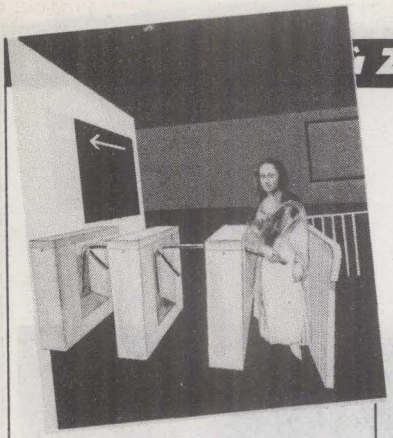
comme Cirque

C'est le vrai nouveau venu, qui végétait dans la misère jusqu'en 1982 où une réelle politique du cirque a vu le jour. Des sous, tout d'abord. De 1982 à 1986, les

(suite en page 36)



Jack Lang, ministre de la Culture.



(suite de la page 35)

crédits alloués à cette discipline se sont portés à 83 M.f. contre seulement 10,10 M.f. lors de la précédente législature. Dès 1983, un cirque national a été constitué, confié à Alexis Grüss junior, le directeur du Cirque à l'ancienne, dont la mission est de redorer le blason de ce mal-aimé de la Culture. Par ailleurs, un Centre national de formation aux Arts du Cirque, implanté à Châlons-sur-Marne, pourvoit à la formation d'animateurs spécialisés, à la création d'un service d'information, de documentation et de recherche (pour que le cirque ait ses archives) ainsi qu'à la mise en route de l'Ecole supérieure des Arts du Cirque (ouverte en octobre 85), véritable vivier d'artistes formés en quatre années à l'acrobatie, l'art dramatique, l'art clownesque, l'art équestre, la danse et la musique.

comme Comédiens

L'Etat de grogne et de rogne. La grève, même. Sur fond de colère. Premier motif : une profession très durement touchée par le chômage et mal indemnisée. Sur ce point, les négociations ouvertes avec les partenaires sociaux ont permis l'adoption d'un régime spécifique aux personnels intermittents du spectacle dans la réforme générale des Assedic. Par ailleurs, le gouvernement a décidé d'aménager pour ces professions le régime de solidarité, et un décret doit prochainement être présenté à cette fin. Second motif de rage : l'explosion du paysage audiovisuel qui n'a guère pris en compte les droits des artistes. Utilisés dans un film, réutilisés par la télévision puis pour la vidéo pour le même travail, le comédien ne gagnait pas un centime de plus. Aujourd'hui, après de longues discussions, la question dite des « droits voisins » semble enfin clarifiée. La loi du 3 juillet 1985 reconnaît effectivement aux acteurs le droit d'autoriser l'utilisation qui est faite de leur travail ainsi que le droit à rémunération à cette occasion. Un troisième point, tout aussi sensible, concernant l'insertion professionnelle des jeunes acteurs issus du Conservatoire de Paris et de l'Ecole de Strasbourg, vient également d'être amélioré. Depuis 1983, la nouvelle formule du Jeune Théâtre National veille à ce que ces élèves trouvent effectivement du travail. En un an, le J.t.n. a participé à vingt coproductions et a favorisé l'emploi de cent vingt anciens élèves, distribuant au total deux cent soixante-treize mois de salaires.

comme Compagnies

Les compagnies dramatiques indépendantes sont plus d'un millier, professionnelles et semi-professionnelles confondues. Du théâtre du Soleil d'Ariane Mnouchkine aux minuscules équipes encore à la recherche d'un public, le champ est vaste. Ces compagnies sont régies en deux groupes. Les premières, déjà reconnues pour leur travail, sont dites « hors commission », ce qui signifie qu'elles sont directement subventionnées par le ministère (et leurs subventions sont passées de 27,50 M.f. en 1981 à 100,33 M.f. en 1985) ; les secondes, plus débutantes, sont dites « en commission », ce qui signifie qu'elles sont subventionnées sur avis d'une commission consultative (plus régionale et moins « parisienne » depuis 1982).

Afin de bien distinguer les compagnies réelles des simples projets ponctuels d'un metteur en scène, le gouvernement a décidé en 1984 (mesures qui prendront leur plein effet en 1986) que nulle compagnie ne pourra accéder au subventionnement avant d'avoir fait ses preuves deux années durant, que les compagnies subventionnées auront cinq ans pour faire leurs preuves définitives, et que les comités d'experts qui distribuent les crédits pourront, au bout d'une période probatoire de trois ans, proposer l'arrêt du subventionnement de certaines compagnies si elles n'ont pas confirmé les progrès attendus. Draconiennes à première vue, ces mesures permettront certainement d'éviter bien des erreurs en donnant d'importants moyens à des entreprises pour le moins farfelues. Mais ces compagnies ont souvent besoin d'un lieu de travail ou d'accueil. C'est pourquoi le gouvernement a attribué 1,5 M.f. à l'Onda (Office national de diffusion artistique) pour encourager les théâtres parisiens à les recevoir dans leurs murs. Dans un but similaire, 750 000 F. ont été attribués à douze théâtres de Paris et de la province pour les aider dans leur politique d'accueil et le ministère a acquis, sur Paris, le bail du théâtre de l'Athénée où les jeunes compagnies se succèdent pour le meilleur et pour le pire tout en récoltant, sur 1983-1984, une fréquentation de 70 %. Par ailleurs, une aide à l'équipement a été apportée à certains lieux préexistants (Aquarium, Epée de bois) ou à de nouvelles salles (Déjazet, Bastille, Escalier d'or).

comme Centres nationaux

Lancé dans le but de promouvoir et de diffuser la création artistique, le Centre national des Arts plastiques (C.n.a.p.) s'est activé en vue de l'acquisition pour le compte de l'Etat, des œuvres contemporaines, sinon de développer la commande publique, en même temps qu'il a concouru aux missions d'éducation, de formation et de recherche. Un autre Centre national, celui de la Photographie (responsable : Robert Delpire) est aussi un outil neuf. Ses prérogatives couvrent l'attribution de bourses d'étude et d'achats d'œuvres. Doté de 6,5 M.f. en 1983 et de 14,2 M.f. en 1984, il a élu domicile dans les locaux du Palais de Tokyo. Le Centre édite la collection « Photo-Poche » (22 titres parus à ce jour dont un Cartier-Bresson et un Nadar) et « Photogénies ». En 1985, le Centre a organisé, au Collège de France, un colloque international consacré à Eugène Atget.

comme Création industrielle

Fondée en 1982, l'Ecole Nationale Supérieure de Création Industrielle forme des étudiants à la conception et à la fabrication de produits de haut niveau dans les domaines du mobilier, de l'habitat, du matériel électrique, de la chaussure, du luminaire et du jouet. Effectifs : 80 élèves pour les cinq ans de scolarité. Dotation pour travaux : 9 M.f., auxquels s'ajoutent 9,5 M.f. de moyens financiers consolidés. Trois projets de créateurs-résidents ont été homologués : projet d'U.l.m. de nouveau type (J.-M. Geiser) ; projet de Trimaran (Mourgue et Hardy) ; projet de miroir d'essayage électronique (J.-C. Bourdier).

comme Cinéma

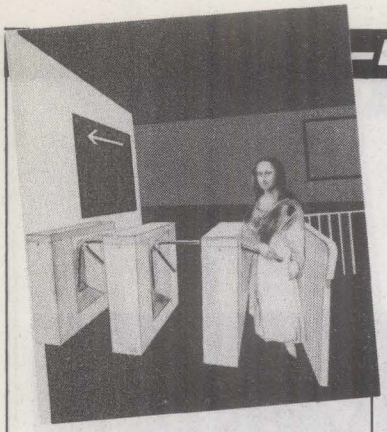
Les signes d'une énième crise du cinéma français sont réunis en dépit du maintien de la production à un niveau record : en 1985, 140 longs métrages ont été produits et un taux de croissance à l'exportation de 20 % l'an. En dépit aussi d'une aide colossale à la création cinématographique : 4,3 M.f. en 1981 à 87 M.f ; cette année ! Hélas, par suite du boum de l'audiovisuel, de Canal Plus au premier chef, la fréquentation des salles va en diminuant. Dans le dispositif de mesures prises pour parer à la détérioration de cette situation et aux effets désastreux dus à l'anarchie du marché de l'offre et de la demande de films sur le petit écran, relevons une augmentation des versements des chaînes audiovisuelles au fonds de soutien au cinéma.

Les crédits de l'avance sur recettes ont permis d'aider à la réalisation de 40 films en 1984 (27 en 1981, 42 en 1983). Et l'aide de la commission a été affinée au point de prévoir, en faveur des auteurs de scénarios, une aide à l'écriture et l'assis-

(suite en page 38)



Collection Jean-Jaurès



(suite de la page 36)

tance d'un scénariste, sinon un coup de pouce aux « pilotes », en permettant même des bouts d'essais sur lesquels une promesse d'avance peut être réenvisagée.

En outre, une politique axée sur l'essor des accords de production, de distribution ou d'échanges facilitant la pénétration des marchés étrangers a porté et porte des fruits. Sur ce secteur, les crédits publics se sont élevés à 1,1 M.f. (1981) à 10,9 M.f. (1986).

comme Court métrage

La disparition des « Programmes de première partie » dans les salles avait privé le court métrage de son débouché. Aussi, une Agence de diffusion a-t-elle été créée en 1983, qui regroupe les producteurs et les réalisateurs. Depuis lors, 30 M.f. ont été investis afin de favoriser la réalisation de films de court métrage.

comme Cinémathèque française

Là aussi, le bilan est incontestable et riche d'actions, qui vont dans le sens d'une mutation de cette institution. Une évaluation : le budget a triplé, passant de 7 M.f. à 24,2 M.f. Il a notamment servi : à ce que les films sur support nitrate soient entreposés dans des cellules de conservation ultra-modernes à Bois-d'Arcy ; à ce que les films sur support acétate soient stockés au fort de Saint-Cyr dans des locaux équipés de régulateurs de température ; sans compter que l'entreposage du film de sécurité sera possible dans un bâtiment dont la construction est programmée à Saint-Cyr.

De grandes restaurations ont été assurées : « les Vampires », de Louis Feuillade (1915), « La Roue », d'Abel Gance (1923), « la Passion de Jeanne d'Arc », de Carl Dreyer (1928). La bibliothèque-musée qui a ouvert ses portes en 1982 a permis de traiter 320 mille documents. Et 6.000 plaques de verre peintes à la main ou imprimées (conservées par le musée Henri Langlois) que projetaient jadis les lanternes magiques, sont en cours de duplication. Ses moyens lui assurant une large autonomie, la programmation de la Cinémathèque française est la plus importante au monde. La Fête du cinéma, en septembre dernier, a donné lieu à la projection, inédite jusqu'alors en France, de la version intégrale de « Napoléon » d'Abel Gance et de ses célèbres triptyques.

D

comme Diffusion du film

Le système législatif et réglementaire français dans le domaine audiovisuel est compatible avec le Traité de Rome, selon un arrêt du 11 juillet 1985 de la Cour de Justice des Communautés Européennes. Aussi, après concertation avec les professionnels du cinéma, un décret d'application de la loi sur la communication a fixé à un an le délai de priorité des œuvres cinématographiques pour la diffusion en salles. Une commission animée par le directeur général du C.n.c. donne un avis sur des dérogations en fonction des résultats d'exploitation des films en salles. Ainsi les œuvres sont utilisées sur leur circuit traditionnel avant que ne puisse intervenir leur passage sur les circuits de télévision et leur emmagasinage sur vidéo-cassettes.

Mais cette mesure ne peut être efficiente sans que soit poursuivie la piraterie audiovisuelle — représentant 25 % de la totalité du marché — sapant gravement les intérêts des auteurs, artistes-interprètes et producteurs de vidéogrammes et phonogrammes. La loi du 3 juillet 1985 adoptée à l'unanimité par le Parlement met à la disposition du C.n.c. les pouvoirs de contrôle suffisants pour qu'une efficace protection sociale soit garantie aux professions lésées. A ce titre : le droit moral des réalisateurs sur leurs œuvres est renforcé ; l'extension de cinquante à soixante-dix ans de la durée de protection des œuvres musicales est sûre ; de même qu'est prévue la protection des logiciels par le droit d'auteur.

E

comme Enseignement musical

De modeste il y a cinq ans, la participation de l'Etat à l'enseignement musical spécialisé a connu et connaît une progression sans précédent puisque cinq écoles nationales de Musique à vocation départementale ont été créées ces trois dernières années. Et la Direction de la Musique a classé quarante-six nouveaux établissements au rang d'Ecoles Nationales de Musique. En crédits, le renouveau est net : de 128,81 M.f. à 227,14 M.f. en quatre ans, le quart des 119 établissements contrôlés ont été logés dans des locaux neufs, ou rénovés, avec le soutien du ministère.

F

Commes Fêtes et Forts

Unir dans le même effort animations culturelles et rencontres sportives, rock, danse, cinéma, vélo et planche à voile, voitures à pédales et relais pédestre : ce n'est pas la moindre originalité de Fêtes et Forts. Sous l'égide de Banlieues 89, l'ensemble de ces manifestations vise à révéler des lieux de la périphérie, des tracés urbains — qui sont à l'origine des propositions de Roland Castro, Michel Cantal-Dupart et leur équipe, pour un Grand Paris — et à promouvoir de nouvelles relations entre les administrations — vouées au décloisonnement — les communes de banlieue et les départements, conduits à travailler ensemble et non plus seulement en rapport avec la ville-centre.

Deux éditions déjà, entre le 14 juillet et le 4 août, ont permis en 1984 et 1985 d'animer en plein été des lieux abandonnés de tous sauf de leurs habitants. Elles n'ont pas toujours trouvé leur public, en particulier par défaut d'échos médiatiques. 1986 aura plus d'ambition, en cherchant notamment à mieux s'enraciner dans la vie associative locale. Mais toujours dans l'esprit d'une grande fête. Un rendez-vous majeur de l'été.

G

Comme Grands projets

Grands projets : des musées et un opéra, un carrefour de la communication, des écoles de danse et de musique, des centres d'études de la mer, des parcs, un ministère des Finances, un institut du monde arabe... Ils sont neuf à Paris, treize en province plus quatre salles de rock, sur le modèle du Zénith qui fonctionne à la Villette depuis deux ans. Soit un programme d'une ambition sans précédent, à la mesure du retard pris dans ce pays en matière d'équipements culturels et de qualité esthétique et urbaine des constructions.

Aussi les grands projets du

président symbolisent-ils le renouveau de l'architecture : signés par des grands architectes, ils réhabilitent souvent des bâtiments de valeur, d'un couvent du XVIIe aux châteaux d'industrie en passant par la galerie du Museum d'histoire naturelle.

Nouveaux espaces de fête, de spectacle, de rencontre, ils expriment les mutations à l'œuvre dans toute la France : soif de musique, de communication, de culture scientifique et technique. L'engagement financier — 15,6 M.f. (valeur juin 1984) — a fait couler beaucoup d'encre. Mais l'investissement — qui ne représente guère plus qu'un T.G.V.-Atlantique ou deux tranches nucléaires — doit être apprécié au vu de son impact économique : 10.000 emplois mobilisés en région parisienne, le développement d'industries de pointe, une vitrine exceptionnelle pour les entreprises et les bureaux d'études. Le fait que l'enveloppe budgétaire prévue n'ait pas été plus bousculée que le calendrier suffit, en soi, à éveiller l'admiration.

Grâce à cette diligence, les grands projets commencent à s'ouvrir au public. La Villette (voir article) mais aussi une partie de la Corderie royale de Rochefort, l'école de la photographie d'Arles, le Zénith de Montpellier et la cour carrée du Louvre, inaugurés tous trois en février. En octobre prochain viendra le tour de l'institut du Monde arabe et en décembre celui du musée d'Orsay.

Ailleurs, les chantiers s'engagent ou avancent au pas de course, ne serait-ce que pour éviter des remords en cas de changement de majorité à l'Assemblée nationale. L'opposition a sur ce terrain engagé de vives polémiques. Mais elle semble aujourd'hui moins pressée de vilipender ces « dispendieux » investissements qui ont la chance de plaire au public, l'avantage de transformer Paris sans dommage pour le budget de la capitale — n'est-ce-pas M. Chirac ? — et l'honneur de redorer le blason culturel de la France, qui en avait bien besoin.

(suite en page 40)



Gamma

Charles Trenet chante pour François Mitterrand, lors de l'inauguration du Zénith, le 12 janvier 1984.



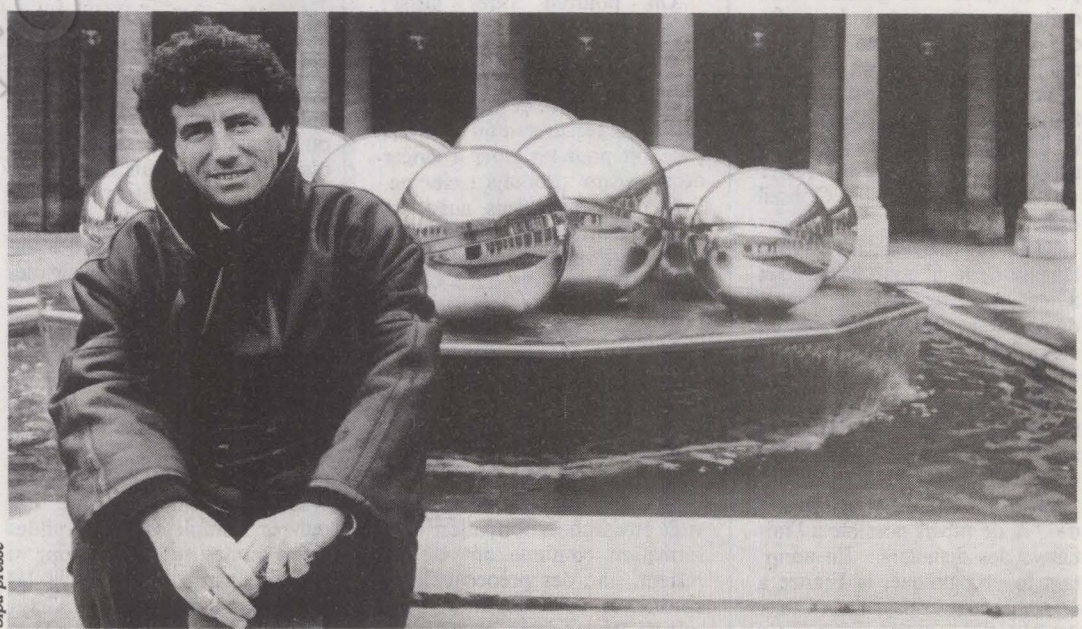
Pascal Lebrun

Le « Malaguène », statue de Picasso, par César.



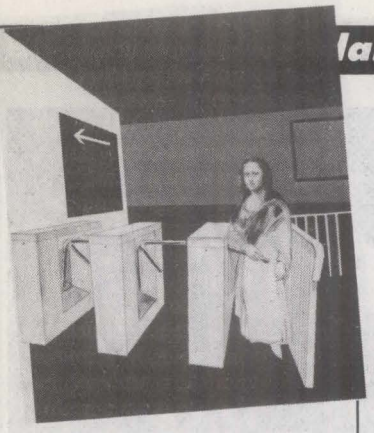
A.f.p.

Jack Lang entre Roland Petit et Rudolf Noureev.



Sipa-presse

Au Palais-Royal, à Paris, le fontaine aux boules de Pol Bury.



(suite de la page 39)

comme Historique

La situation critique dans quoi se trouvait le livre en 1981 (récession affichée de moins 3,5 %), était due à deux facteurs essentiels : politique strictement marchande qui favorisait le changement rapide des stocks d'ouvrages faciles à gros tirages — cela grâce à de fortes remises offertes par les gros distributeurs — manque d'incitation à défendre le secteur des ouvrages de fonds alors pénalisés, y compris ceux de la recherche littéraire. D'emblée, la Direction du Livre et de la Lecture a vu tripler sa dotation : de 1977-1981 à 1982-1986, les crédits gonflent de 1.297,3 à 3.861,18 M.f. Mais encore fallait-il mettre bon ordre à l'anarchie des prix. Aussi, la loi qualifiée d'historique du 10 août 1981 instaurant un système de prix unique pour les livres complétée, après une guérilla conduite par certaines grandes surfaces, par celle du 7 mai 1984 (la modifiant en conformité avec le Traité de Rome), s'est vu confirmée comme légale, à la fois par la Cour de Justice des Communautés Européennes (arrêt du10-01-1985) et le Conseil d'Etat (8-02-1985).

Cette loi vise donc à : garantir l'avenir de la création littéraire et à assurer la richesse de la production éditoriale, maintenir un réseau national de librairies ; donner leur chance aux petites maisons d'édition ; réinstaurer un nouvel équilibre en confiant aux éditeurs la responsabilité de fixer le prix de vente des livres au public, tout en laisant une marge de 5 % de rabais possible à l'initiative des détaillants. En adoptant le prix unique, la France a rejoint les autres pays de la C.e.e. dans lesquels sont en vigueur des systèmes comparables. Le bilan de trois années d'application est, dans l'ensemble, positif avec une tendance des prix à la baisse.

I

comme Institut du monde arabe

Siège tout neuf pour l'Institut, qui ouvrira ses portes à l'automne 1986 face à Notre-Dame de Paris. Créé en 1980 par dix-neuf pays, rejoint en 1984 par la Libye, l'Institut sera un centre de rayonnement de la culture arabo-islamique en Europe. Sur 25 mille mètres carrés, il disposera d'une médiathèque, d'un auditorium de 400 places, d'un musée de la civilisation arabe et de l'art islamique, d'une bibliothèque et d'un espace de 2.800 m^2 destiné aux expositions temporaires.

comme Industries culturelles

On pourrait titrer aussi : comme Innovation car, pour la première fois, des crédits publics viennent encourager des entreprises artisanales et industrielles, soit pour les tirer d'un mauvais pas, soit pour les aider à lancer de nouveaux produits : cinéma, livre et disque, mais aussi les métiers d'art et la facture instrumentale. Pour ces industries en 1983, 1984, 1985, 20 M.f. ; pour « Culture et technologies nouvelles », 50,65 M.f. et 50 M.f.

comme Ifroa

Quel que soit le secteur d'activités envisagé, la formation et la formation continue ont été, et restent, une des préoccupations constantes. Avec l'Institut français de Restauration des Œuvres d'Art, leur nécessité est confirmée. Doté de 3,4 M.f. par le C.n.a.p. en 1984, l'Ifroa offre une formation initiale à 52 étudiants et assure la formation continue à 52 artisans, artistes et salariés. Il met notamment au point une banque de données accessible aux professionnels : mise sur informatique d'un inventaire complet des résines synthétiques, naturelles, pigments, charges, additifs, solvants utilisés en restauration.

L

comme Lettres

Le Centre National des Lettres est une institution discrète et active. Ses ressources proviennent de 2 taxes : 0,20 % sur les ouvrages vendus en librairies (dispense pour les petits éditeurs) et 3 % sur la vente de tout le matériel de reprographie. Son avoir serait maigre si l'Etat n'apportait de substantiels crédits, qui ont quadruplé : ils sont passés, de 1977-1981 à 1982-1986 de 20,87 à 88,17 M.f.

Le C.n.l. s'est efforcé d'apporter : une aide accrue à la publication des revues littéraires faute de quoi leur parution n'aurait pas été possible — de 0,8 M.f. à 3,2 M.f. — , complétée par une aide à la diffusion dans la mesure où elle assure un certain nombre d'abonnements dans des universités ou des centres culturels étrangers — 1 M.f. en 1985 ; d'inciter à faire traduire des ouvrages majeurs en octroyant des allocations de trois mille à quinze mille francs aux traducteurs, qui s'ajoutent à la rémunération versée par leur éditeur, et des bourses de 37 ou 57 ou 100 mille francs, destinées à la traduction d'ouvrages étrangers méconnus.

Grâce à l'aide du C.n.l., des œuvres complètes, de grandes séries ou des introuvables ont vu le jour, parmi lesquelles : les Œuvres complètes, de Victor Hugo (Laffont), Diderot (Hermann), Voltaire (Gallimard), Michelet (Flammarion), les correspondances de Proust (Plon), George Sand (Garnier), Mallarmé (Gallimard), les Corpus des Œuvres de Philosophie de langue française (Fayard), etc. En outre, des aides financières aux auteurs sont apportées, réparties selon trois modes : « années sabbatiques » — cent mille francs l'une — , bourses de création — cinquante-sept mille francs — et bourses d'encouragement — trente sept mille francs. Enfin, réclamée depuis longtemps, la Maison des Ecrivains accueillera cette année le C.n.l. dans l'Hôtel d'Avejan. Ce sera, à la fois, un lieu culturel et de rencontre, un espace de travail et de recherche et de surcroît un organe de services. Sa gestion sera confiée entièrement aux auteurs eux-mêmes.

comme La Villette

La Villette : il y a eu le Zénith, la Grande Halle, la Géode... Après un enfantement douloureux, la Cité des Sciences et de l'Industrie va pousser son premier cri dans la nuit du 13 au 14 mars, à l'occasion de la rencontre entre la comète de Halley et la sonde européenne Giotto. La Villette, sur qui semblait s'acharner le mauvais sort, prend enfin tournure, alors que les plantations d'arbres annoncent le futur parc : au printemps, les premières « folies » sortiront de terre et les travaux de la Cité de la Musique débuteront. En 1989, l'Est parisien et la banlieue limitrophe seront transformés par cet ensemble majeur.

Pièce maîtresse du site, la Cité des Sciences et de l'Industrie est le prototype d'une nouvelle génération de musées consacrés à la culture technologique. Il ne s'agit plus seulement de montrer mais de faire participer, pour une réelle compréhension de cette science qui inquiète autant qu'elle émerveille. L'enjeu est de taille, à l'aube d'une nouvelle ère industrielle fondée sur la communication.

Aussi La Villette, sur la totalité du site, sera-t-elle à la fois lieu de rencontres et de découvertes, espace de jeu et d'expérimentation. Pour tous.

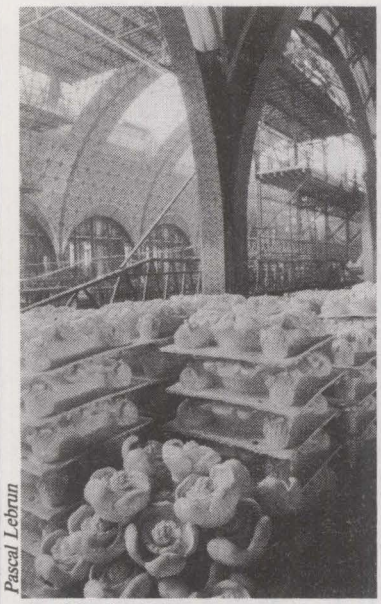
M

comme Musées

Au fil des années, l'intérêt envers le patrimoine croît en nombre et au plan des exigences. Aussi, de formidables apports ont été consentis dans le courant de la présente législature qui bouleversent, ou sont en passe de le faire, moyens et structures, de sorte que les Musées de France puissent répondre à la demande de leurs publics (près de 11 millions de visiteurs en 85 ; 1,5 million dans les expos de la Réunion des Musées Nationaux et près de 2 millions au musée national d'Art Moderne), mais aussi à celles des conservateurs, des gardiens et des formateurs. Ce devoir national, qui fonde la légitimité de l'action ministérielle se poursuit. Toutes enveloppes confondues, le budget marque un effort sans précédent si on considère les deux périodes comparables (voir ci-dessus 1.593,09 M.f. « avant » 4.708,19 M.f. pour 1982-1986 !

Prenons le seul chapitre des acquisitions d'œuvres exceptionnelles : la dotation antérieure plafonnait à 12 M.f. et elle atteignait en 1985 36 M.f. ! Ces quatre dernières années, notamment, ont été très fructueuses.

(suite en page 42)



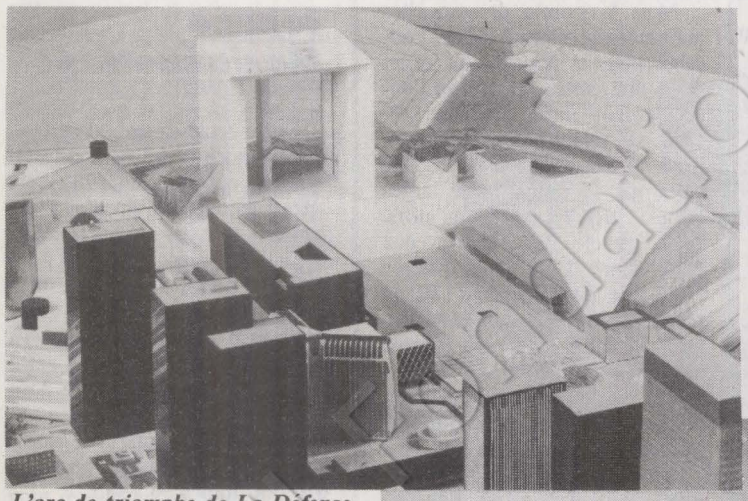
Pascal Lebrun

Le Musée d'Orsay.



Gamma

Aménagement du Grand Louvre : la pyramide de verre de Pei.



L'arc de triomphe de La Défense.



Keystone

Le Musée Picasso, installée à l'Hôtel Salé, dans le Marais.

Fondation Jean-Jaurès



(suite de la page 41)

Qu'on en juge avec le budget d'acquisition des musées classés (32) et contrôlés (plus de 1.000) : il est passé de 2,1 M.f. à 30,8 M.f. Cette manne a autorisé nos institutions à se compléter, à se dépoussiérer, à se rénover et à s'ouvrir mieux à ceux pour qui elles existent. Exemples : ouverture du splendide Musée Picasso à l'Hôtel Salé ; extension du musée Fernand Léger de Biot ; restauration des parties (déjà) usées des bâtiments du Centre Georges Pompidou et rénovation scénographique des salles du musée national d'Art Moderne sous la direction de Mme Gae Aulenti ; poursuite de l'aménagement d'Orsay, futur musée de l'art du XIXe siècle (budget quadruplé) ; lancement du « Grand Louvre » avec la déjà fameuse pyramide de l'architecte I.M. Peï qui deviendra le plus vaste, sinon le plus beau musée du monde ; ouverture du remarquable musée national des Arts de la Mode et du Costume dans l'aile du pavillon de Marsan au Louvre ; extension du musée de la Préhistoire aux Eyzies de Tayac, etc. Ainsi, le paysage muséographique de notre pays est en train de se modifier dans le sens d'une irréversible mutation.

La gestion de la Direction des Musées de France, jusque-là très centralisée, gagne en souplesse. Un nouveau partage des responsabilités va permettre aux chefs d'établissements de se voir confier la gestion de tous les crédits de fonctionnement et de petit équipement concernant leur musée. Mais le « centre » continuera à gérer les dépenses de personnel, les achats et les restaurations.

comme Mémoire de l'éphémère

De plus en plus de compagnies ou de centres dramatiques sont aujourd'hui conscients qu'il est important, pour les générations à venir, de constituer une bibliothèque de théâtre. Non plus de simples textes, mais des transcriptions filmées des mises en scène, vouées ou non à la diffusion. C'est la maison Jean Vilar à Avignon qui abritera cette mémoire de l'éphémère que sont les archives, permettant en cela la sauvegarde d'un nouveau patrimoine culturel. Si la plupart de ces réalisations (réalisées grâce, notamment, à une subvention de 3,2 M.f.) ne sont pas destinées à être vues, bien des films de théâtre sont cependant à mettre en chantier de façon à pouvoir alimenter les nouveaux canaux de diffusion. C'est l'Arcanal (signe barbare qui recouvre une extension de l'Office culturel pour la communication audiovisuelle) qui se chargera de cette mission, rendue entre autres possible par une nouvelle clause portée au cahier des charges des C.d.n., clause obligeant les centres à filmer au moins un de leurs spectacles tous les trois ans. Par ailleurs, le ministère a signé une convention avec Radio-France prévoyant la création radiophonique en 1985, sur France-Culture, de 10 manuscrits sélectionnés par la Commission d'aide à la création.

comme Musiques (et D comme Danse)

Les Français sont-ils musiciens ? Les faits battent en brèche les idées reçues, qui voudraient que leur sensibilité ne soit pas en accord avec la musique et la danse. Or, il s'agit, dans ce double secteur, de la création et de la diffusion, d'une « explosion », symbolisée par la Fête de la Musique, lancée en 1982 (elle se déroule le 21 juin au Solstice d'été) et est marquée par des centaines d'initiatives auxquelles participent dix millions de musiciens et d'amateurs. En 1985, cette Fête a connu une extension avec l'Année européenne de la Musique décidée par 23 pays. Israël, la Yougoslavie et le Japon s'y sont associés.

Le programme des chantiers illustre avec éloquence la politique de la gauche. Rappelons : l'Opéra de la Bastille, par Carlos Ott (salle de 2.700 places, studio de 280 places) dont l'ouverture est prévue pour 1989 ; la nouvelle Ecole de la Danse de l'Opéra de Paris à Nanterre ; l'Ecole supérieure de Danse à Marseille ; les nouveaux locaux du Conservatoire national supérieur de Musique de Lyon (ancienne école vétérinaire, quai Chauveau) ; la Cité de la Musique à la Villette (elle abritera : l'Institut national de Pédagogie musicale ; un auditorium ; le nouveau Conservatoire national supérieur de Musique de Paris ; le Musée de la Musique (collection exceptionnelle) ; 3 salles : une de 2.300 places ; une annexe de 800 places ; une salle de quartier de 300 places.

Mais la pointe des priorités aura été, et continue d'être, l'enseignement et la formation. A cet effet, une carte scolaire de l'enseignement musical établie région par région en concertation avec les élus, a été dressée. Elle a permis de pourvoir de larges zones délaissées jusqu'alors. Ainsi, ont été classé 46 nouveaux établissements au rang d'Ecole Nationale de Musique (119 au total) et 50 nouveaux établissements l'ont été au rang d'école agréée (120 au total).

Là, encore, les chiffres sont édifiants : l'aide à l'enseignement musical a été portée de 578,70 à 1.209,98 M.f. Jamais encore, la musique n'avait connu dans ce pays une si prodigieuse avancée. Ce que ces chiffres recouvrent est impossible à rapporter ici. Néanmoins, on peut noter en vrac : l'institution d'un diplôme de professeur de musique ; la renaissance d'orchestres au sein des deux conservatoires nationaux ; au titre de formation aux métiers de l'orchestre, création de l'Orchestre Français des Jeunes et de l'Académie de l'Orchestre ; une relance de la facture instrumentale française, dont les crédits ont été multipliés par dix ; la création d'un grand orchestre de jazz et du Studio des Variétés ; l'ouverture du Zénith, qui a enregistré, depuis son ouverture en janvier 84, plus de 1 million d'entrées.

Toutes pratiques confondues (musiques traditionnelles, fédérations, jazz, chanson, chant choral, etc.) l'évolution des crédits dessine une haute courbe : en 1980, 6 M.f., en 1985, 42,8 M.f. Et la danse, dans la même période, n'est pas en reste, qui a vu les aides à l'enseignement passer de 7 à 24,9 M.f. Aux neuf compagnies implantées en régions se sont ajoutées neuf autres. Au chapitre de la diffusion et de la création, même phénomène : de 96 à 218,68 M.f. ! La danse comme discipline expressive, intelligente et autonome du corps humain connaît ainsi un ascendant. Il est tel que les outils neufs offerts à cet art sont encore à perfectionner. Et son public, déjà impressionnant, est à mieux satisfaire encore.

comme Marionnettes

Une renaissance. Pratiquement ignoré (1,63 M.f. de subventions générales en 1981), cet art est aujourd'hui en pleine expansion avec des crédits portés à 6,22 M.f. en 1985 (dont 100.000 francs d'aide au festival de Charleville-Mézières). Cette profession tend de plus en plus à se regrouper au sein d'un Centre national de la Marionnette dont la subvention, demeurée à 100.000 francs durant de nombreuses années, a été portée à 620.000 francs en 1985.

N

comme Nouveaux publics

Quatre ans, à peine, pour qu'une mini-révolution s'accomplisse. Le milieu scolaire est désormais branché, par l'intermédiaire de la Mission d'action culturelle du ministère de l'Education Nationale, sur les musées

devenus lieux pédagogiques majeurs. Cette métamorphose a pu s'accomplir grâce à la gratuité des visites-conférences scolaires. Les crédits alloués à ce poste : 3 M.f. en 1983, 4,3 en 1984, 5 en 1985. Les visites-conférences collectives s'élevaient à 13.750 en 1981, mais 25.450 en 1984 ! Cette action a été concomitante : à la création d'Ateliers dans les collections permanentes, tel l'Atelier de Masques au musée des Arts Africains et Océaniens, auquel sera adjoint un Atelier de Calligraphie ; aux visites-explorations, qui entraînent les jeunes à faire des parcours-enquêtes dans les collections ; à l'animation pour les enfants : l'expo. Turner a permis l'accueil de 250 groupes de jeunes (14-18 ans) ce qui a pu déboucher sur un concours à l'issue duquel 115 classes ont envoyé une œuvre originale inspirée par le peintre anglais et réalisée en commun.

En outre, des travaux d'accessibilité dans les musées (ascenseurs et plans inclinés) facilitent les visites d'handicapés, de leur côté, les mal-entendants ont désormais la possibilité de suivre des visites en langue des signes, sous la conduite d'une conférencière.

Si l'instauration de la gratuité d'entrée, le mercredi, s'est révélée décevante — les « tours-opérators » en profitaient — celle offerte aux jeunes de moins de 18 ans, et la pratique du tarif réduit à ceux de 18-25 ans se sont révélés comme un succès.

P

comme Protection du patrimoine

Dans son acception élargie, le patrimoine est enfin entré dans l'ère contemporaine : conserver n'est pas incompatible avec le

(suite en page 44)

Gérard Depardieu, Tartuffe dans la production du Théâtre national de Strasbourg.

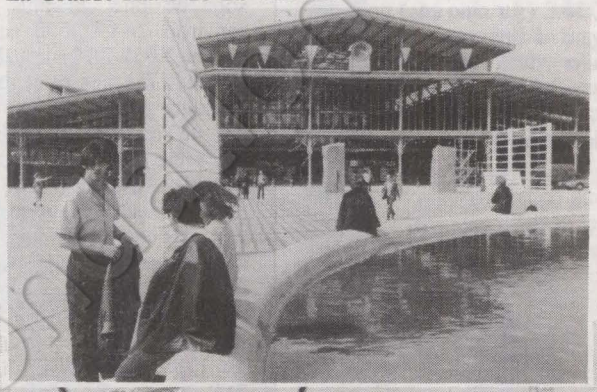


Gamma



Colloque du cinéma européen, en novembre 1984.

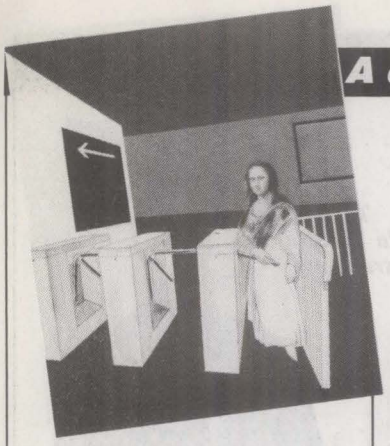
La Grande Halle de La Villette.



La Géode à La Villette.



Sipa-presse



(suite de la page 43)

souci de la création ; et la protection peut ne pas aller à l'encontre du progrès. En ce sens, dans l'esprit d'une décentralisation réelle, l'Etat s'est posé l'obligation de se délester de pouvoirs importants au profit des collectivités locales. On aura une idée des résultats avec ces seuls chiffres : 196 postes de chercheurs ont été créés, tandis que les crédits de recherche ont progressé de 73 %. Sauvée, la cathédrale de Nantes, sauvés la Halle de Blois, l'église Toussaint à Angers, le château de Belfort...

La production de matériaux traditionnels a été relancée : tuiles plates en terre cuite en Franche-Comté, bardeaux de bois en Aquitaine, laves et lauzes en Bourgogne, ardoises et briques en terre cuite en Midi-Pyrénées etc.

Classements et inscriptions touchent désormais, un nouveau secteur. Exemples : 166 ouvrages d'art et édicules (des croix aux moulins, des kiosques modernes), 141 boutiques, cafés, restaurants, 102 édifices publics (20 établissements hospitaliers), 67 gares et ponts, 29 théâtres et cinémas, 48 fermes agricoles etc. En outre, la liste des monuments visitables a été allongée, et une archéologie « préventive », qui permet au passé, enfin reconnu, de s'inscrire dans les activités du présent, a été partout encouragée. Désormais, le patrimoine ethnologique (ex. : paroisse bouddhiste Lao en milieu français) vient compléter le savoir des archives au sol. Et la carte archéologique informatique concerne plus de 60 mille sites répertoriés.

R

comme Restauration

L'action jugée irremplaçable des très nombreuses associations du patrimoine a été reconnue : leurs crédits d'intervention, de 1981 à 1985 ont plus que doublé, atteignant 25,8 M.f. Les crédits dévolus à la restauration et à la réutilisation des monuments historiques ont, eux aussi, doublé. D'importants chantiers ont été ouverts : les Invalides (1981), le Val de Grâce (1982), le Panthéon (1985), ou sont en état d'être achevés tel celui de la cathédrale de Strasbourg. Au titre de la réutilisation, citons quelques objectifs exemplaires : la Manufacture de Rames d'Abbeville (culturelle), l'Hôtel Bony, rue Traversière à Paris (privée), l'Abbaye aux Dames, de Caen (Conseil régional).

L'accueil du public dans les monuments est devenu une préoccupation constante au point que la Caisse nationale des Monuments Historiques et des Sites consacre, après emprunt, 100 M.f. (sur cinq ans) pour des travaux d'aménagement, en particulier dans les châteaux de Bussy-Rabutin, Chambord, Tarascon, et à l'Abbaye de Montmajour (Arles).

S

comme Salles de théâtre

On rénove, on innove. De 1950 à 1979, l'action du ministère de la Culture en faveur du réseau des salles de théâtre bénéficiait en moyenne de 3 M.f. par an. En 1979, la ligne budgétaire s'est trouvée supprimée. Rétablie en 1982 avec une dotation de 22 M.f., elle est passée l'année suivante à 49 M.f. pour ne cesser de se maintenir autour des 40 M.f. Grâce à ces subventions, le ministère permet le financement d'opérations importantes à travers la France : des rénovations à Boulogne-Billancourt, Thionville ou encore Vénissieux ; mais aussi des constructions comme à Hérouville-Saint-Clair et des aménagements comme à Angers (Compagnie Anne Delbée), dans le Nord-Pas-de-Calais (Centre dramatique) ou bien encore à la Cartoucherie de Vincennes.

T

comme Théâtre (et surtout théâtres nationaux)

On connaît la rengaine comme quoi le théâtre est le seul secteur culturel qui ne peut survivre sans subventions. Car c'est ainsi : même si les spectateurs sont de plus en plus assidus (environ 2 450 000 sur 1985 contre 2 052 884 sur 1981 pour les seuls théâtres et centres dramatiques nationaux), les spectacles ne sont plus rentabilisés par leur seule présence au creux d'un fauteuil. Aussi la gauche a-t-elle jugé nécessaire de donner très vite un coup de fouet à l'art dramatique : le budget du théâtre et des spectacles a accusé une augmentation de 78 % de 1982 sur 1981. Encore en progression sur 1983, ces crédits ont cependant connu une certaine décélération les années suivantes (+ 15 % seulement sur 1984 et à peine + 1 % sur 1985), ce qui n'a pas manqué de susciter quelques grincements de dents. Cela dit, au total, les crédits consacrés au théâtre au cours de cette législature auront été supérieurs de 69 % en francs constants au total des crédits qui lui ont été affectés entre 1977 et 1981. Dans cette enveloppe, ce sont surtout les théâtres nationaux — et principalement la Comédie-Française, encore en augmentation de 5 % pour 1986 — qui se sont taillé la part du lion (1 231,52 M.f. entre 1982 et 1986 contre 934,19 M.f. entre 1977 et 1981) ; même si cette suprématie n'est plus aussi forte qu'avant (elle représentera 37 % du budget général du théâtre en 1985 contre 48,54 % en 1981). Toujours dans ce secteur de « prestige » marqué, entre autres, par la fermeture du théâtre de l'Est parisien pour travaux et par la nomination de Jacques Lassalle à la tête du théâtre national de Strasbourg, on notera tout de même deux relatifs échecs : le règne contestable de Jean-Pierre Vincent au « Français » et le flottement du théâtre de l'Europe confié à Giorgio Strehler qui n'y a guère pratiqué de réelle politique de création. L'effort du gouvernement, en cinq ans, aura également porté sur la formation et l'enseignement (avec des crédits passés de 1,65 % du budget du théâtre à 2,10 %). On relèvera dans ces domaines un renforcement conséquent des départements d'art dramatique dans les conservatoires nationaux de région et la création, aux Amandiers de Nanterre, d'une école originale liée à l'activité spécifique de ce théâtre. On relèvera également un resserrement des liens entre l'art dramatique et l'école (une quarantaine de compagnies ont été associées à plus de 70 établissements scolaires), opération qui a nécessité un crédit particulier de 2,4 M.f.

comme Tuc

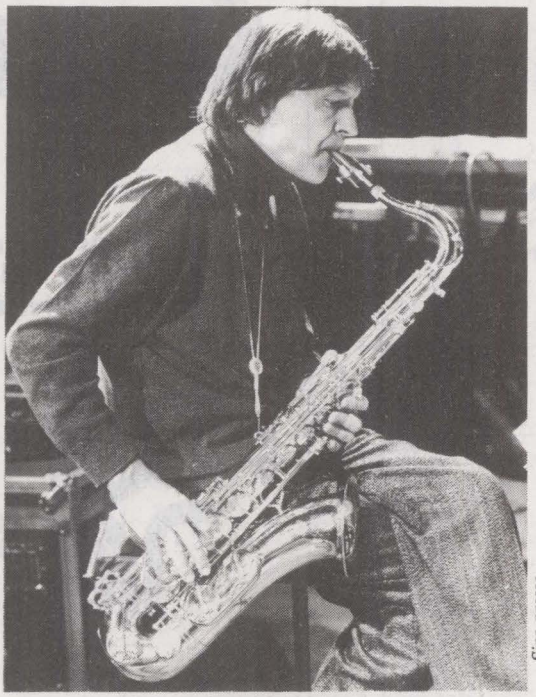
Les Travaux d'utilité collective emploient, dans le secteur du patrimoine, dix mille jeunes de 16 à 25 ans. Ces stagiaires s'occupent de l'entretien léger, de la mise en valeur des édifices et de leurs abords, d'appui aussi à l'accueil du public et d'animation culturelle. Des tucistes sont aussi employés à des activités de recueil de traditions orales comme le font ceux de Clio, à Chartres, ou à l'inventaire photographique d'objets en dépôt.

V

comme Hôtel de Vigny

Spécialistes, responsables de l'aménagement du territoire et

public ont à leur disposition, depuis un an, une vaste documentation rassemblée par l'Inventaire général sur les édifices, œuvres et objets légués par les siècles. Restauré, l'Hôtel de Vigny, 10, rue du Parc-Royal (Marais) est une superbe demeure qui abrite le Centre National de Documentation sur le patrimoine. Sont mis à la disposition des utilisateurs : une bibliothèque spécialisée, des terminaux d'ordinateur et des lecteurs de microfiches, qui peuvent interroger la banque d'images et la base de données sur l'architecture. Celles-ci seront complétées bientôt



Sipa-presse

Michel Portal pendant les répétitions de l'Orchestre national de jazz.

Fête de la Musique, tous les 21 juin.



Gamma



Le donjon de Philippe-Auguste mis à jour par les fouilles de la Cour Carrée.

François Mitterrand posant pour les élèves de la nouvelle Ecole nationale de photographie, inaugurée à Arles, le 2 février dernier.



par une banque d'images sur les objets mobiliers. Et l'ensemble des données du ministère de la Culture relevant de l'Histoire de l'art sera accessible depuis le centre de l'Hôtel de Vigny. Cette année, l'Hôtel de Croisilles voisin accueillera les archives et la bibliothèque des Monuments historiques, qu'il sera possible, pour la première fois, par tout un chacun, d'être consultées.

(*) Tous les chiffres des lignes de crédits sont à apprécier en francs constants.

(**) Les budgets des périodes 1977-81 et 1982-86 sont mis en parallèle pour une lecture immédiate et faciliter la comparaison.

centre national des Arts plastiques

ministère de la Culture

Centre National des Arts Plastiques
27, avenue de l'Opéra
75001 Paris

UN NOUVEAU LIEU : LE HALL DU CNAP

O.U.V.E.R.T. A.U. P.U.B.L.I.C.

27 avenue de l'Opéra, le Hall du CNAP

- informe : contacts et documentation
- documente : consultation de revues, catalogues...
- vend : livres et guides sur l'art, bijoux-cartons, sculptures-pâte d'amande, cartes postales et affiches d'artistes contemporains
- expose : une exposition par mois. B.D. en janvier, Nouvelles Technologies de l'Image en février, Peinture algérienne..., des écrivains vus par des photographes...
- présente : les mardis audiovisuels du CNAP.

D.I.V.E.R.S.I.F.I.E.

Les Arts Plastiques, c'est la peinture et la sculpture, mais aussi la photo et le graphisme, la création industrielle et les métiers d'art, la bande dessinée et les nouvelles technologies de l'image et la mode... et les arts culinaires.

A.C.T.I.F.

Pour toutes ces disciplines, le CNAP prévoit : des bourses, des subventions, des avances, des achats d'œuvres, des commandes publiques, des ateliers, des aides à l'édition, des lieux d'exposition, des écoles d'art, des actions internationales, des galeries de prêt...

VENEZ : 27 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS
Tél. : 42.61.56.16.

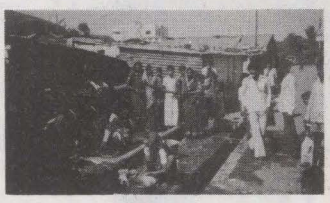
transexel

est un groupement de Sociétés de Service à la disposition des collectivités pour :

.la création
.la gestion
.l'organisation
.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
TEL : 778.16.60 TELEX : 610579

CONTRÔLER LA TUBERCULOSE DANS UN BIDONVILLE, EST-CE POSSIBLE ?





A Pune (Inde), l'A.C.I.A.D. a contribué à rassembler plusieurs médecins et travailleurs sociaux pour élaborer un projet de contrôle de la tuberculose à l'échelle d'un bidonville.
La gravité de cette maladie, sa rapidité de propagation en Inde, malgré les efforts nationaux et internationaux pour la contrôler, la complexité des problèmes sociaux qui y sont liés (interruption du traitement, alcoolisme, chômage, etc.) et leurs dramatiques conséquences sur le plan médical (apparition de bacilles résistants, surmortalité infantile entre autres) en font un problème crucial de santé publique.
Nous pensons qu'en s'associant de façon volontaire, des professionnels compétents sur un ou plusieurs des aspects de ce problème, peuvent mettre en place une stratégie pour y remédier, localement dans un premier temps.

NOUS LES AIDONS A S'ORGANISER ET RECHERCHONS LES FONDS NÉCESSAIRES AU DÉMARRAGE DE CE PROJET.
L'A.C.I.A.D. est une association loi 1901 dirigée et assistée par des sociologues, des médecins et des économistes qui ont l'expérience du terrain. Le sérieux et la compétence de cette équipe lui ont valu le soutien de nombreux organismes français et européens.
Un don, même modeste, de votre part est précieux pour nous ; en effet, nous pouvons le multiplier grâce à des relais de co-financement institutionnels et bénéficier de l'aide en nature de laboratoires pharmaceutiques.
Nous vous rappelons également que ce don est déductible de votre revenu imposable dans la limite de 5 %.

AIDONS-LES A VOLER DE LEURS PROPRES AILES

Libellez votre don à l'ordre de FONDATION DE FRANCE — A.C.I.A.D. N°06/3156
44, rue Ginoux - 75015 Paris. Tél. : 45.75.55.57.
Dès réception, un reçu et une brochure vous seront envoyés.
A.C.I.A.D. — Association de Coopération Internationale au Développement

☐ **Entreprise** A partir de 500 F ☐ **Sympathisant** ☐ **Membre bienfaiteur** A partir de 1 000 F

Nom et prénom : ..... **Activité :** .....
(ou raison sociale)

N° ..... **Rue :** ..... **Code postal :** .....

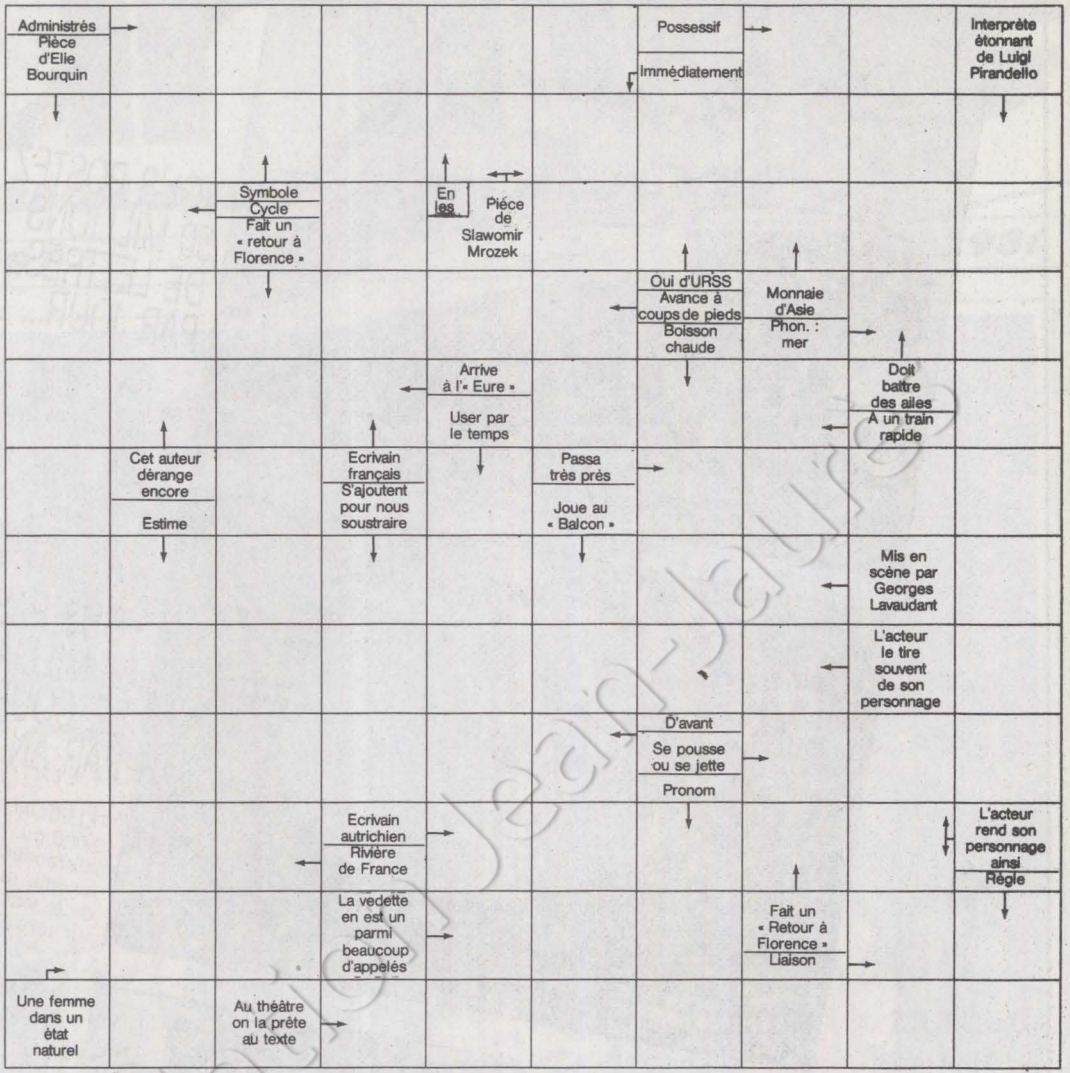
Localité : .....

Date .....

PAR REMY ALBERT

« Changement d'herbage réjouit les veaux » paraît-il. Nous inspirant de ce vieil adage nous proposons à nos amis cruciverbistes de s'inspirer désormais d'articles publiés dans le numéro précédent la parution de nos problèmes.

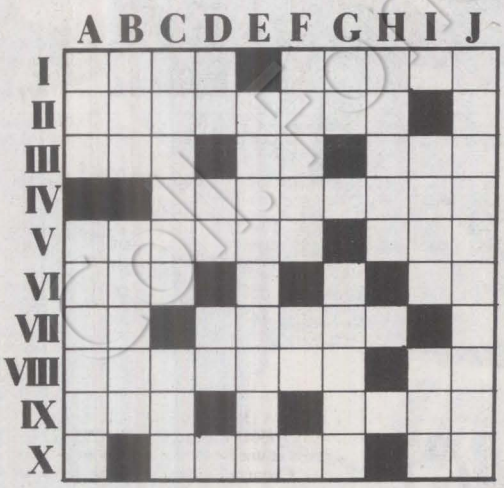
THEME : LE THEATRE



Solution des mots fléchés n° 633

N	E	O	■	C	A	N	C	E	R	
O	■	B	I	O	F	O	R	C	E	
B	I	L	A	N	■	T	■	H	E	
E	L	A	■	T	R	E	S	O	R	
L	■	T	A	R	E	■	C	■	A	
■	P	■	R	A	■	L	A	V	■	
S	A	T	I	N	E	■	N	A	M	
A	S	S	I	S	T	A	N	C	E	
U	T	■	C	A	■	■	E	C	U	
L	E	M	A	N	■	G	R	I	L	
■	U	A	■	T	A	U	■	N	E	
P	R	E	V	E	N	I	R	■	S	

THEME : LA BANDE DESSINEE



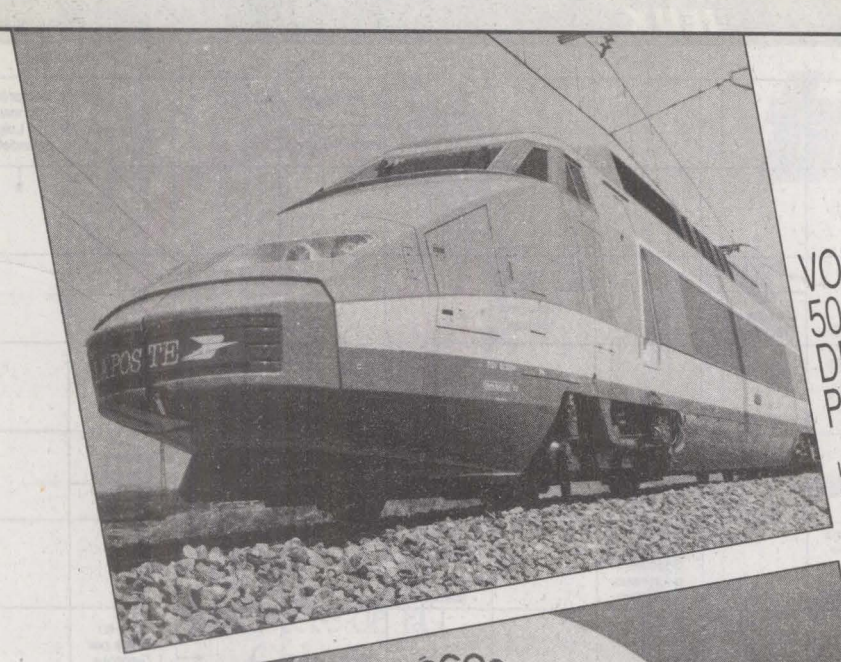
HORIZONTALEMENT : **I** - Mieux vaut éviter de recevoir celle de Gaston Lagaffe. C'est souvent de cette façon que travaillent les concepteurs de bandes dessinées. **II** - Fait toute une histoire d'une bande dessinée. **III** - Planche de bois. Marque de volonté enfantine. Permet de donner son compte. **IV** - Une façon d'avoir du « piquant ». **V** - Certains y laissent tout sur le tapis. Détiennent. **VI** - Cette particule n'a rien de noble. Au beau milieu de Caen. **VII** - Est à bien noter. Livre de bande dessinée. **VIII** - Reçut cette année l'Alfred de la meilleure bande dessinée traduite en français. Fait l'article à tout le monde. **IX** - Indique la sortie. Sous la table de certains illustrateurs. **X** - Equipées comme les caravelles. Unité de police.

VERTICALEMENT : **A** - Mesure de luminosité. Dans les bandes dessinées, ce héros fait mener à son compagnon, une vie de chien. **B** - Indication précise de lieu. Ce personnage fait partie de la bande dessinée moderne pour enfants. **C** - L'élément premier du 9e art. Désert. **D** - Plutôt interne. Apercevoir en tête. Phonétiquement : avaler goulûment. **E** - Est capitale à la bande dessinée. **F** - Est assuré sous la main experte du dessinateur. Cette bande organisée semble reconnue comme un art. **G** - Possède. Mettons « sens dessus dessous »... la terre. **H** - Ce héros de bande dessinée porte l'uniforme de façon seyante. **I** - Victoire de l'Aigle. Ce scénariste fut couronné cette année pour l'ensemble de son œuvre. **J** - Tout héros de bande dessinée se doit d'en surmonter plus d'un, au cours de ses aventures.

Solution des mots croisés du n° 633

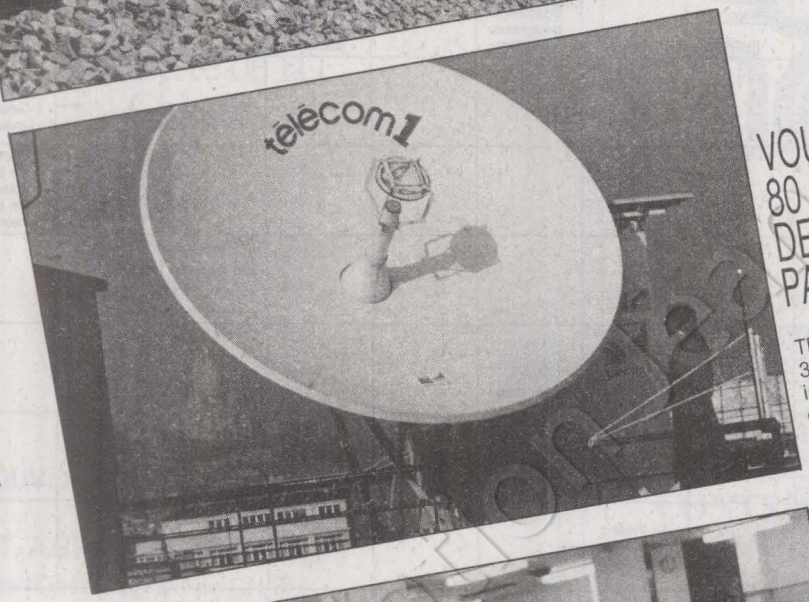
	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	A	H	A	N	E	■	C	E	R	F
II	D	E	M	O	C	R	A	T	I	E
III	A	X	E	■	H	A	L	A	G	E
IV	N	A	N	■	U	■	O	T	I	S
V	A	G	D	E	■	A	M	■	D	■
VI	■	O	E	S	R	■	N	A	I	T
VII	P	N	■	S	O	C	I	E	T	E
VIII	R	A	G	O	T	■	E	R	E	S
IX	E	L	I	R	A	S	■	A	■	T
X	T	E	T	E	■	C	R	I	S	E

Collection Jean-Jaurès



VOUS POSTEZ 50 MILLIONS DE LETTRES PAR JOUR...

Le TGV postal :
65 tonnes de lettres à 260 km/h
entre Paris et Lyon.



VOUS PASSEZ 80 MILLIARDS DE COUPS DE FIL PAR AN...

TELECOM 1 :
3 000 conversations simultanées
intercontinentales, 2 canaux TV
couleur et toutes les ressources
de la vidéocommunication
au service des entreprises.



VOUS SIGNEZ 600 MILLIONS DE CHEQUES POSTAUX PAR AN...

8 millions de Français ont
choisi la Poste et le chèque
soleil.
Une gestion informatique qui
assure à chacun un relevé
pour chaque opération.

LE CONTACT, NOUS AUX PTT ON ASSURE !

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325